

LE MONDE

N° 409 - 35^e année

AVRIL 1988

Afghanistan :
L'avenir
hypothéqué

(Pages 6 et 7.)

32 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,25 \$ C
C.F.R. : 990 F C.F.A.
Espagne : 270 P
E.U. : 2,50 \$ US
Gr.-Brit. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3,500 lire
Japon : 14,50 ¥
P.-Bas : 5,00 Fl.
Rég. : 900 F C.F.A.
Suisse : 3,80 FS
Tunisie : 1,700 m
Abonnements : voir tarif page 2

Publication mensuelle 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DEUX COMPÉTITIONS PRÉSIDENTIELLES

La civilisation libérale

par CLAUDE JULIEN

INDIGNATION ou dédain : lequel de ces deux sentiments l'emporte dans le public devant l'indifférence, par accoutumance déshabillée. Plus avisés qu'on ne le croit, la plupart des citoyens observent d'un œil narquois l'embarras des politiques qui, dans le souci de rattrapper large, visent bas, très bas. Au fond, ils les comprennent. Mais compréhension ne vaut approbation ni indulgence. Car chacun voit bien que, en cette exceptionnelle époque d'amples mutations, la consultation électorale doit trancher entre diverses manières d'appréhender la vie, de concevoir les relations entre groupes humains. Les résultats du scrutin imprimeront leur marque à la civilisation qui cherche péniblement sa voie : grande pauvreté et prouesses technologiques ; élan généreux porteur des solidarités qui font un peuple ou individualisme qui creuse les inégalités ; priorité accordée à l'affairisme, qui sacrifie tout, y compris la culture, au profit immédiat, ou primauté de l'esprit, qui ne va pas sans quelque désintéressement.

Mots oubliés, valeurs dépréciées ? Apparemment. Et pourtant, malgré leur affectation de cynisme, les vieux routiers de la politique se sentent, à l'occasion, obligés de concéder à l'idéal démocratique quelques pensées qui, décollant du terre-à-terre, tentent d'aller à l'essentiel. Ils finissent par se méprendre eux-mêmes s'ils ne s'octroyaient ce droit à de belles envolées. Ainsi en va-t-il dans un vieux pays sceptique comme la France, mais aussi dans la République américaine, réputée jeune alors que, prématurément usée dans les jeux ridicules du cirque électoral, elle bat tous les records d'abstentionnisme. On ne joue

pas impunément avec la facilité et la démagogie, surtout lorsque l'appel aux urnes met en jeu la qualité même de l'existence, la cohésion de la société, les raisons que les citoyens peuvent avoir de vivre ensemble.

ENSEMBLE ? Dans une société qui reste prospère malgré la « crise », veut-on voir grandir le nombre d'exclus, inutilement rejetés vers les marges, volontiers oubliés, mal tolérés lorsqu'ils ont l'impudence de s'imposer aux regards ? Combien d'émigrés de l'intérieur souhaite-t-on ainsi ajouter aux enfants d'immigrés, assez mal accueillis en ce pays qui se targue d'une longue tradition d'ouverture ? Alors que le patronat reprend son offensive contre le SMIC, source de tous nos maux, sait-on que 11,9 % des familles disposent d'un revenu inférieur à 60 % du salaire minimum (1) ? Les électeurs sont-ils disposés à persévérer dans une voie qui, en dépit de tous les progrès accomplis en deux générations, laisse encore à Paris quinze mille personnes errer sans domicile fixe, pendant que, par exemple, une ville comme Dunkerque reçoit sept fois plus de demandes de logement qu'elle ne peut en satisfaire (2) ? Désire-t-on reconduire une politique qui se sent désarmée devant les échecs scolaires, l'aggravation annoncée du chômage, le malaise qui pèse sur l'administration de la justice, les causes morales et sociales de la délinquance et de l'usage régulier de la drogue ?

N'en déplaise aux prophètes de malheur, une société qui tolère en son sein de telles disparités et de telles tares

n'est pas nécessairement prête à exploser. Elle peut conserver un calme de surface. La démonstration en est fournie par les États-Unis : entre 1970 et 1980, l'underclass est passée de 750 000 à 2 500 000 individus (3), tandis que le pays estime être en train de « perdre sa guerre contre la drogue » (4) — et cependant rien ne laisse présager la moindre agitation. Pour sauvegarder cet étrange « ordre » social, il suffit que le désespoir des plus mal lotis se mue en résignation et non pas en révolte. Y pourvoient des secours distribués en temps opportun, des aides plus ou moins équitablement réparties, l'ostensible vigilance des forces du maintien de l'ordre.

Aucune de ces mesures n'arrêtera la machine à fabriquer des injustices et des inégalités. Une étroite conception de la démocratie y trouvera pourtant son compte, du moins aussi longtemps que le système dégage une majorité d'électeurs s'estimant plus ou moins satisfaits, vivant dans l'illusion de bénéficier d'une politique menée par des nantis pour des nantis. Courtisée par tous les partis, une classe qui ne craint pas de se dire moyenne — moyenne par ses revenus, par sa culture, par ses ambitions — peut fort bien se prêter à ce jeu. Moyenne ou, au sens premier du terme, médiocre. Vaurons-nous bientôt des gens qui « ont de grandes prétentions et de petits projets » ? Une démocratie ne peut, à la longue, survivre dans cette médiocrité.

MÉDIOCRE ? Le caractère des personnages en lice ne l'est certes pas. Il ne peut expliquer de son ton insipide, terme, de la compétition. Pour séduire des couches sociales très différenciées, ils pensent devoir arrondir les angles, éviter les positions tranchées, nuancer à l'extrême leurs propos, même lorsqu'ils abordent des sujets brûlants. Ils y sont incités par un mythe périmé et par des techniques qu'ils croient modernes.

(Lire la suite page 14.)

(1) Conseil économique et social, Grande Pauvreté et précarité économique et sociale, séances des 10 et 11 février 1987 ; Journal officiel, 28 février 1987, page 35.
(2) Idem, pages 40 et 41.
(3) Cf. Newsweek, 7 mars 1988.
(4) La même semaine, dans leurs numéros datés du 14 mars 1988, Newsweek titre à propos de la drogue : « Losing the War ? », et Time : « Where the War is Being Lost ».

PRÉSAGES DE GUERRE ET LAMBEAUX DE PAIX

Alertes en Amérique centrale

Par IGNACIO RAMONET

Deux logiques politiques continuent de s'affronter en Amérique centrale : celle qui a inspiré le plan Arias de paix signé par les cinq chefs d'État de la région le 7 août 1987, et celle du président Reagan qui cherche à rétablir le principe d'une « souveraineté limitée » dans cette zone, considérée comme l'« arrière-cour des États-Unis » et relevant à ce titre de leur « sécurité intérieure ».

Le plan Arias n'a jamais été réellement approuvé par Washington sous le prétexte qu'il a été élaboré, à l'initiative du président du Costa-Rica, sans tenir compte des priorités politiques de M. Reagan, notamment le renversement du régime sandiniste du Nicaragua et le soutien militaire à la Contra. Depuis août dernier, la région est soumise à l'élan contradictoire de deux logiques, l'une qui pousse à la réconciliation, à la reconstruction économique et à l'intégration politique, l'autre qui fait délibérément obstacle à de tels objectifs.

Le choc frontal de ces deux conceptions explique la précipitation des événements et leur apparente incohérence. À commencer par la crise de Panama (lire page 3 l'article de Jean Lapéze) où l'offensive de Washington contre leur ancien allié, le général Noriega, vise beaucoup moins à « rétablir la démocratie » qu'à sanctionner le refus de l'« homme fort » du Panama d'aider la Contra, tout en affaiblissant le groupe de Contadora et en rappelant à tous l'importance stratégique du canal pour la sécurité des États-Unis.

De même, le déclenchement précipité de la spectaculaire opération « Fais ton doré » et l'envoi de trois mille deux cents « marines » en Honduras, le 16 mars, ne recherchent pas l'objectif déclaré de contenir une « invasion » sandiniste. Une telle gesticulation visait d'abord, en période électorale américaine, à jeter un rideau de fumée sur l'inspiration, le jour même, de deux des principaux protagonistes du scandale de l'« Irangate » — MM. John Poindexter et Oliver North — pour leur rôle dans le détournement vers les « contras » de fonds provenant de ventes d'armes illégales à l'Iran, et à protéger le candidat républicain M. George Bush.

Une telle opération avait également pour but de torpiller les conversations

directes, prévues pour le 21 mars à Sapos (au sud du Nicaragua), entre le gouvernement sandiniste et la Contra, en application du plan Arias. En dramatisant la situation, M. Reagan cherchait aussi à impressionner le Congrès et à obtenir de lui le vote de nouveaux crédits pour les « contras ». Enfin, à la veille des entretiens américano-soviétiques de Genève, cette démonstration de force rappelait aux Soviétiques l'attachement de Washington au contrôle de cette région.

Tous ces objectifs ont échoué. À Genève, l'URSS n'a pas accepté la demande américaine de cesser de livrer des armes au Nicaragua. Et cela d'autant moins que — même si les situations ne sont pas comparables — les États-Unis, de leur côté, n'ont pas fait de concession sur l'aide qu'ils apportent à la résistance afghane (lire pages 6 et 7 l'article de Selig S. Harrison).

La rencontre de Sapos a eu lieu comme prévu ; elle a permis la signature d'un accord de cessez-le-feu au Nicaragua et le déclenchement d'une série de mesures d'ordre politique qui peuvent favoriser le retour à la paix. Cet accord a montré, une fois encore, que le gouvernement sandiniste tient les engagements qu'il a pris en août 1987 en signant le plan Arias. Il est même le seul gouvernement de la région à le faire à l'heure actuelle. Dans les quatre autres pays — plus sensibles aux pressions des États-Unis — le plan Arias est en panne.

En particulier au Salvador où la situation s'est brutalement détériorée après le succès du parti d'extrême droite ARENA aux élections législatives et municipales du 20 mars. Le président Duarte, encore au pouvoir pour un an, n'a pas su choisir la paix et se retrouve à la tête d'un pays ingouvernable. Les Escadrons de la mort ont empêché les dirigeants proches des guérilleros de faire campagne et restaurer un régime de terreur. La guérilla, dans ces conditions, a relancé les combats et parie à nouveau sur les armes.

De fragiles perspectives de paix au Nicaragua ne parviennent pas à entamer les lourds présages de guerre qui, au moins jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan, continuent de peser sur cette tragique région.

En vente le 11 avril :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir n° 2

Arabies

COURSE À L'ÉLYSÉE LES « BEURS » ARBITRENT

L'INSTITUT DU MONDE ARABE DANS TOUS SES ÉTATS

UNESCO LE DIRECTEUR GENERAL SE CONFIE

SYRIE ASSAD L'ÉQUILIBRISTE

Le numéro d'avril d'Arabes : le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF - 250 FF étudiant. 5, rue Joffroy 75017 Paris

DANS CE NUMÉRO :

Un monde en effervescence

Les élections, en France et aux États-Unis, interviennent en un moment où tout change en profondeur. Les forces conservatrices abordent cette mutation avec l'idéologie floue du très vieux néolibéralisme. Elles défendent, dit Claude Julien, les valeurs d'une « civilisation libérale » (pages 1, 14 et 15).

VERTUS SANS MORALE

Les maîtres-mots sont : rentabilité, profit. En leur nom est conduite « l'offensive libérale contre le monde du travail » (pages 16 et 17). Ces mêmes principes, appliqués au commerce international, posent des problèmes de taille. On voit ainsi, par exemple, « les filiales américaines jouer contre l'économie des États-Unis » (page 20) alors que, au sein du GATT, des pays se demandent « comment concilier la lutte contre le protectionnisme et la recherche de nouveaux débouchés » (pages 18 et 19). La bataille commerciale favorise l'essor d'industries de la contrefaçon, que les États combattent par la protection des marques en se livrant à une véritable « guerre des brevets » (pages 21 à 24). L'obsession de la rentabilité gagne aussi le champ de la culture et met aujourd'hui « l'édition à l'encair » (pages 25 et 27).

TERRES TRAGIQUES

Entretiens, des hommes meurent dans ces « conflits régionaux » auxquels sont mêlés les deux super-Grands. À commencer par l'Afghanistan où l'annonce du retrait des troupes soviétiques semble avoir stimulé « les divisions de la résistance » (pages 6 et 7). Au Cambodge, où la perspective d'un départ des Vietnamiens, incite à « rechercher une réelle neutralité » (page 8). En Amérique centrale enfin, où « la croisade de Washington contre le général Noriega » affaiblit le groupe de Contadora et ruine le plan Arias de paix (pages 1 et 3).

Dans la région du Golfe, la guerre entre l'Irak et l'Iran atteint de nouveaux degrés d'horreur tandis que se maintient « l'interminable dépendance économique de Téhéran » à l'égard de l'Occident (page 9). La « révolte des pierres » dans les territoires occupés par Israël, avec son cortège quotidien de morts, provoque de profonds « traumatismes dans la communauté juive américaine » (page 10), et nous rappelle — comme le fait Henri Guillemin dans sa nouvelle « Reste avec nous » (pages 28 et 29) — que dans ces terres tragiques se mêlent, depuis plus de deux mille ans, haute spiritualité et rage de libération.

HORIZONS DE PAIX

Des luttes d'un autre type se livrent ailleurs. Pour des réformes indispensables, par exemple, en Europe de l'Est et, plus précisément, en Roumanie et en Pologne (pages 4 et 5). Pour la victoire des urnes, récemment au Sénégal, où l'on a pu constater comment « les ratés de la démocratie » (page 12) pouvaient déboucher sur la répression et la violence.

La plus grande violence est celle de la terreur nucléaire. Les citoyens à cet égard, peuvent-ils peser sur les décisions qui concernent le sort de l'humanité ? Moins qu'on ne le croit. Comme le prouve, en France, l'absence de scrupules de ceux qui, au mépris des impératifs de sécurité, font « main basse sur les crédits militaires » (page 13). Entre « la peur ou la paix » (page 32), le choix, dans ce monde en effervescence, ne serait-il pas évident ?

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 409 - 15,00 F



3792136015009 04090

Mars 1988

La faute gestionnaire

M. Paul-Florian Valet, de Paris, nous fait part de ses réflexions après lecture de l'article de Claude Julien, « La faute gestionnaire », paru dans notre numéro de février :

Il y a une dichotomie entre la vie étudiante et la vie professionnelle, du point de vue de l'environnement intellectuel.

Pour les gestionnaires qui ont fait des études de macro-économie, les seules à intégrer une dimension dépassant volontairement la vie de l'entreprise, ils sont réduits, une fois en entreprise, à ne débattre professionnellement que des données internes à l'entreprise, ou à la branche économique.

Considérer des données macro-économiques se réduit pour eux à « repiquer » les données d'instituts de conjonctures, ou d'organisations professionnelles patronales, ou de journaux

économiques, sans en discuter les fondements.

Rares sont les entreprises à avoir un service d'études macro-économiques. (Et pourtant, ça serait bien utile à beaucoup.) Gestion à vue très égoïste ; restriction à l'entreprise « boîte noire » dans un environnement hostile.

Par ailleurs, les écoles de dirigeants sont des écoles qui mettent moins l'accent sur la macro-économie et la chose publique ou sociale que les universités. On y forme plus des « chefs » que des responsables sociopolitiques. L'idéal pour les diplômés de ces écoles est donc plus de faire partie de l'élite dirigeante, si dur soit parfois le prix à payer ou à faire payer, que de réfléchir par soi de façon critique et pour la société globale. Ce qui n'exclut pas chez eux une approche sociale des situations, mais alors elle vise plus à réduire les embêtements d'une situation, qu'à dégager une perspective consensuelle, ou un projet de société.

Le docteur Claire Souchon, de Paris, après lecture du même article de Claude Julien, se souvient d'une « tragédie anecdote » :

Cela débute à l'époque où le « premier économiste de France » résidait à Malignon. Une de ses amies, la quarantaine, divorcée, essouffée, cherche à rebâtir un couple. Elle rencontre un monsieur dans la cinquantaine, veuf, et qui vient de marier ses enfants. Lui aussi souffre de solitude. Ils s'accordent. Ce monsieur dirige une petite entreprise de travaux publics qu'il a héritée de son père. Il se trouve tout à coup devant une échéance que sa trésorerie ne lui permet pas d'honorer. Mais, depuis de longs mois, l'Etat lui doit bien davantage. Il va au ministre, supplier qu'on lui consente une avance sur son dû. Le haut fonctionnaire qui le reçoit refuse, et se moque de lui, lui conseillant d'aller voir M. Barre - dont il applique les directives.

Cet homme, honnête, pour qui la faillite n'est pas une combine, ne peut plus penser à autre chose. Perte de vigilance au volant - accident grave - où il assume tous les torts. Des morts. Il a la chance d'en être. Mon amie en a

moins : les deux carotides atteintes et des lésions multiples. Elle en est, aujourd'hui, à sa dix-septième intervention corrective. Tout cela accroît le PNB.

Entre-temps, bien sûr, l'entreprise a fermé ; les ouvriers ont été au chômage, dans l'attente d'une hypothétique embauche. Tel fut, dans le concret, le processus de « restructuration » patronal par M. Barre, notre futur « gardien ».

Pour Fernand Brandel, pourtant, un matelas de petites entreprises joue un rôle d'amortisseur lors des crises cycliques qui affectent l'économie capitaliste.

Etre africain à Bruxelles

Poète cap-verdien résidant à Bruxelles, M. Joao José Braga Tavares attire notre attention sur les difficultés de vie des étrangers africains en Belgique :

C'est avec une profonde consternation que nous, Noirs, subissons une discrimination intolérable. Les appartements nous sont systématiquement refusés alors que nous remplissons les mêmes conditions que les Européens... Par exemple, une étudiante noire parmi tant d'autres, qui s'exprime en français impeccablement au téléphone, est repoussée une fois arrivée chez les propriétaires. Ou ce jeune couple zairois qui cherche un appartement depuis plusieurs mois, et doit vivre chez des parents faute d'en trouver un. Un autre Africain a cherché durant huit mois un appartement : hélas, il est tombé sur une commune qui refuse catégoriquement les étrangers. Moi-même, je cherche depuis plusieurs mois un logis mais, comme j'ai un fort accent africain, le dialogue s'interrompt là [...]. Parfois, quand je dis que viens du Cap-Vert, on me demande où se situe ce pays. On me taxe de Sénégalais ; parfois, certains m'accusent de vivre au « petit château des réfugiés politiques »... bien que je ne sois pas réfugié.

COURRIER DES LECTEURS



Agis Spinis

Un lecteur souhaite rappeler le rôle d'Agis Spinis, militant communiste grec, décédé en novembre dernier à Athènes à l'âge de quatre-vingt-sept ans :

Agis Spinis est surtout resté dans les mémoires pour avoir, comme dirigeant du Parti communiste à Thessalonique et membre du comité central, animé le combat contre l'emprise stalinienne sur le parti. Exilé en 1931, il passa au trotskisme.

Il tenait son action pendant la dernière guerre pour la plus importante de sa vie. Evadé en 1942 - il était interné depuis 1937 comme les quelques centaines de communistes qui avaient refusé de se « repentir » sous la dictature Metaxas - il revient dans Athènes occupée et essaye, avec une poignée d'amis, de donner une perspective révolutionnaire à la radicalisation populaire provoquée par la famine qui venait de tuer des centaines de milliers de personnes. Il dénonce la politique d'union nationale de la résistance communiste comme une duperie pour les opprimés et la création d'une armée de guérilla dans la montagne comme un moyen de canaliser leur énergie vers le soutien exclusif aux buts de guerre des alliés. Alliés dont les visées en Grèce étaient purement coloniales, comme ils allaient le démontrer en écrasant militairement la résistance à Athènes en décembre 1944.

Déçu dans son attente d'une vague révolutionnaire en Europe après la guerre, considérant que l'URSS, cogendarme du monde depuis Yalta, était devenue impérialiste, il rompt avec le trotskisme pour se rapprocher du courant socialisme ou barbarie, puis de l'anarchisme. Il avait publié ses Mémoires en 1976.

« Ethique, économie et droits de l'homme »

A la suite de la publication de l'article de Jacques Decornoy, « Ethique, économie et droits de l'homme », (Le Monde diplomatique de février), M. Xavier Godis, membre du comité directeur du Centre économique de liaisons internationales (COELI), nous écrit de Bruxelles :

Vous citez certains écrits catholiques et protestants, et notamment la lettre pastorale des évêques américains. Il est sûr que cette lettre pastorale représente une avancée sur le plan des prises de position de l'Eglise. On ne peut que saluer la sortie de ce document qui dévoile courageusement les failles d'un système.

Cela dit, il importe aussi de connaître quelles sont, face à ce document,

les réactions de représentants de pays du tiers-monde, et notamment de théologiens de la libération - en l'occurrence Leonardo et Clodovis Boff. Ceux-ci reconnaissent l'audace prophétique des évêques américains, mais constatent que, fondamentalement, leur proposition est la réforme et l'amélioration des structures du système ; il n'est pas question d'un changement du système lui-même, mais bien d'une moralisation du capitalisme. Mais sans doute, notent les frères Boff, n'était-il pas possible à des évêques des Etats-Unis de faire davantage, « étant donné les conditions sociales spécifiques dans lesquelles ils vivent et pensent ».

[Le texte de L. et C. Boff a été diffusé dans le numéro de décembre 1987 de Liaisons internationales, publication du COELI, 31, rue du Soleil, B-1000 Bruxelles.]

M. Michel Jobert et le dollar

Après avoir trôné sur la tempête boursière qui semble avoir « révisé à certains experts et hommes politiques le déficit du commerce extérieur et le déficit budgétaire américains », M. Alexis P. Noël, de Rueil-Malmaison, nous adresse la lettre suivante :

Qui se souvient de cette interrogation de Michel Jobert : « Avons-nous assez d'indépendance pour dénoncer publiquement le système de spoliation économique et d'asservissement politique que nous impose le dollar ? » (Lettre de Michel Jobert, n° 43, septembre 1978) et - comme en écho - en janvier 1980, face au dollar abusif oublieux de toute morale, cet avis : « Tout désordre qui se lève dans le monde s'apaisera si sa gestion était plus sérieuse ».

L'impérialisme du dollar (...) était alors, au gouvernement et ailleurs, savamment tué ; il n'eût pas été convenable, ces années-là, de parler du « racket sans précédent historique » constitué par les millions de dollars apatrides en promenade dans le monde. Pour reprendre une formule célèbre : Dieu, que la crise était jolie ! Ce que les prophètes du moment présent - sérieux comme des papes - ont oublié, évidemment, c'est que Michel Jobert nous a constamment alertés depuis plus d'une douzaine d'années sur le caractère explosif de la gestion du dollar. Ainsi, en octobre 1974 (Lettre, n° 1), après six mois d'un septennat nouveau, esti-

mant qu'on s'était trompé depuis un an dans l'évaluation de la conjoncture, il déplorait que, moyennant une larme sur la dégradation des échanges avec les pays sous-développés, nous ayons « accepté que les Etats-Unis exportent leur déficit, croyant qu'il était la condition de l'expansion internationale ». Il récidivait le mois suivant : plutôt que de parler de « gérer l'imprévisible (...) il eût été plus judicieux, sans dramatiser, de rappeler simplement au pays les origines d'une crise mondiale et de décrire les moyens de s'en protéger ». En des pages explicites et denses, il décrivait à la fois l'origine de l'inflation de 1950 à 1973 - le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis - et le mécanisme par lequel ce déficit affectait l'économie mondiale (...).

Face au dollar souverain, incontestablement répandu sans contrôle, il revenait à la charge. Février 1975 : il déplore que la France se taise sur le système monétaire international. Mai 1975 : « En économie, on s'est trompé de crise, donc de remède ». Ce qui n'empêchait pas nos responsables de nous inviter à partir en vacances en paix : de notre flot de prospérité, ne voyions-nous pas le bout du tunnel ? Prophète de malheur ? Même pas : en haut lieu on le jugeait « irresponsable ».

Depuis, son analyse, au fil des années et des gouvernements de droite et de gauche, n'a pas varié.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois de mars 1988, la somme de 34 969 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M. Claire Bristet, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Edmond Journe et M. Tchicaya U'Tam'Si, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été servis : 34 abonnements en Afrique, 26 en Amérique et 3 en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M^{me}

N° 1780

à

lecteur de « Monde diplomatique » depuis ans, verse par

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

la somme de :

☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou en Proche-Orient.

☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.

☐ 343 F pour un abonnement en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75422 Paris Cedex 09).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : CLAUDE JULIEN

Rédaction en chef : MICHELINE FAUNET

Ignacio RAMONET

Rédaction : CHRISTIAN DE BRIE

Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,

Alain GRESH

Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

REDACTION

7, rue des Italiens

75421 PARIS CEDEX 09

Tél. : MONDIPAR 650572 F

Tél. : 42-47-91-27

Publié par : le Monde Publied S.A.

Responsable : Antoine Gauvin

5, rue de Montesson,

75007 Paris.

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

C.I.H.E.A.M.

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Institut agronomique méditerranéen de Montpellier

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT - POST-UNIVERSITAIRE

ANNÉE ACADEMIQUE 1988-1989

CYCLES DE SPECIALISATION POST-UNIVERSITAIRE

octobre 1988-juin 1989

Economie rurale, Politiques agricoles et alimentaires

Commercialisation des produits agricoles et alimentaires

Gestion des entreprises agro-alimentaires

Projets de développement rural et vulgarisation

CYCLES MASTER OF SCIENCE (M.S.), 2 ANS

Formation par la recherche

Formation à la pratique du développement

Formation pédagogique spécialisée

CYCLES COURTS ET STAGES DE RECHERCHES

Informatique et Agriculture : 19 septembre-16 décembre 1988

Pastoralisme et Développement : 23 mai-9 juillet 1988

en collaboration avec l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan-II - Rabat

Stages de recherche de durées variables sur dossier.

STAGES DE FORMATION LINGUISTIQUE

(français langue étrangère)

DIPLOMES REQUIS : Ingénieur ou DEA. Expérience professionnelle

souhaitée

DATE LIMITE DES PRE-CANDIDATURES : 1^{er} mai 1988

BOURSES

Un certain nombre de bourses d'études sont octroyées chaque année. Elles sont attribuées en

priorité aux ressortissants des pays membres du C.I.H.E.A.M. (Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie, Yougoslavie).



pour plus de renseignements, s'adresser à :
M. le directeur
Institut agronomique méditerranéen
3191, route de Mende
34060 MONTPELLIER CEDEX (FRANCE)
Tél. : 67-63-28-80 - Tél. : 490783 F

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ VOUS

LE MONDE diplomatique

TARIF ABONNEMENTS

| | 1 AN | 6 MOIS |
|---|-------|--------|
| France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales | 162 F | 90 F |
| ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations) | 225 F | 125 F |
| VOIE AÉRIENNE | | |
| • Europe, Pays du Maghreb | 250 F | 138 F |
| • Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient | 271 F | 148 F |
| • Amérique du Nord/Sud, Comores, Madagascar, Iran | 313 F | 168 F |
| • Asie, Australie, Océanie | 343 F | 184 F |

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINTEL 36.15 LEMONDE puis ABO

Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITÉ PAYS

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique

Service des abonnements BP 50708 - 75422 Paris Cedex 09

La croisade

Quelle formidable puissance...
...la vie économique...
...les grèves...
...le groupe de...

...la France...
...le système...
...le dollar...
...le monde...
...le mouvement...

...la France...
...le système...
...le dollar...
...le monde...
...le mouvement...

...la France...
...le système...
...le dollar...
...le monde...
...le mouvement...

OBJECTIF : GARDER LE CANAL DE PANAMA

La croisade de Washington contre le général Noriega

QUELLE formidable pression pour obtenir le départ du général Noriega ! Depuis neuf mois, les Etats-Unis ont multiplié les initiatives : ils ont suspendu leur aide économique ; ont gelé les fonds détenus par le Panama (dont la monnaie est le dollar) aux Etats-Unis, ce qui a entraîné la fermeture des banques et désorganisé la vie économique. Ils ont continué de reconnaître le président Delvalle, destitué le 26 février, ont soutenu le putsch du 16 mars et encouragé les grèves déclenchées par l'opposition.

Au-delà du général Noriega, Washington cherche à briser le nationalisme des Forces de défense, à sanctionner l'attitude de Panama au sein du groupe de Contadora et à conserver le contrôle du canal.

Par JEAN LAPÈZE

Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis s'acharne-t-il contre le général Manuel Antonio Noriega, chef des Forces de défense et homme fort du Panama ? La principale raison, quoi qu'on dise, est le refus de Washington d'accepter la remise des installations du canal aux autorités panaméennes à la fin de 1999 comme le prévoit le traité Carter-Torrijos signé en 1977.

A la veille de la signature de ce traité, M. Ronald Reagan ne déclarait-il pas : « La zone du canal n'est pas une colonie, ni une location à long terme, elle est le territoire souverain des Etats-Unis, au même titre que l'Alaska et que tous les Etats liés lors de l'achat de la Louisiane. Nous devons mettre un point final aux négociations sur le canal et dire au général que nous l'avons acheté, nous l'avons payé, nous l'avons construit, et nous allons le garder (1) ».

En 1903, les Etats-Unis ont en effet favorisé la sécession du Panama, jusqu'alors province de la Colombie, afin de mieux contrôler la construction du canal interocéanique inauguré en août 1914. Par le traité Hay-Bunau Varilla, Washington obtenait la pleine souveraineté sur une bande de territoire de 16 kilomètres de large (la « zone du canal ») s'étendant des deux côtés de la voie d'eau. Ce traité faisait,

garantie territoriale, devenue par la suite une bourgeoisie traditionnelle, et la bourgeoisie marchande, dont les intérêts ont toujours été liés au trafic transisthmique, d'abord par voie terrestre, puis par la voie du canal. Les besoins nécessaires à la construction de cette voie ont obligé la bourgeoisie d'affaires - aujourd'hui les libéraux - à se tourner vers l'étranger pour y trouver des sources de financement.

La Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis manifestèrent très tôt un réel intérêt pour la construction d'un canal interocéanique. Déjà la construction du chemin de fer transisthmique, terminée en 1855, fut réalisée par la compagnie américaine Pacific Mail and Co. C'est durant la période de construction du canal, au début du siècle, que s'affirma la suprématie économique de la bourgeoisie d'affaires. C'est elle qui va rechercher le soutien des Etats-Unis pour détacher le Panama de la Colombie, qu'elle leur céder la souveraineté du nouvel Etat.

Parallèlement, se met en place une politique de concessions pour l'exploitation bananière. La célèbre United Fruit Company - aujourd'hui la Chiriqui Land Company - s'installe dans la province du Chiriqui, la plus éloignée de la zone du canal mais aussi la plus riche et le fief de la bourgeoisie traditionnelle.

Des liens puissants se tissent alors entre les intérêts des Etats-Unis et les deux groupes dominants dans le pays. Depuis, l'histoire se répète. Bourgeoisie terricienne et milieux d'affaires

Ce n'est qu'en 1981 que le général décide enfin de mettre en place l'administration provinciale contrôlée effectivement par le pouvoir populaire.

Le bilan de la décennie torrijiste apparaît ambigu. Il y a, certes, des aspects positifs : création d'un code du travail, de la Sécurité sociale et, bien sûr, signature du traité Torrijos-Carter. Il faut ajouter : baisse considérable des taux de natalité et de mortalité (le taux de mortalité infantile diminue de moitié) ; équipement massif en eau potable, électricité et services d'hygiène ; doublement du nombre d'écoles primaires ; l'analphabétisme baisse de 20 % à 13 % ; les services de santé se multiplient ; le système routier et celui des télécommunications se développent fortement. Bref, la population est dotée de droits sociaux essentiels, et le pays acquiert les équipements indispensables.

Cependant, l'ensemble de cet effort est mal planifié faute d'administration appropriée et en raison des pratiques budgétaires brouillonnes de l'administration centrale. Beaucoup de fonds sont gaspillés. Par ailleurs, les résultats économiques sont médiocres : l'agriculture recule de 18 % à 13 % du PIB ; l'industrie de 17 % à 13 % et le commerce stagne. La réforme agraire est avortée ; le chômage déclaré passe de 5 % à 8 % et le sous-emploi connaît une croissance galopante.

Devant ce résultat mitigé, Torrijos impose, dès 1981, une stratégie de développement fidèle à l'esprit de la Constitution. L'administration se décentralise enfin, la planification s'organise autour d'une direction régionale, et ce modèle est appliqué en priorité dans quelques provinces. Petit à petit, l'ensemble de l'appareil commence à fonctionner différemment, avec plus d'efficacité. Cette année-là, comme par hasard, Torrijos trouve la mort dans un étrange accident d'avion...

liore pas et des tensions fortes apparaissent avec la récession. De surcroît, le gouvernement libéral de M. Barletta, appuyé par les Etats-Unis, prend ses distances à l'égard de l'armée. Le pouvoir de celle-ci s'en trouve réduit.

En peu de temps, l'acquis social du torrijisme est dilapidé au profit d'intérêts étrangers.

Une telle constatation encourage sans doute le général Noriega à déclarer dès 1986 : « Un des aspects sur lesquels Torrijos s'est trompé - et lui-même le reconnaît aujourd'hui - a été de croire que, en préservant ceux qui détenaient le pouvoir économique, il arriverait à les gagner à la cause panaméenne. Torrijos leur avait enlevé le pouvoir politique en 1968 ; il a omis de leur ôter le pouvoir économique (5) ».

Les soutiens sur lesquels pouvait compter le général Noriega pour se maintenir au pouvoir - outre celui des militaires - étaient les masses paysannes et une partie des employés du secteur public. Pour conserver ces soutiens, il était revenu à l'orthodoxie torrijiste et avait fait appliquer la Constitution de 1972, en rétablissant dans sa plénitude le pouvoir populaire comme le voulait Omar Torrijos (6). Un tel projet politique est radicalement contraire au plan de la Banque mondiale, que soutient la bourgeoisie libérale, et au maintien des structures agraires traditionnelles sur lesquelles repose la force de la bourgeoisie terricienne. Les deux bourgeoisies sont financièrement soutenues par les Etats-Unis et provisoirement regroupées au sein de la Croisade civique nationale.

Washington craint-il que la restauration de l'esprit torrijiste ne favorise la mise en place d'une sorte d'axe La Havane - Managua - Panama ? Ou bien estime-t-il qu'un développement cohérent du pays, grâce à un régime à vocation progressiste, permettra au Panama d'être en mesure, en l'an 2000, de maîtriser le fonctionnement des installations du canal et d'en assurer sa gestion ?

Il paraît sûr, en revanche, que le désordre économique et social que créait l'application du plan de la Banque mondiale l'en empêcherait. Or une clause du traité Torrijos-Carter prévoit que la rétrocession du canal ne sera effective le 31 décembre 1999 que si le Panama possède la capacité manifeste de maîtriser la technologie et la gestion du canal...



L'HOMME FORT - AVEC M. DELVALLE EN JUILLET 1987

Le président élu en 1984, M. Barletta, va s'efforcer de désamorcer le modèle de planification régionale mis en place par Torrijos. Il opte pour un plan élaboré par la Banque mondiale, qui défend la nécessité d'ajustements structurels. Ce plan vise à supprimer ou rendre inopérant le code du travail, à favoriser l'investissement étranger au détriment des petites et moyennes entreprises, à comprimer l'emploi public et à réduire les salaires ; enfin, et surtout, à enlever tout pouvoir politique aux représentants des communautés populaires. Déjà, sous la présidence de M. Ricardo de La Espriella (1982-1984), la Constitution de 1972 avait été amendée et l'Assemblée nationale des représentants des communautés remplacée par une Assemblée législative, constituée de députés élus sur une base électorale beaucoup plus vaste qu'auparavant. Le modèle du pouvoir populaire mis en place par Torrijos avait été ainsi démantelé.

La situation économique pourtant, malgré les changements politiques introduits par M. Barletta, ne s'amé-

(1) Discours télévisé du 31 mars 1976, cité dans V.E. Vega-Royes, *Le régime juridique des canaux de Suez et de Panama*, thèse de troisième cycle, Institut du droit de la paix et du développement, Nice, 1981.

(2) P. Gilhodes, « Le gouvernement de la garde nationale à Panama », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 4043-4044, la Documentation française, novembre 1973.

(3) La communauté populaire, ou corrigée, est la plus petite unité politico-administrative. Il en fait un minimum de cinq pour former une municipalité, sauf cas exceptionnels. Leurs représentants, seuls élus de la section, forment les conseils municipaux qui désignent les maires. Au niveau provincial, ils forment le Conseil provincial de coordination chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de développement régional. Au niveau national, ils forment l'Assemblée nationale des représentants, l'organe législatif du pays.

(4) Voir J. Lapèze, *Le développement régional au Panama : de la participation populaire à la centralisation*, thèse de doctorat d'Etat, Institut de géographie, université de Toulouse-III, juin 1987.

(5) *La Presse*, janvier 1986, et *Summa*, avril 1986.

(6) Cet aspect devient encore plus évident quand on considère la personnalité du président Omar Torrijos mis en place par le général Noriega le 26 février 1988, pour remplacer M. Delvalle. Vice-ministre de la planification (1984-1985), M. Solís Palma fut détenteur de la direction de la planification et de la coordination régionale.

Fidélité à la Constitution de 1972

LES relations entre les deux Etats ont toujours été complexes, mais elles ont connu un tournant radical après l'arrivée au pouvoir, en 1968, à Panama, du général Omar Torrijos, chef de l'armée et leader populiste. Il fait très vite des Etats-Unis sa bête noire politique et mobilise en permanence les citoyens pour obtenir la restitution de la zone du canal et des installations de celui-ci.

Dans l'espoir de modérer les revendications du général Torrijos et de diviser les nationalistes panaméens, Washington avait choisi de soutenir le général Noriega lorsqu'il était chef des services de renseignements dans les années 70, et avait également favorisé, en 1983, son accession à la tête des Forces de défense.

Pourquoi, alors, Washington s'est-il changé récemment d'attitude à l'égard du général Noriega ? Quelle menace représente-t-il pour la politique des Etats-Unis à Panama et dans la région d'Amérique centrale et des Caraïbes ?

L'itinéraire politique du général Noriega - inculqué récemment par la justice américaine de trafic de drogue - est loin d'être transparent. Il aurait collaboré avec les services de renseignements cubains ainsi qu'avec la CIA ; on le soupçonne d'être impliqué dans l'accident qui coûta la vie, en 1981, au général Omar Torrijos, et dans l'assassinat d'Hugo Spadafora, une personnalité politique très controversée.

Le général Noriega ne manque pas d'habileté politique, et la manière dont il s'est hissé à la tête des Forces de défense révèle ses grandes capacités manœuvrières. Normalement, l'héritier de Torrijos était le général Ruben Darío Fariñas. Mais celui-ci renouça à la direction de l'armée pour se présenter à l'élection présidentielle de 1984, comptant sur l'appui des Forces de défense. Son successeur à la tête de celles-ci n'était autre que le général Noriega, qui s'empressa de lui refuser son soutien et, dans le but de l'éliminer politiquement, appuya ouvertement le candidat soutenu par les Etats-Unis, M. Nicolas Ardito Barletta. Celui-ci sera effectivement élu en mai 1984.

M. Barletta, économiste formé à l'école de Chicago, avait été chargé par le général Torrijos de mettre sur pied le ministère de la planification (1974-1977) selon les vœux de la Constitution de 1972.

Cette Constitution, pourtant, prônait une conception du développement très opposée à l'idéologie et aux méthodes de l'école de Chicago. Elle devait profondément bouleverser le rapport des forces économiques et politiques du pays tel qu'il existait avant le coup d'Etat de 1968.

Depuis la conquête du Panama par les Espagnols, en 1501, le pays a été en proie à une lutte permanente entre l'oligarchie terricienne, devenue par la suite une bourgeoisie traditionnelle, et la bourgeoisie marchande, dont les intérêts ont toujours été liés au trafic transisthmique, d'abord par voie terrestre, puis par la voie du canal. Les besoins nécessaires à la construction de cette voie ont obligé la bourgeoisie d'affaires - aujourd'hui les libéraux - à se tourner vers l'étranger pour y trouver des sources de financement.

La Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis manifestèrent très tôt un réel intérêt pour la construction d'un canal interocéanique. Déjà la construction du chemin de fer transisthmique, terminée en 1855, fut réalisée par la compagnie américaine Pacific Mail and Co. C'est durant la période de construction du canal, au début du siècle, que s'affirma la suprématie économique de la bourgeoisie d'affaires. C'est elle qui va rechercher le soutien des Etats-Unis pour détacher le Panama de la Colombie, qu'elle leur céder la souveraineté du nouvel Etat.

Parallèlement, se met en place une politique de concessions pour l'exploitation bananière. La célèbre United Fruit Company - aujourd'hui la Chiriqui Land Company - s'installe dans la province du Chiriqui, la plus éloignée de la zone du canal mais aussi la plus riche et le fief de la bourgeoisie traditionnelle.

Des liens puissants se tissent alors entre les intérêts des Etats-Unis et les deux groupes dominants dans le pays. Depuis, l'histoire se répète. Bourgeoisie terricienne et milieux d'affaires

s'opposent ; les Etats-Unis jouent un rôle d'arbitre, et sont courtisés tour à tour par ces deux groupes.

Le coup d'Etat du général Torrijos, en 1968, introduit deux nouvelles forces dans ce tableau : le peuple et l'armée. Les officiers qui entourent Torrijos sont d'origine populaire et gardent « une sourde rancune contre la caste possédante » ; ils cherchent à constituer « une alliance de toutes les forces provinciales, avec une prédilection pour la paysannerie (2) ».

L'armée a besoin de gens compétents aux postes-clés du gouvernement. Aussi doit-elle recourir au gisement de cadres que représentent les bourgeoisies. Torrijos essaie de fonder les forces en présence (officiers, les deux bourgeoisies et le peuple) dans un même creuset nationaliste et avec deux objectifs prioritaires : récupérer le canal et développer le pays.

Torrijos souhaite qu'une partie des capitaux des grandes sociétés financières internationales installées à Ciudad-de-Panama soit investie dans le développement de l'espace rural panaméen au profit des petits exploitants et des exploitations communautaires.

C'est autour de cette dernière idée qu'est élaborée la Constitution de 1972, celle du nouveau Pouvoir populaire. Elle établit la structure et les mécanismes de fonctionnement d'un gouvernement décentralisé. Surtout, elle permet que l'ensemble du pouvoir politique change de mains. Alors qu'il avait toujours été partagé entre les deux bourgeoisies, il revient maintenant aux élus de chaque commune du pays (3). Non seulement le pouvoir politique ne peut plus s'exercer par désignation présidentielle, mais le corps des décisions futures doit venir de l'ensemble des provinces (4) et de leur élus. Le gouvernement central, sensible à toutes les pressions du pouvoir économique, voit son rôle diminuer.

Pour une fois, les deux bourgeoisies semblent s'allier, sans pour autant enterrer leur rivalité. Sans doute afin de faire participer toutes les forces nationales à son projet de développement, Torrijos confie les postes de responsabilité administrative aux membres de ces bourgeoisies.

Le président élu en 1984, M. Barletta, va s'efforcer de désamorcer le modèle de planification régionale mis en place par Torrijos. Il opte pour un plan élaboré par la Banque mondiale, qui défend la nécessité d'ajustements structurels. Ce plan vise à supprimer ou rendre inopérant le code du travail, à favoriser l'investissement étranger au détriment des petites et moyennes entreprises, à comprimer l'emploi public et à réduire les salaires ; enfin, et surtout, à enlever tout pouvoir politique aux représentants des communautés populaires. Déjà, sous la présidence de M. Ricardo de La Espriella (1982-1984), la Constitution de 1972 avait été amendée et l'Assemblée nationale des représentants des communautés remplacée par une Assemblée législative, constituée de députés élus sur une base électorale beaucoup plus vaste qu'auparavant. Le modèle du pouvoir populaire mis en place par Torrijos avait été ainsi démantelé.

La situation économique pourtant, malgré les changements politiques introduits par M. Barletta, ne s'amé-

(1) Discours télévisé du 31 mars 1976, cité dans V.E. Vega-Royes, *Le régime juridique des canaux de Suez et de Panama*, thèse de troisième cycle, Institut du droit de la paix et du développement, Nice, 1981.

(2) P. Gilhodes, « Le gouvernement de la garde nationale à Panama », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 4043-4044, la Documentation française, novembre 1973.

(3) La communauté populaire, ou corrigée, est la plus petite unité politico-administrative. Il en fait un minimum de cinq pour former une municipalité, sauf cas exceptionnels. Leurs représentants, seuls élus de la section, forment les conseils municipaux qui désignent les maires. Au niveau provincial, ils forment le Conseil provincial de coordination chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de développement régional. Au niveau national, ils forment l'Assemblée nationale des représentants, l'organe législatif du pays.

(4) Voir J. Lapèze, *Le développement régional au Panama : de la participation populaire à la centralisation*, thèse de doctorat d'Etat, Institut de géographie, université de Toulouse-III, juin 1987.

(5) *La Presse*, janvier 1986, et *Summa*, avril 1986.

(6) Cet aspect devient encore plus évident quand on considère la personnalité du président Omar Torrijos mis en place par le général Noriega le 26 février 1988, pour remplacer M. Delvalle. Vice-ministre de la planification (1984-1985), M. Solís Palma fut détenteur de la direction de la planification et de la coordination régionale.

La démocratie, luxe ou nécessité pour le Tiers Monde ?

DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

Un séminaire organisé par la Fondation Liberté Sans Frontières, animé par : Rony BRAUMAN Yves CHEVRIER Jean ESMEN Jacques GIRI Guy HERMET Olivier ROY Paul THIBAUD Alain TOURAINE

Du 20 avril au 15 juin 1988, tous les mercredis de 18h à 20h30
Participation : 600F (individuel) 4500 F (entreprise - Agréé formation permanente)

Fondation Liberté Sans Frontières, 68, bd Saint Marcel, 75005 PARIS. Tél.: (1) 45.35.65.56

L'EUROPE A ENFIN SA REVUE

L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN

Initiatives et débats

Directeur politique: Edgard Pisani
Rédacteur en chef: Sami Naïr

N° 1

"La gauche dans tous ses états"

en librairie dès avril

ont collaboré à ce numéro: Edgard Pisani, Peter Glatz, Fernando Moran, Carla Barbellera, James Callaghan, Caroline Anstey, Sami Naïr, Massimo Salvadori, Jean-Pierre Cot, Jean Lapeyre, Jean-Marie Vincent, Manuel Vazquez Montalban

Diffusion en librairie - Prix: 75F - Abonnement: 4 numéros par an: 250F
S.A.C.P. INITIATIVES - 62, bd Garibaldi, 75015 PARIS - Tél.: (1) 40.56.08.02

et droits de l'homme

les réactions de représentants du tiers-monde, et notamment de la loge de la libération - en France Leonardo et Clodoveo - ceux-ci reconnaissent l'audace politique des évènements américains, constatent que, fondamentalement, leur proposition est la réforme et la libération des structures du système n'est pas question d'un changement lui-même, mais bien d'un moralisation du capitalisme. Mais, pas possible à des évènements de la sorte de faire davantage, « être dans les conditions sociales spécifiques dans lesquelles ils vivent et pensent ».

(Le texte de L. et C. Bell a été publié dans le numéro de décembre 1987 du *Monde diplomatique*, publication au 31, rue du Bouloi, 75000 Paris.)

et le dollar

ment qu'on s'était trompé depuis dans l'évaluation de la conjonction, déplorait que, moyennant une telle la dégradation des échanges entre les pays sous-développés, nous n'accepter que les Etats-Unis exportent leur déficit, croyant qu'il était la condition de l'expansion internationale. Il récidivait le mois suivant, mais, de parier de « gérer l'impression », il était dit plus judicieusement dramatiser, de rappeler simplement les origines d'une crise mondiale, et de décrire les moyens de s'en sortir. En des pages explicites de la fin de 1950 à 1973 - le début de la déclin de la fois l'origine de l'instabilité de 1950 à 1973 - le début de la balance des paiements des Etats-Unis - et le mécanisme par lequel ce déficit affectait l'économie mondiale (...).

Pace au dollar souverain, inconnu régnait répandu sans contrôle, il nous mène à la charge. Février 1973 : le dollar que la France se laisse sur le système monétaire international. Ma 1973 : « En économie, on s'est trompé de crise, donc de remède ». Ce qui s'empêchait pas nos responsables de nous inviter à partir en vacances ce pays : de notre flot de prospérité, ne voyions-nous pas le bout du tunnel ? Prophète de malheur ? Même pas : nous nous en le jougait - irruption de...

Depuis, son analyse, au fil de l'évolution et des gouvernements de droite et de gauche, n'a pas varié.

AIRES

... un appel à des « lecteurs de l'économie au Monde diplomatique » qui limitent strictement les zones de change et très défavorable.

... à la fin du mois de mars 1988, le *Monde diplomatique*, constitué par M. Claire Bréchet, Charente-Maritime, M. Edmond Joue et M. Edmond Joue, centres de bibliothèques, centres de documentation, organisations humanitaires, associations, centres de documentation et de la presse.

... de solidarité, remplissent le bulletin.

... verser par...

... au Fonds commun - LECTEURS - que le comité chargé de gérer la revue.

... et abonnés au *Monde diplomatique* - M. Paul Dubois (89).

ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

MONDE diplomatique

... 36-15 LEMONDE

... 6 MOIS

... PAYS

... de votre règlement en France - 75005 PARIS - Tél.: (1) 40.56.08.02

En Roumanie, la faillite d'une

LES tensions sociales s'accroissent dans les pays d'Europe de l'Est : marches contre l'austérité à Budapest, manifestations d'étudiants à Varsovie, révolte ouvrière à Brasov (Roumanie)... Et les vents de changements qui soufflent en provenance de l'URSS attisent d'intenses espoirs. Ils risquent d'être déçus. Car la marge de manœuvre des équipes au pouvoir est très limitée, certains pays se trouvant dans une situation économique désespérée. L'Occident, qui s'en serait naguère réjoui, contemple aujourd'hui cette situation avec inquiétude. Au point que la Commission trilatérale a récemment encouragé la mise sur pied d'un plan d'aide à la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

Par ÉDITH LHOMEL*

Un mois exactement après l'élection ouverte de Brasov, la conférence nationale du Parti communiste roumain (PCR) tenait ses assises à Bucarest, du 14 au 16 décembre 1987. Contrairement à certaines attentes, aucun coup d'arrêt ne fut mis à la fuite en avant dans laquelle le régime roumain est engagé depuis le début des années 80. M. Nicolas Ceausescu, secrétaire général du parti, a même réaffirmé sa détermination à liquider de façon anticipée la dette extérieure en devises, dont le remboursement accéléré impose de durs sacrifices à la population (1).

De 1981 à 1986, la dette s'est abaissée de 10,1 milliards de dollars à 5,9 milliards. Pourtant M. Ceausescu entend persister dans sa politique d'austérité jusqu'en 1990 du moins, année où elle devrait être intégralement remboursée. Or depuis six ans l'économie vit pratiquement en état de guerre (2). Pour payer la dette, le pays doit chaque année réaliser un excédent commercial de 2 milliards de dollars, de telle sorte que le marché intérieur est privé de toute marchandise — notamment les produits agro-alimentaires — susceptible d'être exportés, tandis que les importations en provenance de l'Occident ont été

* Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est, Paris.

spectaculièrement réduites. Jusqu'en 1981, celles-ci avaient assuré en grande partie le fonctionnement et la modernisation des unités industrielles construites durant la période de décollage des années 60 et 70. Mais l'ouverture vers l'Ouest appartient à un passé bien révolu.

Désormais, il n'est plus question que de pratiquer une politique draconienne de substitution aux importations, digne des économies les plus autarciques (3). Manquant de matières premières ou de pièces détachées, de nombreuses capacités de production industrielle sont paralysées. Le secteur agricole connaît quant à lui une véritable déchéance : déjà sacrifiée pendant quarante ans sur l'autel de l'industrialisation à outrance, l'agriculture est de surcroît privée d'engrais et de machines, destinées en priorité à l'exportation.

Sur le marché intérieur appauvri, l'offre est si misérable que même le marché noir — activité florissante jusqu'au début des années 80 — n'est plus en mesure de pallier les criantes insuffisances des circuits de distribution officiels. Les pommes de terre, les œufs, sont parfois introuvables ; le café et la viande à ce point rares qu'ils s'achètent au marché noir respectivement 1000 lei le kilo et de 75 à 100 lei le kilo, alors que le salaire moyen ne dépasse pas 2800 lei (4).

La population ne souffre pas seulement de carences alimentaires ; elle pâtit aussi cruellement du froid, car elle est mise à un régime d'économie d'électricité et de chauffage rigoureux (5). A cause des restrictions, les citoyens doivent passer le plus clair de leur temps à tenter de se « débrouiller » pour faire face à l'absence de chauffage, aux coupures d'eau et aux pénuries alimentaires (6). La situation est dramatique pour les jeunes enfants (les nouveau-nés, en particulier, dont on n'enregistre plus la naissance que trois semaines après l'accouchement) et pour les personnes âgées qui, en cas de maladie, ne peuvent être admises dans les hôpitaux surpeuplés.

Grâce à une diplomatie « originale » (7), M. Nicolas Ceausescu était parvenu dans les années 70 à se bâtir une incontestable popularité auprès de ses concitoyens, solidement maintenus sous sa férule. A l'extérieur, Moscou tolérât son refus de s'impliquer trop avant dans les structures du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, ou Comecon) et du pacte de Varsovie, dès lors que l'ordre intérieur était assuré. L'Occident appréciait sa liberté de ton à l'égard de la diplomatie soviétique et ses initiatives pour la recherche de solutions à certains conflits internationaux, tel celui du Proche-Orient, ou en faveur du désarmement. Tout cela est aujourd'hui remis en question.

Invovant la politique des droits de l'homme du président Ceausescu, notamment à l'égard de la minorité hongroise de Transylvanie et des communautés religieuses (Églises évangéliques et uniates, sectes néopentecostes), les pays occidentaux prennent maintenant leurs distances. Le Sénat des États-Unis, qui avait déjà suspendu en juin 1987 le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée dont jouissaient les exportations roumaines vers les États-Unis, s'appretait à faire de même cette année lorsque M. Ceausescu a lui-même pris la décision d'y renoncer le mois dernier. Entre Paris et Bucarest, les relations sont des plus froides (8), tandis que le climat s'est pour le moins détérioré avec la RFA depuis que le secrétaire général du PCR a

refusé la proposition de Bonn visant à établir un pont d'aide alimentaire à destination de la minorité allemande de Roumanie.

Ce relâchement des relations avec l'Ouest, tout autant que la faillite économique, s'accompagne — fait sans précédent depuis les années 50 — d'un resserrement des liens commerciaux avec l'Union soviétique. Curieux épilogue d'une politique qui avait en pour but d'émanciper le pays d'une dépendance économique trop étroite à l'égard de l'URSS... Aujourd'hui, c'est sur Moscou que compte la Roumanie pour remettre à flot des secteurs paralysés, par le passé, comme les fleuriers de son textile et les garçons de son indépendance (métallurgie, constructions mécaniques, chimie de base et pétrochimie...).

Certes, toujours obsédé par l'édification d'un communisme national, M. Ceausescu continue de réagir aux appels en faveur de l'intégration au sein du Comecon. Mais cette résistance « historique » ne serait plus qu'un combat d'arrière-garde à en juger par l'augmentation sensible des échanges roumano-soviétiques prévus pour les années 1986-1990 (plus de 70 % par rapport aux années 1981-1985) et l'importance des livraisons soviétiques d'électricité, de gaz, de pétrole (6,5 millions de tonnes, soit 30 % de l'approvisionnement extérieur). En retour, la Roumanie est devenue, par exemple, le premier fournisseur de viande à l'URSS (24 % des achats de celle-ci), le troisième de légumes et de fruits, alors que ces denrées font cruellement défaut sur le marché intérieur.

Un « tournant » dans la contestation ?

EN dépit de telles réalités commerciales, la population roumaine n'en tourne pas moins aujourd'hui ses espoirs vers Moscou, ou plus exactement vers M. Gorbatchev. Et ce n'est pas là le moindre des paradoxes de la politique menée par M. Ceausescu que d'avoir conduit les Roumains, histori-

quement très antisoviétiques, voire antirusse, à attendre un geste de leur puissant voisin pour les débarrasser d'un dirigeant unanimement honteux.

Les nouveaux thèmes à l'ordre du jour à Moscou depuis 1985 ne sont, bien sûr, pas étrangers à ce « retournement ». Quelques intellectuels rou-

(1) Cf. « Les relations financières Est-Ouest », in *Tendances des marchés des capitaux*, OCDE, février 1987, p. 13-46 ; sur les mobiles de cette volonté de liquider la dette, cf. Edith Lhomel, « Roumanie : une économie verrouillée », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 301, décembre 1985, et Michel Botet, « Mémoires d'un communiste central », *La Nouvelle Alternative*, Paris, n° 9, mars 1988.

(2) Un régime de travail militarisé a d'ailleurs été instauré le 17 octobre 1985 dans de nombreuses centrales thermiques, dirigées depuis lors par des officiers.

(3) Le comité politique exécutif du parti a annoncé, le 27 décembre 1987, son intention de ne plus recourir à quelque forme de crédit que ce soit.

(4) 1 lei = 0,65 franc, un cours non commercial (fin janvier 1988). En vertu du fameux « accord global » de septembre 1983, qui subordonne le montant de la rémunération à l'induction de plans impossibles à réaliser, le salaire moyen peut être ramené de 30 % à 40 %.

(5) Un décret de novembre 1987 a ramené la norme de consommation mensuelle d'électricité par ménage de 47 à 35 kWh (contre, par exemple, 190 en moyenne en URSS). La température intérieure est limitée à 14°.

(6) Une nouvelle « vague » d'austérité, pour certains récemment émigrés en Occident, donne du climat social et des conditions de vie en Roumanie des descriptions saisissantes. Voir, entre autres, Ioana Orlea, *Un an à l'étranger*, Seuil, Paris, 1986.

(7) Cf. Serban Orescu, « La voie roumaine et les contradictions d'une politique d'indépendance », *Le Monde diplomatique*, mai 1979.

(8) Pour des raisons commerciales et humanitaires, notamment. En décembre 1987, l'arrestation de M. Doina Cornea et de M. Radu Filipescu, libérés un mois plus tard, et la mise en résidence surveillée de M. Mariana Celac ont conduit le Quai d'Orsay à convoquer l'ambassadeur de Roumanie à Paris ; ces opposants avaient accepté d'être interrogés à visage découvert par une équipe d'Antenne 2.

L'indispensable réforme est-elle possible

Par FRANÇOIS BAFOL*

LES propositions de réforme économique faites par le gouvernement du général Jaruzelski en Pologne représentent l'effort le plus sérieux pour infléchir la crise qui sévit dans ce pays depuis dix ans déjà. Si ces mesures ne parviennent pas à modifier les pesanteurs structurelles d'une économie centralisée, une dramatique régression ne manquera pas de s'installer durablement. Et les résultats du référendum du 29 novembre 1987 (même s'ils ont été négatifs pour l'équipe au pouvoir) ne changent rien à cet impératif : la réforme doit avoir lieu. La question est de savoir si les autorités actuellement en place disposent des soutiens nécessaires pour la mener à bien.

L'objectif fondamental de la réforme est simple : le vise d'abord et avant tout un meilleur fonctionnement de la planification centrale. L'informa-

tion doit mieux circuler entre cette dernière et les entreprises. L'ambition est de supprimer quinze ministères, pour n'en laisser subsister que dix-sept. Un tiers des personnels travaillant dans ces ministères, soit plus de trois mille personnes, sont invités à trouver un travail ailleurs.

Libérées de la tutelle de ces échelons intermédiaires, les entreprises doivent pouvoir s'orienter sur un marché devenu, en partie, concurrentiel. Cela implique des modifications de taille : la possibilité laissée, en premier lieu, aux entreprises de s'approvisionner librement et de trouver les partenaires financiers de leur choix ; le non-recours systématique, en second lieu, aux aides et allocations de l'État, ce qui implique le risque de faillite ; l'obligation, enfin, de faire du profit. Ce type de gestion appelle du coup d'autres critères : les directeurs doivent pouvoir être élus, et pas seulement nommés. Et l'autogestion ne s'applique pas seulement aux entreprises : le législateur propose la démocratisation des instances de décision à l'échelon local pour permettre une meilleure interaction région-entreprises.

La revue du parti (1) a des raisons de se féliciter des propos de la Banque

mondiale, dont les experts ont accueilli avec faveur cette seconde étape. Plusieurs propositions ont reçu son plein soutien. Par exemple, la volonté d'instaurer l'équilibre économique, la réforme du système bancaire et l'instauration de la discipline financière. « Il faut louer, écrivent les experts de la Banque mondiale, les orientations des propositions actuelles et la nette volonté d'appliquer la réforme. » D'un point de vue, malgré ce soutien de poids, nombreux sont ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, considèrent avec le plus grand scepticisme l'issue de ce processus (2).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que de nombreuses corrections ont déjà été apportées à l'organisation économique depuis six ans (2). Sans grand succès. L'autofinancement des entreprises et la politique de vérité des prix se sont essentiellement traduits pour les citoyens par des hausses répétées des prix des produits de consommation courante (3).

Par ailleurs, la liste des postes de hauts dirigeants économiques (à la direction des instances supérieures du parti) n'a cessé de s'accroître (passant de 200 en décembre 1981 à 1 400 quatre ans plus tard), tandis que les conseils ouvriers, définis à l'origine comme cogérants de l'entreprise, ont vu leurs prérogatives diminuer comme peau de chagrin. Seulement 15 % à 30 % de ces conseils sont officiellement jugés actifs aujourd'hui.

Le nombre de postes de la nomenclature lui-même a été d'importance fâcheuse : de 100 000 dans les années 70, il est passé à 250 000 en 1986 (4). Autre échec, celui des organisations présentes comme nouvelles en 1982 : les Prou (mouvement de renaissance nationale) ont totalement échoué à jouer les intermédiaires neutres. Les syndicats, s'ils sont redevenus les plus grosses organisations sociales, ont également échoué à leur mission initiale. Enfermés dans un soutien à l'autorité économique en place et disposant de faibles moyens financiers, ils n'ont en rien pu différer structurellement de leurs homologues d'avant août 1980.

Au vu de ces obstacles, on est en droit de s'interroger sur les chances du succès de la réforme actuelle, et d'abord sur l'efficacité des relais humains.

Les autorités doivent impérativement compter sur l'appui du parti, des ouvriers, des jeunes. Or ces trois groupes présentent de graves déficiences. Une constante domine depuis



DANS UN BISTROT DE VARSOVIE. Les jeunes ne sont absolument pas engagés dans les organisations politiques officielles.

maintenant sept ans : le parti est une organisation faible, déprimée et indisciplinée.

La grande secousse de 1980-1981 a diminué les effectifs de 779 000 membres officiellement (5). L'hémorragie, au dire des autorités, a été stoppée en 1983 et, au début de 1987, le parti aurait compté 2 130 000 membres (en juillet 1980, il en comptait 3 150 000). Depuis 1982, d'importants changements ont touché le personnel politique : de 1982 à 1984, les comités de volodye (région) ont vu l'accession de 66 % de nouveaux élus. Cela n'a pas suffi : ce chiffre s'est élevé à 64 % de nouveaux titulaires pour les deux années suivantes (6).

Une caractéristique impensable avant août 1980, et aujourd'hui même dans les autres pays voisins, singularise le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) : seulement 70 % de ses militants sont membres des organisations syndicales. Le comité central a beau diamètre des arrestés et des dispositions spéciales invitant ses membres à entrer dans les syndicats (comme d'ailleurs le stipulent les statuts du parti), rien n'y fait.

Il est très fréquent de lire dans la presse du parti de sévères mises en cause de comportements défectueux de la part des militants peu soucieux de la vie de leur cellule. Une enquête (7) menée par les services du comité central auprès des cellules du parti de quarante-deux entreprises a d'ailleurs révélé que 40 % d'entre elles ne

connaissent strictement rien aux directives émises par le bureau politique et que 40 % se décident parfois en fonction d'elles. Or les communistes du bureau politique le soulignent à l'envi : le renouveau ne pourra s'opérer sans le parti ; le POUP reste le vecteur essentiel de la réussite de la réforme.

La participation des ouvriers aux organisations officielles demeure essentielle, car c'est à travers cette participation justement que le pouvoir prétend fonder une partie du succès de la politique et, peut-être plus encore, sa légitimité. Les ouvriers représentent

(1) *Zycie Partii* cité par la Pologne contemporaine, n° 10, 1987.

(2) Pour plus d'informations voir Barbara Rogalska, *La Régulation indirecte en Pologne. Relations entre-entreprises en Pologne*, Centre d'économie internationale des pays socialistes, 1985 ; ainsi que François Bafol, « L'entreprise polonaise, le paradoxe de la réforme », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 322, 1987.

(3) *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 306, Georges Mink, Pologne, 1985 : une trop lente reprise, p. 48-57 ; voir également n° 308, Waldemar Kuczyński, « Un regard critique sur l'économie polonaise depuis le 13 décembre 1981 », p. 5-22.

(4) Cf. Polityka, n° 24, 1986, cité par Jan Winiński in « Pourquoi les réformes économiques échouent-elles dans les systèmes de type soviétique ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 3, 1987.

(5) *Nowe Drogi*, 1, 1987.

(6) Cf. *Trybuna Ludu*, 5 février 1987.

(7) Cf. *Zycie Partii*, 19/505, 23 septembre 1987.

(8) Cf. *Trybuna Ludu*, 30 avril 1987.

Recherches internationales

N° 26 - HIVER 1987-88

**DE LA DICTATURE A LA DÉMOCRATIE
EXPÉRIENCES RÉUSSIES ?**

Portugal
Philippe - Amérique latine
Michel Rogalski, André Demichel, Georges Fournial, Valérie de Poulpique,
José-Maria Sison

Publié par l'INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES
Le numéro : 65 F (France), 95 F (Étranger)
Abonnement : 4 numéros par an, 200 F (France) 340 F (Étranger)

Bon de commande

□ Le numéro 26 de Recherches internationales
□ Un abonnement à partir du numéro 26.

NOM Prénom
Adresse
Ville Code postal
Profession Année de naissance
Bulletin à retourner à : SEPIRM, 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris
Chèque à l'ordre de : SEPIRM.

ÉTÉS D'EU
conom



LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

en Polog

LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

LES JEUNES NE SONT ABSOLUMENT PAS ENGAGÉS DANS LES ORGANISATIONS POLITIQUES OFFICIELLES.

SOCIÉTÉS D'EUROPE DE L'EST

économie d'état de guerre



MARCHÉ A BUCAREST
Une situation alimentaire dramatique

ouvriers, s'expliquent aussi par la fragilité de traditions de lutte peu affirmées, la spécificité d'une culture politique empreinte d'un certain fatalisme, l'absence de solidarité entre les différentes couches sociales. Il n'existe de surcroît aucun pôle de rassemblement de la contestation sociale à l'image de l'Eglise en Pologne.

La manifestation ouvrière qui réunit au moins quinze mille personnes le 15 novembre dernier à Brasov a eu un retentissement dans tout le pays. Ainsi le mouvement d'opposition clandestin Action démocratique roumaine a-t-il de nouveau signalé son existence. Un

comité de soutien aux personnes arrêtées et à leurs familles a été constitué. Des mouvements de solidarité se sont organisés, le plus souvent à l'initiative d'étudiants, à Timisoara, à Iasi, à Brasov... et, fait sans précédent, des rassemblements de soutien ont eu lieu à Prague, Varsovie, Berlin-Est et Budapest. Faut-il y voir un « tournant », comme l'a couramment affirmé M. Silviu Brucan, vétérinaire du PCR, ancien haut responsable politique, dans un appel adressé en vain aux dirigeants et d'autant plus remarqué que la classe politique roumaine, à quelques rares exceptions près, se distingue généralement par son esprit de soumission ?

Le grand vide politique

PLUSIEURS signes témoignent d'un malaise grandissant dans les rangs d'un parti qui ne compte pas moins de 3,6 millions de membres (pour une population de 23 millions). Sous l'égide d'une politique dont M. Ceausescu apparaît comme l'unique instigateur, ministres et dirigeants locaux du PCR tombent à une cadence accélérée. De sévères sanctions ont frappé des responsables régionaux (exclusion du parti, poursuites judiciaires), notamment dans le département de Dolj. Les comités locaux du parti ont été repris en main à la veille de la conférence nationale, tandis que les activistes réputés les plus dévoués à la famille Ceausescu faisaient des tournées en province.

En pratiquant une politique systématique de rotation des cadres, le secrétaire général est parvenu à créer un tel climat d'insécurité dans la classe dirigeante que tout scénario sur son éventuel remplacement se heurte à l'absence de candidat crédible, même si des noms sont parfois avancés, comme celui de M. Ion Iliescu, ancien ministre et membre suppléant du comité politique exécutif, en disgrâce depuis 1979 (11). Car les personnalités les plus en vue - MM. Stefan

Andrei, actuellement vice-premier ministre, et Emil Bobu, membre des trois principaux organes centraux du parti - se distinguent avant tout par la permanence de leurs liens avec le clan Ceausescu qui, outre quelques « fidèles », regroupe une vingtaine de membres de la famille du président et de sa femme, tous placés à des postes de responsabilité, notamment dans l'armée. Ce vide politique réduit d'autant les chances d'une mise à l'écart imminente du dictateur, qui a fêté ses soixante-dix ans le 26 janvier dernier et dont, en dépit de certaines rumeurs, l'état de santé ne semble pas particulièrement alarmant.

On s'interroge aujourd'hui sur la capacité du gouvernement soviétique à encourager des changements en Roumanie. Certes, les rapports entre les dirigeants des deux pays ne peuvent pas être des plus harmonieux dès lors que M. Ceausescu continue de rejeter toute idée de réforme économique. Qu'elles s'appliquent à l'économie, où une centralisation excessive s'accompagne d'une gestion archaïque, ou bien à la sphère politique, où l'allégeance au secrétaire général l'emporte sur toute compétence technique ou professionnelle, la restructuration et la transpa-

rence ne peuvent avoir en Roumanie qu'un impact éminemment déstabilisateur pour le pouvoir. Même si le culte de la personnalité et le dogmatisme idéologique de M. Ceausescu ne sont point du goût de M. Gorbatchev, voilà qui ne paraît pas suffisant pour convaincre Moscou d'encourager la mise à l'écart d'un homme qui, depuis vingt-trois ans, tient parfaitement le pays en main. Il arrive que la presse ou la radio soviétiques fassent état des difficultés d'approvisionnement et du rationnement de l'électricité en Roumanie, ainsi que des « nombreuses » demandes qui leur sont adressées par des auditeurs roumains désireux d'en savoir plus sur la « perestroïka » (la presse soviétique est quasiment introuvable à Bucarest) ; cependant, les journaux hongrois et yougoslaves ont été les seuls, à l'Est, à faire mention des événements de Brasov.

Conscients de la vive tension qui règne dans la population, les dirigeants soviétiques n'ont en réalité aucun intérêt à prendre l'initiative d'un changement politique - à supposer qu'ils en aient les moyens - risquant de déclencher des réactions sociales imprévisibles. Cela étant, une telle prudence ne serait pas incompatible avec le soutien en sous-main d'un courant « réformateur » au sein du pouvoir roumain, si tant est que celui-ci parvienne à se constituer. En attendant, le renforcement de la coopération économique et commerciale soviéto-roumaine est une autre manière de préparer l'avenir.

EDITH LHOUEL

- (1) Cf. « Les relations financières Est-Ouest », *l'Alternative*, n° 20, janvier 1987.
- (2) Cf. « Roumanie : crise et répression, 1977-1982 », *l'Alternative*, n° 20, janvier 1987. Pour la suite des événements, voir la revue la *Nouvelle Alternative* et la publication mensuelle de la Documentation française *l'URSS et l'Europe de l'Est*, Paris.
- (3) Cf. les articles de Vlad Soar in *Radio Free Europe Research*, RAD/5, 10 janvier 1986, et de Michael Sharif in *Sidest-Europa*, Munich, n° 3-4, 1986.

maints ont osé dénoncer la politique de « sous-développement » de leurs dirigeants - tel M. Mihai Botez, figure de l'opposition (9) pour qui le régime pratique un « stalinisme des années 30 » - et ont dit ouvertement leur intérêt pour les réformes impulsées par M. Gorbatchev, au risque d'ailleurs d'être emprisonnés comme il advint pour MM. Nicolae Stancescu et Ion Fistic, anciens membres du parti s'exprimant à titre individuel. Mais cette déconcentrée attente est surtout engendrée par le désarroi d'une société abusée dans son sentiment national, laminée par les difficultés quotidiennes et encadrée très efficacement par une milice et des forces de sécurité omnipotentes.

Grèves courtes, mais souvent dures ; actes de sabotage isolés ; circulation de tracts manuscrits vouant la « dicta-

ture » aux gémonies : les signes de mécontentement se sont multipliés ces dernières années. Mais ces protestations avaient un caractère sporadique, localisé et le plus souvent spontané. Rien qui soit de nature à ébranler le régime. Car aucun mouvement d'opposition plus ou moins structuré n'est parvenu jusqu'à présent à résister très longtemps à la brutalité de la répression, qu'il s'agisse du mouvement Goma en 1977, avec lequel les 35 000 mineurs en grève de la vallée de Jiu se solidarisèrent, ou, en 1979, du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (SLOMR), qui recueillit en deux mois l'adhésion de deux mille ouvriers (10). La fragilité des structures d'organisation et les faiblesses de la pensée politique de l'opposition, tant parmi les intellectuels que chez les

en Pologne ?

38,5 % des effectifs du parti (8). Quant à l'adhésion aux syndicats, des données officielles (9) font mention de taux avoisinant les 30 % en 1985, et même moins pour de très grandes entreprises des régions de Lodz, Varsovie, Wrocław, Cracovie, qui, elles, comptent 70 % et plus d'ouvriers. Dispose-t-on, en revanche, de données permettant de conclure à un soutien net à l'action de Solidarité dans les entreprises ? Non, mais un point semble assuré, et les résultats du référendum ne le contredisent pas : la lassitude et le refus de l'engagement dans l'action (officielle ou non) sont partagés par un très grand nombre de travailleurs. Une enquête menée par des

sociologues de l'Académie des sciences de Varsovie, en 1985, indique que 25 % des personnes interrogées soutiennent l'action des autorités, 50 % se situent dans une position d'attitude médiane et 25 % y sont résolument opposés (10). Il semble donc que la direction de l'ex-Solidarité ne peut pas se prévaloir d'une autorité sans partage sur la classe ouvrière. Il n'est pas certain que ses propositions correspondent ni aux attentes d'une population fatiguée ni aux nécessités économiques de l'heure. Ce qui semble, en revanche, se produire, c'est l'éclatement de l'unité de l'ex-Solidarité au profit de multiples cercles locaux, sans nécessairement de liens entre eux.

Jeunes à la dérive

LES moins de trente ans constituent l'une des principales sources de préoccupations, d'autant que, en décembre 1987, ils représentaient 48,3 % de la population (37,5 millions d'habitants) et que, pour les années 80, les prévisions parlent d'une augmentation de 7 % au total de cette classe d'âge. Un constat s'impose brutalement aux autorités : les jeunes ne sont absolument pas engagés dans les organisations officielles. Pas plus le parti que les syndicats ne comptent en leur sein plus de 15 % de jeunes. Parmi les cinquante-cinq hauts responsables de région nommés en 1986, on ne trouve que deux hommes de moins de trente-cinq ans.

Les problèmes affectant la situation du logement frappent de plein fouet. Seulement 52 % des jeunes couples ont pu en 1985 disposer des 250 000 appartements construits. Et dans le même temps 300 000 nouveaux couples ont dû rester sous le toit des parents, sans qu'aucune évolution positive ne se dessine pour les années à venir.

Le second aspect renvoie à tout ce qui touche à la consommation d'alcool ou de drogues. Plusieurs données, sur ces deux points, sont aujourd'hui accessibles. Il ressort que, d'après une enquête réalisée dans les lycées varsoviens en 1985, le nombre des consommateurs d'alcool aurait crû d'importante façon depuis 1982. Il y aurait 200 000 jeunes alcooliques de moins de trente-cinq ans, parmi lesquels 14 000 ne dépassant pas quatorze ans (11). D'autres sources font état d'une population lycéenne consommatrice d'alcool à 80 %.

Quant à la consommation de drogue, elle est en pleine extension : si les auto-

rités se refusent à fournir des indications précises, elles soulignent que 65 % des drogués ne dépassent pas vingt-cinq ans et qu'ils sont majoritairement issus de la classe ouvrière et de l'intelligentsia (12). Au total, le chiffre des drogués s'élèverait à 200 000 en 1986 ; selon le ministère de l'Intérieur, ils ne sont que 20 000 à 30 000 et selon la milice 17 000.

Pour les observateurs polonais, la principale source de ces maux est à chercher du côté du gaspillage des énergies naturelles et humaines. La dégradation de l'environnement et de la qualité du travail favorise des attitudes négatives. Or il n'est pas certain que l'appel lancé à l'initiative privée permette d'enrayer ces phénomènes.

L'ampleur des difficultés à résoudre est gigantesque. Une chose est sûre : sans une puissante mobilisation des acteurs au sein des entreprises, ce qui se joue actuellement en Pologne n'a pas de chances de réussir. Or, jusqu'à présent, les autorités n'ont guère donné l'impression de vouloir procéder à une telle modification.

Si l'on considère que la même équipe est à la tête du pays depuis sept ans et qu'elle n'a pas administré la preuve qu'elle pouvait mobiliser les travailleurs pour un surcroît d'efforts, on comprend que le sentiment le plus communément partagé soit la méfiance à l'endroit de nouvelles propositions visant à renouveler le jeu.

FRANÇOIS BAFOL

- (9) Cf. W. Sachowicz, *2. Problematyka Związków Zawodowych*, IPSS, 1986.
- (10) Władysław Adamczak et alii, « Konfliktowe interesy i wartości », *Studia socjologiczne*, n° 2, 1987, p. 101-116.
- (11) Cf. *Polityka Społeczna*, 3, 1987.
- (12) Cf. *Polityka Społeczna*, 7, 1987.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD-TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Téléc 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

1940-1941: ...
 1942-1943: ...
 1944-1945: ...
 1946-1947: ...
 1948-1949: ...
 1950-1951: ...
 1952-1953: ...
 1954-1955: ...
 1956-1957: ...
 1958-1959: ...
 1960-1961: ...
 1962-1963: ...
 1964-1965: ...
 1966-1967: ...
 1968-1969: ...
 1970-1971: ...
 1972-1973: ...
 1974-1975: ...
 1976-1977: ...
 1978-1979: ...
 1980-1981: ...
 1982-1983: ...
 1984-1985: ...
 1986-1987: ...
 1988-1989: ...
 1990-1991: ...
 1992-1993: ...
 1994-1995: ...
 1996-1997: ...
 1998-1999: ...
 2000-2001: ...
 2002-2003: ...
 2004-2005: ...
 2006-2007: ...
 2008-2009: ...
 2010-2011: ...
 2012-2013: ...
 2014-2015: ...
 2016-2017: ...
 2018-2019: ...
 2020-2021: ...
 2022-2023: ...
 2024-2025: ...
 2026-2027: ...
 2028-2029: ...
 2030-2031: ...
 2032-2033: ...
 2034-2035: ...
 2036-2037: ...
 2038-2039: ...
 2040-2041: ...
 2042-2043: ...
 2044-2045: ...
 2046-2047: ...
 2048-2049: ...
 2050-2051: ...
 2052-2053: ...
 2054-2055: ...
 2056-2057: ...
 2058-2059: ...
 2060-2061: ...
 2062-2063: ...
 2064-2065: ...
 2066-2067: ...
 2068-2069: ...
 2070-2071: ...
 2072-2073: ...
 2074-2075: ...
 2076-2077: ...
 2078-2079: ...
 2080-2081: ...
 2082-2083: ...
 2084-2085: ...
 2086-2087: ...
 2088-2089: ...
 2090-2091: ...
 2092-2093: ...
 2094-2095: ...
 2096-2097: ...
 2098-2099: ...
 2100-2101: ...
 2102-2103: ...
 2104-2105: ...
 2106-2107: ...
 2108-2109: ...
 2110-2111: ...
 2112-2113: ...
 2114-2115: ...
 2116-2117: ...
 2118-2119: ...
 2120-2121: ...
 2122-2123: ...
 2124-2125: ...
 2126-2127: ...
 2128-2129: ...
 2130-2131: ...
 2132-2133: ...
 2134-2135: ...
 2136-2137: ...
 2138-2139: ...
 2140-2141: ...
 2142-2143: ...
 2144-2145: ...
 2146-2147: ...
 2148-2149: ...
 2150-2151: ...
 2152-2153: ...
 2154-2155: ...
 2156-2157: ...
 2158-2159: ...
 2160-2161: ...
 2162-2163: ...
 2164-2165: ...
 2166-2167: ...
 2168-2169: ...
 2170-2171: ...
 2172-2173: ...
 2174-2175: ...
 2176-2177: ...
 2178-2179: ...
 2180-2181: ...
 2182-2183: ...
 2184-2185: ...
 2186-2187: ...
 2188-2189: ...
 2190-2191: ...
 2192-2193: ...
 2194-2195: ...
 2196-2197: ...
 2198-2199: ...
 2200-2201: ...
 2202-2203: ...
 2204-2205: ...
 2206-2207: ...
 2208-2209: ...
 2210-2211: ...
 2212-2213: ...
 2214-2215: ...
 2216-2217: ...
 2218-2219: ...
 2220-2221: ...
 2222-2223: ...
 2224-2225: ...
 2226-2227: ...
 2228-2229: ...
 2230-2231: ...
 2232-2233: ...
 2234-2235: ...
 2236-2237: ...
 2238-2239: ...
 2240-2241: ...
 2242-2243: ...
 2244-2245: ...
 2246-2247: ...
 2248-2249: ...
 2250-2251: ...
 2252-2253: ...
 2254-2255: ...
 2256-2257: ...
 2258-2259: ...
 2260-2261: ...
 2262-2263: ...
 2264-2265: ...
 2266-2267: ...
 2268-2269: ...
 2270-2271: ...
 2272-2273: ...
 2274-2275: ...
 2276-2277: ...
 2278-2279: ...
 2280-2281: ...
 2282-2283: ...
 2284-2285: ...
 2286-2287: ...
 2288-2289: ...
 2290-2291: ...
 2292-2293: ...
 2294-2295: ...
 2296-2297: ...
 2298-2299: ...
 2300-2301: ...
 2302-2303: ...
 2304-2305: ...
 2306-2307: ...
 2308-2309: ...
 2310-2311: ...
 2312-2313: ...
 2314-2315: ...
 2316-2317: ...
 2318-2319: ...
 2320-2321: ...
 2322-2323: ...
 2324-2325: ...
 2326-2327: ...
 2328-2329: ...
 2330-2331: ...
 2332-2333: ...
 2334-2335: ...
 2336-2337: ...
 2338-2339: ...
 2340-2341: ...
 2342-2343: ...
 2344-2345: ...
 2346-2347: ...
 2348-2349: ...
 2350-2351: ...
 2352-2353: ...
 2354-2355: ...
 2356-2357: ...
 2358-2359: ...
 2360-2361: ...
 2362-2363: ...
 2364-2365: ...
 2366-2367: ...
 2368-2369: ...
 2370-2371: ...
 2372-2373: ...
 2374-2375: ...
 2376-2377: ...
 2378-2379: ...
 2380-2381: ...
 2382-2383: ...
 2384-2385: ...
 2386-2387: ...
 2388-2389: ...
 2390-2391: ...
 2392-2393: ...
 2394-2395: ...
 2396-2397: ...
 2398-2399: ...
 2400-2401: ...
 2402-2403: ...
 2404-2405: ...
 2406-2407: ...
 2408-2409: ...
 2410-2411: ...
 2412-2413: ...
 2414-2415: ...
 2416-2417: ...
 2418-2419: ...
 2420-2421: ...

SUR LA VOIE DE LA DÉTENTE

ethniques hypothèquent l'avenir de l'Afghanistan



MOUDJAHIDINES EN ROUTE VERS UNE POSITION DE COMBAT
— à éliminer l'ennemi des troupes soviétiques

talistes et les traditionalistes de l'extérieur seraient représentés.

Le souverain déposé envisageait sa proposition comme un pas vers une sorte d'accord avec Moscou et les communistes afghans, qui entraînerait le départ des troupes soviétiques. Cette offre recevait un large écho à l'intérieur du pays, y compris parmi les commandants locaux. Mais pour les fondamentalistes, l'objectif de la guerre est la destruction de toute influence communiste ou soviétique, pour faire place à la version fondamentaliste de l'islam politique, même si cela doit prendre des générations. Ils misent sur une lutte prolongée et recherchent des appuis étrangers durables pour édifier des écoles, et même une université au Pakistan où seraient formés les futurs dirigeants.

Un récent sondage effectué parmi des réfugiés afghans du Pakistan, pris au hasard, a montré que l'ensemble des dirigeants de l'exil ont été discrédités par des rumeurs persistantes de trafic de drogue et de détournement de l'aide américaine vers le marché noir. Sur deux mille deux cent quatre-vingt-sept réfugiés interrogés dans cent six des deux cent quarante-neuf camps, 71,65 % demandaient que l'ancien roi — qui symbolise une période de relative stabilité et de relations de bon voisinage avec l'URSS — préside le futur gouvernement; à peine 1 % souhaitaient que ce rôle soit accordé à un chef de la résistance.

Des animosités profondément enracinées dans l'histoire font obstacle à toute formule viable de gouvernement d'après-guerre. N'ayant point oublié la répression menée contre eux par le roi, M. Gulbuddin Hekmatyar, du Hezb-I-Islami, et d'autres dirigeants fondamentalistes refusent tout rôle pour Zahir Shah. Agé aujourd'hui de soixante-trois ans, l'ancien souverain, qui vit en exil à Rome, avait dirigé le pays pendant quarante ans avant d'être écarté en 1973 par son cousin et rival Mohamed Daoud.

Le Pakistan aussi a activement fait obstacle aux efforts de Zahir Shah. Il a refusé d'accorder des visas à l'ancien monarque et à deux de ses plus proches conseillers, son cousin Sultan Ghazi et son beau-fils Abdoul Wali, leur interdisant ainsi de visiter les camps de réfugiés. Par contre, Islamabad considère l'alliance dominée par les fondamentalistes comme la seule voie de la résistance non communiste dans les négociations.



Une mosaïque de populations

un délai précis, fixé maintenant à neuf mois, en échange, dès le début de l'évacuation, de la cessation de l'aide étrangère à la résistance. Il contient aussi des propositions précises pour le rapatriement des réfugiés et le lancement d'un programme de réinstallation sous la direction du Haut Commissariat pour les réfugiés qui, graduellement, transférerait ses activités du Pakistan en Afghanistan. Les Etats-Unis et l'Union soviétique approuveraient l'accord et s'engageraient à en respecter les clauses. Toutefois, avant de donner son aval, le gouvernement américain veut que les Soviétiques lui donnent directement l'assurance qu'ils suspendront leur aide militaire à Kaboul, au moins pendant la période d'évacuation.

Le texte de M. Cordovez prévoit aussi la mise sur pied d'une force de cinquante observateurs de l'ONU composée de militaires fournis par des pays neutres et disposant de vingt-cinq hélicoptères. Pourtant, dans sa déclaration du 8 février, M. Gorbatchev permettait d'envisager une force de maintien de la paix plus importante avec un pouvoir d'intervention si des heurts opposaient les différentes factions. « Est-ce que les hostilités peuvent reprendre de plus belle après le retrait soviétique ? s'interrogeait-il. Si nécessaire, il faudrait alors envisager d'utiliser toutes les possibilités qu'offrent les Nations unies et le Conseil de sécurité ».

SELIG S. HARRISON.

(3) Edward L. Girardot, *Afghanistan: the Soviet War*, St. Martin's Press, New-York, 1985, p. 183.

(4) D.M. Khalil, « Coordination Leads to Success », *Journal of the Writer's Union for Free Afghanistan*, Peshawar, vol. 1, n° 1, 1985, p. 25.

(5) A. Rasul Amin, « Unity is the Remedy », *Journal of the Writer's Union for Free Afghanistan*, vol. 1, n° 1, 1985, p. 13.

La brûlante question pachtoune

JUSQU'AU dix-neuvième siècle, l'Etat afghan — créé en 1747 par les tribus pachtones dirigées par Ahmad Shah Durrani — incluait les zones pachtones de l'actuel nord-ouest du Pakistan. Puis, dans le cadre du « grand jeu », le raj britannique annexa la partie du territoire afghan située entre le fleuve Indus et la passe de Khyber. La moitié des Pachtones furent ainsi arrachés au contrôle de Kaboul. A cette blessure, la Grande-Bretagne ajouta l'insulte en imposant, en 1893, la ligne Durand qui avalisait cette conquête, puis en cédant le territoire au Pakistan, en 1947. Avec cette division des Pachtones, les Britanniques léguaient un irrédentisme explosif qui a toujours hanté les régimes successifs à Kaboul, à dominante pachtone, et qui a contribué à empoisonner les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan.

nistan. A plusieurs reprises, la monarchie de Zahir Shah, la république de Mohamed Daoud et les gouvernements communistes d'après 1978 ont contesté le droit du Pakistan d'administrer les zones pachtones, demandant la création d'un Etat autonome pachtone à l'intérieur du Pakistan, ou bien un Pashtounistan indépendant, voire la création d'un « grand Afghanistan » incluant les territoires perdus.

La vision que les dirigeants d'Islamabad se font de la guerre afghane a ainsi été dominée par la crainte de voir émerger une force unifiée pachtone. D'où leur insistance à contrôler la répartition de l'aide américaine, canalisée pour les soins de leurs services de renseignements vers les groupes fondamentalistes non pachtones. Cette politique de division devait empêcher toute unité d'action entre les sept partis de l'alliance.

Le contrôle pakistanais s'est fait plus lourd ces derniers mois. Un colonel nommé par Islamabad siège maintenant de manière permanente aux réunions des sept. Le refus de permettre aux représentants du roi de visiter les camps reflète aussi la volonté de M. Zia Ul Haq d'empêcher la renaissance d'un Afghanistan indépendant et unifié, dominé par les Pachtones et où ses divers services de renseignements perdraient l'influence qu'ils peuvent exercer aujourd'hui dans les affaires afghanes.

Le régime pakistanais subit de fortes pressions internes pour conclure l'accord élaboré avec l'aide des Nations unies et soulager ainsi le pays des tensions engendrées par la présence de deux millions cinq cent mille réfugiés. Mais le président soutient que la création d'un nouveau gouvernement à Kaboul doit se faire parallèlement au retrait soviétique, car c'est la meilleure façon d'assurer le retour rapide des réfugiés, qui autrement réintégreraient à rentrer chez eux pour vivre sous un régime communiste. Tandis que les négociateurs de l'ONU estiment que c'est seulement après la signature d'un accord entre les Deux Grands sur le retrait soviétique que les diverses factions afghanes pourront faire les compromis nécessaires à la mise en place d'un régime de coalition.

Le projet présenté par les Nations unies engage l'URSS à se retirer dans

nié de manière plus distendue et les dirigeants religieux ont de faibles bases, même s'ils jouissent d'un vaste respect populaire. Leur statut dépend de leur coopération avec les chefs tribaux.

Bien que l'avènement du régime communiste à Kaboul ait soulevé de sérieuses craintes dans l'ensemble du monde musulman, ce sont les fondamentalistes du Golfe et du Proche-Orient qui ont réagi avec le plus de détermination et ont fait de la question afghane leur affaire. Ils y ont vu une occasion rêvée de créer des structures pour encadrer les réfugiés et visant à suppléer, à terme, toute l'organisation traditionnelle du pays. Dans cette perspective, leurs ennemis n'étaient pas seulement les « infidèles » communistes, mais aussi la plupart des autres éléments non fondamentalistes de la résistance.

L'essentiel de l'aide américaine et saoudienne a été réparti sous le contrôle d'officiels d'Islamabad, liés aux fondamentalistes pakistanais de la Jamiat-I-Islami — un allié de poids du régime de M. Zia Ul Haq — qui coopère étroitement avec M. Abdoul Bin Baz, le puissant chef des wahabites saoudiens. Dans les camps de réfugiés, les quatre organisations fondamentalistes ont été largement favorisées. Les Frères musulmans et le régime de l'ayatollah Khomeiny ont aussi épaulé certains de ces groupes.

Les fondamentalistes distribuent parcimonieusement armes, argent et ravitaillement à des commandants de l'intérieur en qui ils ont confiance — comme M. Ahmed Shah Massoud dans la vallée du Panjshir — ou en qui ils voient des alliés potentiels. Mais ils gardent l'essentiel des dons de l'étranger pour renforcer, au Pakistan, leurs propres cadres paramilitaires, qui servent pour des missions à l'intérieur de l'Afghanistan ou comme réserve de la gendarmerie de M. Zia Ul Haq dans la turbulente province de la frontière du Nord-Ouest.

Si ces hommes ont pu jouer un rôle dans le succès de missions à l'intérieur, ils sont disqualifiés parce que venus de l'étranger pour établir, grâce à ces victoires, un contrôle permanent sur les campagnes. Et ils ne souhaitent pas que se mette sur pied une infrastructure politique clandestine: celle-ci serait, par la force des choses, sous le contrôle des dirigeants tribaux non fondamentalistes qui dominent à l'intérieur.

Evolution politique

- 1747: début du règne d'Ahmad Shah Durrani, le fondateur de l'Afghanistan moderne.
- 1893: la ligne Durand entérine la perte par l'Afghanistan, au profit de l'Inde britannique, des provinces pachtones situées entre la passe de Khyber et l'Indus.
- 1923: première Constitution.
- 1933: accession de Zahir Shah au trône.
- 1937: le pachtoon devient la langue officielle.
- 1955: début d'un programme intensif d'aide économique soviétique.
- 1964: une nouvelle Constitution met en place une Chambre élue et accorde le droit de vote aux femmes.
- 17 juillet 1973: un coup d'Etat dépose Zahir Shah. La république est proclamée. Mohamed Daoud devient chef de l'Etat.
- 1975: signature d'un traité de non-agression avec l'URSS.
- 27 avril 1978: coup d'Etat. Le Parti démocratique et populaire afghan (PDPA) s'empare du pouvoir. M. Taraki devient président du Conseil révolutionnaire.
- Novembre 1978: signature d'un traité d'amitié avec l'URSS.
- Septembre 1979: Taraki est renversé par Hafizullah Amin.
- Décembre 1979: Amin est exécuté. L'armée rouge envahit le pays. M. Babrak Karmal devient le nouvel homme fort.
- 1981: début à Genève des négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad.
- 4 mai 1986: M. Ahmadzai Najibullah remplace M. Karmal comme secrétaire général du PDPA.
- 8 février 1988: M. Gorbatchev annonce le retrait des troupes soviétiques pour le 15 mai à condition qu'un accord soit conclu à Genève.

SUISSE

Classes A, B, C, D)

de la Lycée français

avec internat dès 15 ans.

Excellents résultats.

grande école fondée en 1908

ania
sanne

24 Avenue Suisse
1202 GENEVE - Tél. 450 800 et 41

APRÈS NEUF ANS D'INTERVENTION VIETNAMIENNE

Le Cambodge à la recherche d'une réelle neutralité

La victoire en 1975 des Khmers rouges au Cambodge, leur refoulement début 1979, après quatre ans de régime esclavagiste, par l'armée vietnamienne et la persistance du contrôle de Hanoï, ont fait de ce « conflit régional » à dimensions multiples un des grands problèmes internationaux de la décennie, un foyer d'affrontements entre la Chine, l'Union soviétique, les États-Unis, les pays de l'ASEAN et le Vietnam. Comme en Afghanistan, au Nicaragua et en Angola, la recherche d'une « solution politique » à ce conflit se révèle pleine d'obstacles et truffée de risques.

Par PHILIPPE DEVILLERS

Isoler le Vietnam, décréter contre lui des sanctions économiques, financières et politiques : en 1979, la Chine, l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) (1), les États-Unis et leurs alliés avaient cru pouvoir ainsi forcer le gouvernement de Hanoï à retirer ses troupes du Cambodge pour y rétablir le gouvernement « légitime » du Kampuchéa démocratique (khmer rouge), titulaire du siège à l'ONU. Mais rien n'y fit, ni le boycottage, ni la « leçon » que Pékin crut devoir donner aux Vietnamiens sur leur frontière en février 1979, ni les résolutions annuelles de l'ONU.

Tactiquement soutenues par l'Occident, la Chine et la Thaïlande donnèrent d'abord aux Khmers rouges de Pol Pot les moyens de reprendre et d'intensifier la guérilla contre les troupes vietnamiennes. Mais, à partir de 1981, leurs crimes furent mondialement connus : dès lors il n'était plus possible de soutenir une telle faction si on n'y associait des forces politiques khmères plus « honorables ».

C'est ainsi que sous la pression, surtout, de Singapour et de la Thaïlande, et avec l'appui de Pékin et de Washington, a été créé en juin 1982 un « gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique » (GCKD) dont le prince Norodom Sihanouk, ancien chef d'État du Cambodge et désormais dirigeant du Front uni national pour un Cambodge indépendant, pacifique et coopératif (FUNCPEC), a assumé la présidence. M. Son Sann, chef du

Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), en devenant le premier ministre, et un dirigeant khmer rouge moins compromis, M. Khieu Samphan, le ministre des affaires étrangères. Ce gouvernement de coalition tripartite a obtenu, pour chacune de ses composantes, ou « factions », une aide militaire et humanitaire de l'étranger, la plus généreuse, celle de la Chine, étant distribuée par le canal thaïlandais.

Mais, pas plus que la pression diplomatique-économique, la guérilla n'a obtenu de résultats probants. Elle a, certes, créé une certaine insécurité sur le territoire de la République populaire de Phnom-Penh, contrôlée par les communistes de M. Heng Samrin et son Parti populaire révolutionnaire ; mais elle n'a pu se rendre maîtresse d'aucun territoire. Fils, à la suite de l'offensive vietnamienne de février-mars 1983, elle a perdu la quasi-totalité de ses bases situées sur la frontière thaïlandaise, d'où, puisant largement dans les camps de réfugiés, elle pouvait lancer des opérations vers l'intérieur. La base territoriale de la coalition antivietnamienne s'est ainsi réduite à quelques kilomètres carrés.

Sur le plan international, elle n'en représentait pas moins la « résistance », la « légitimité omnisienne » et demeurait l'espoir de tous ceux qui, jugeant inacceptable l'inclusion du Cambodge dans la sphère d'influence vietnamienne, luttant pour la restauration intégrale de sa souveraineté et de son indépendance.

Le rôle de l'Indonésie

DÉPUIS 1983, cependant, l'impasse était évidente pour tous. A Hanoï comme à Phnom-Penh, on avait compris qu'il serait impossible d'obtenir une reconnaissance, même *de facto*, du fait accompli et que, tôt ou tard, le Vietnam devrait retirer ses troupes, et le gouvernement de Phnom-Penh élargir sa base politique. Phnom-Penh se déclarait alors disposé à négocier avec tout groupe khmer se dissociant de Pol Pot et à lui faire place dans la République. Il obtint quelques ralliements.

La coalition antivietnamienne persistait en revanche à exiger le retrait des troupes de Hanoï avant toute discussion. Mais déjà, parmi les puissances de la région, des attitudes divergentes se faisaient jour. Si la Thaïlande (et avec elle Singapour) entendait obtenir sans aucun marchandage cette évacuation du Cambodge — dont elle veut faire un « État tampon », — l'Indonésie, estimant qu'à long terme le danger pour elle est chinois, se préoccupait d'obtenir le même résultat par la négociation, en échange de garanties offertes au Vietnam. De telles assurances devaient éviter que le Cambodge ne retombe sous influence chinoise et laisser intacte la force d'un Vietnam perçu à Djakarta comme le glacis le plus avancé de l'Asie du Sud-Est. D'où les efforts de l'Indonésie pour entraîner l'ASEAN dans une exploration des possibilités de compromis avec Hanoï.

Evolution politique

- 18 mars 1970 : le prince Sihanouk est renversé par des militaires dirigés par Lon Nol et liés aux États-Unis.
- 27 janvier 1973 : signature des accords de Paris mettant fin à la guerre du Vietnam.
- 17 avril 1975 : les Khmers rouges conquièrent Phnom-Penh alors que la présence américaine s'effondre en Indochine. Le prince Sihanouk redevient chef de l'État. Les mesures « radicales » du nouveau pouvoir font des centaines de milliers de victimes.
- 25 décembre 1978 : le Vietnam envahit le Cambodge. Un nouveau pouvoir s'installe à Phnom-Penh, dirigé par M. Heng Samrin, chef de l'État. Le prince Sihanouk quitte le pays pour s'établir à Pékin.
- Février 1979 : les Chinois attaquent le Vietnam pour « donner une leçon » aux dirigeants de Hanoï.
- 22 juin 1982 : formation d'une coalition d'opposition en exil sous la présidence du prince Sihanouk, qui coordonne les guérillas hostiles à la présence vietnamienne.
- 7 mai 1987 : le prince Sihanouk se met « en congé » de la présidence du gouvernement de coalition.
- 4 décembre 1987 : rencontre, en France, entre le prince Sihanouk et le premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

idée : un certain partage du pouvoir, mais sans aucune perte de contrôle.

Le prince Sihanouk, saisissant la nature de l'impasse, lança alors, de concert avec Djakarta, l'idée d'une « cocktail party » où les quatre factions pourraient se rencontrer de manière informelle, sans préalable ni étiquette, et discuter des moyens de rétablir la paix au Cambodge. Pékin, les Khmers rouges et M. Son Sann exprimèrent leur désaccord. Cependant, à partir de décembre 1986, Pékin fit secrètement savoir au prince Sihanouk que, après tout, une rencontre bilatérale entre la coalition anti-vietnamienne et le gouvernement de Phnom-Penh pourrait être utile. Déjà, par des intermédiaires, Hanoï avait fait comprendre qu'il y était favorable. L'Union soviétique, à son tour, se montrait active en ce sens. On continuait cependant à se heurter à l'opposition, voire au veto, du Front de M. Son Sann et des Khmers rouges, qui ne voulaient

gouvernement de coalition. Mais on sait que, pressé par ses partenaires et par Pékin de revenir sur cette décision, il a fini par y consentir après avoir obtenu, semble-t-il qu'ils acceptent de s'associer à ses efforts politico-diplomatiques (2).

M. Hun Sen s'étant en effet porté garant d'un retrait de l'armée vietnamienne du Cambodge dès la réalisation d'un accord entre les parties cambodgiennes, il s'agit de conclure cet accord le plus rapidement possible. Le prince Sihanouk pourrait alors rentrer dans son pays en libérateur. Il pourrait s'entendre avec M. Hun Sen sur le cadre général de ce qui suivrait, et tout d'abord sur la mise sur pied d'un gouvernement (ou d'une autorité) provisoire dont la composition et la tâche seraient précisées, ainsi que la façon dont il serait contrôlé. Dans quelles conditions, acceptables par toutes les parties concernées (khmères et étrangers), cette autorité provisoire

cesser-le-feu. Il faut que les parties (3) conviennent de rester où elles sont le jour J, de ne plus s'attaquer et, pour l'essentiel, de laisser les forces vietnamiennes se retirer du pays selon un calendrier précis.

Resterait à régler le problème des zones de contrôle des quatre factions. Comme Phnom-Penh a reconnu que son armée ne serait pas en mesure de faire face partout aux Khmers rouges, dont l'effectif combattant (estimé à 30 000) et l'entraînement sont supérieurs, la question la plus grave qui se pose dès maintenant, et qui serait le problème numéro un de l'autorité provisoire, est de savoir comment éviter un double écueil : d'une part, que les Khmers rouges réussissent ce que le prince Sihanouk appelle un « coup de force contre le peuple khmer (4) » et s'emparent de la capitale pour ensuite rétablir par la terreur leur pouvoir sur tout le pays ; d'autre part, que les parties tentent de se retrancher dans des zones déterminées, faisant rapidement du Cambodge un nouveau Liban. Comment passer de quatre armées à une armée nationale unique, condition primordiale de la réconciliation et de l'indépendance ? Comment éviter les règlements de comptes, les « bains de sang » et le chaos ?

Sachant désormais que le retrait vietnamien aura lieu en 1990, les Khmers rouges se préparent déjà à la « contre-offensive générale » qui, selon le credo maïliste, doit assurer la victoire finale. Ils en ont les moyens, ayant su préserver pratiquement tous leurs cadres et leur organisation. Le prince Sihanouk n'ignore pas que, dans sa recherche d'une solution, le principal obstacle est de ce côté-là. Il confesse, à propos des Khmers rouges : « Il vaut mieux les avoir avec nous que contre nous (5) ». Mais quelles illusions peut-il encore nourrir à leur endroit ?

Le « pluralisme politique », idéal du prince et de M. Son Sann, maintenant accepté par M. Hun Sen, ne peut séduire les Khmers rouges. Dans des élections vraiment libres, quelles chances leur parti aurait-il en effet d'attirer les foules, en dehors de quelques milliers de fanatiques à qui le « génocide » n'a rien appris ? Se sachant condamnés par le verdict de la démocratie, n'ont-ils pas d'autre issue que le « maquis permanent » ?

Le retour des Khmers rouges au pouvoir est redouté par la quasi-totalité de la population khmère, mais aussi par les États-Unis et l'Europe, par l'Indonésie et la Malaisie, par l'Australie, sans compter le Vietnam, l'Inde, l'Union soviétique. Mais seules la Chine et, dans une moindre mesure, la Thaïlande ont les moyens de le prévenir.

Le calcul des Khmers rouges

SOUIGNANT la nécessité de rééquilibrer les forces armées de la coalition antivietnamienne et de réduire la prépondérance des Khmers rouges, le prince Sihanouk a récemment indiqué (6) que les États-Unis envisageaient de renforcer ses propres unités. L'aide américaine pourrait tripler les forces sihanoukistes d'ici à 1990 et les porter à 50 000 hommes au moment où le retrait vietnamien serait parachevé, ce qui permettrait de mieux contrôler la situation. Mais il est évident que les polpotistes ont tout intérêt à retarder le plus possible la solution politique, à attendre l'événement imprévu (une « indisponibilité » du prince, par exemple) qui leur laisserait la voie libre pour une reconquête du pouvoir une fois les Vietnamiens partis. Le prince semble avoir fort bien perçu ce calcul.

An point où est déjà parvenu le dialogue Sihanouk-Hun Sen, son interruption décevrait profondément les espoirs de tous ceux qui, à l'intérieur surtout, voient en Norodom Sihanouk l'homme capable à la fois d'obtenir que le retrait des Vietnamiens s'opère sans désastre et de restituer au Cambodge sa place dans l'économie mondiale, dans l'indépendance et la dignité. Le prince semble donc condamné à poursuivre ses efforts dans le sens qu'il a lui-même défini.

C'est pourquoi dès que l'accord de principe sur le gouvernement provisoire sera esquissé, et que se posera le problème du cessez-le-feu, la conférence internationale, proposée par le prince et acceptée par M. Hun Sen, s'imposera, avec comme tâche première de désigner une commission de contrôle et, éventuellement, une « force de paix internationale » de nature à éviter les coups d'État de l'une ou l'autre faction et à assurer les transitions pacifiques.

Il est difficile d'imaginer qu'une telle évolution puisse s'esquisser sans l'accord de M. Son Sann et des Khmers rouges. La paix ne peut être rétablie sans eux. Leur objectif avoué étant le



Patrick Avenier - Gamma

CÉRÉMONIE, DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS, EN L'HONNEUR DU PRINCE SIHANOUK. Derrière lui, après le coup d'État, un charbonnier quasiment intact

discuter qu'avec Hanoï, et seulement du retrait.

Alors, le 7 mai 1987, perdant patience et voulant recouvrer sa liberté d'action et de manœuvre, le prince Sihanouk se mit à « en congé » pour un an de la présidence du gouvernement de coalition et, en son nom personnel cette fois, entama une remarquable exploration. Il obtenait de sept personnalités khmères un appel à une négociation quadripartite à Paris (28 août 1987). En septembre, lui-même acceptait cette proposition, et M. Hun Sen l'imitait dix jours après. Une rencontre Sihanouk-Hun Sen était décidée dans le secret, alors que l'Assemblée générale de l'ONU se préparait à voter, le 14 octobre, une nouvelle résolution exigeant le départ du Cambodge de toutes les troupes étrangères.

On connaît la suite. La rencontre de Firoz-ko-Tandev, « entre copartout », entre « personnes privées » (Samdech Norodom Sihanouk et M. Hun Sen), entre un « dñé » et un « cadet », a abouti le 4 décembre 1987 à un bref communiqué déclarant en substance : 1) il n'y a pas de conflit cambodgien d'autre solution que politique ; 2) cette solution doit être négociée entre toutes les parties cambodgiennes concernées, sur la base d'un Cambodge souverain, indépendant, neutre et démocratique ; 3) dès l'accord intervenu, une conférence internationale se réunira pour en garantir les résultats.

Il n'était question dans ce texte ni du retrait vietnamien ni de la cessation de l'aide extérieure aux factions. Mais le prince Sihanouk fit savoir que M. Hun Sen lui avait donné l'assurance formelle qu'il avait la garantie du retrait vietnamien dès l'accord conclu entre cambodgiens. De toute façon, précisait-il, les forces de la coalition lutteraient contre les Vietnamiens jusqu'au retrait total de ceux-ci.

C'était une base de départ, qui fut presque unanimement saluée par l'opinion internationale.

Malgré la réserve de Pékin et la franche désapprobation de MM. Son Sann et Khieu Samphan (qui amena le prince à réviser momentanément ses projets), une seconde rencontre, cette fois à Saint-Germain-en-Laye en janvier 1988, permit d'examiner un certain nombre de problèmes concrets. Le prince Sihanouk alla jusqu'à proposer, si on ne parvenait pas à associer à la discussion les deux autres factions, la formation d'un « gouvernement provisoire bipartite », entre lui-même et M. Hun Sen.

Immédiatement accusé de « trahison » par M. Son Sann et confronté, à son arrivée à Pékin, à la discrète mais profonde opposition des Chinois et des Khmers rouges, le prince annonça le 30 janvier sa décision « définitive, irrévocable et irréversible » de démissionner de ses fonctions de président du

- (1) L'Association des nations de l'Asie du sud-est groupe la Malaisie, l'Indonésie, Singapour, la Thaïlande, Brunei et les Philippines.
- (2) La lettre du prince Sihanouk à M. Son Sann, le 26 janvier 1988, prouve que la tension entre les deux personnalités reste vive.
- (3) Le FUNCPEC affirme qu'il dispose de 17 000 hommes — dont 9 200 à l'intérieur — et que son concurrent, le FNLPK, ne compterait plus, selon la même source, que 3 000 combattants.
- (4) Déclaration du prince Sihanouk au Figaro, 19 décembre 1987.
- (5) Ibid., 22 janvier 1988.
- (6) Financial Times, 17 décembre 1987.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTES

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandez
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

RHÉTOR

L'int

1520

LA COURSE A LA PRÉSIDENTIE AUX ÉTATS-UNIS

Des partis prisonniers de leur image

DÉMORALISATION, crise financière, aggravation de la pauvreté, extension des emplois temporaires... : l'élection présidentielle aux États-Unis a lieu cette année dans des circonstances fort complexes. Les Partis démocrate et républicain sentent bien la nécessité de proposer au pays une nouvelle politique et des changements radicaux. Mais ils ne peuvent, pendant les primaires, modifier leur discours traditionnel sous peine de désorienter leurs électeurs et d'encourager l'abstention.

Par STANLEY ARONOWITZ *

Après les élections primaires du super-mardi 8 mars aux États-Unis la situation des candidats à l'investiture des deux grands partis s'était quelque peu éclaircie. Du côté républicain surtout, avec la victoire du vice-président George Bush qui, en écrasant son principal rival, M. Robert Dole, allait le conduire à se retirer de la course à la présidence trois semaines plus tard. M. Pat Robertson, le célèbre télévangéliste, avait certes récolté 13 % des voix, mais n'obtenait que neuf députés. Il serait cependant erroné de penser qu'il n'a plus d'influence sur le parti. Lui et les autres fondamentalistes détiennent la clé de la « stratégie sudiste » des Républicains qui leur a permis, au cours des vingt dernières années, de gagner toutes les élections présidentielles sauf en 1976. Cette année-là, M. James Carter l'emporta. Ce chrétien conservateur, fondamentaliste et audacieux, démontra par sa victoire l'importance qu'a, pour les deux partis, un électoralat de plus en plus nombreux à la fois chrétien, militant et conservateur.

Comme à l'ordinaire, la course à l'investiture démocrate est plus complexe, même si l'élection du 8 mars a simplifié les choses. Comme prévu, le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, l'a emporté, mais de peu, sur ses deux concurrents, qui recherchaient l'appui des députés du Sud, le révérend Jesse Jackson et M. Albert Gore, sénateur du Tennessee, qui se veut le plus conservateur de tous. M. Richard Gephardt, représentant du Missouri, est arrivé loin derrière et, après la primaire du Michigan, a annoncé son retrait de la compétition. Il avait beaucoup souffert de la montée de M. Gore, qui, comme lui, a exploité les ressentiments traditionnels du Sud contre les politiciens du Nord et les grandes sociétés. A gauche, M. Jackson a mieux usé que M. Gephardt de ses positions hostiles à l'establishment. Sa triomphale victoire ultérieure dans le Michigan place le parti démocrate dans l'embarras et annonce, certes, une lutte plus serrée que prévue entre le pasteur noir et M. Dukakis ; mais rien encore ne permet de dire qu'il a de fortes chances face au gouverneur du Massachusetts ou à des candidats potentiels comme M. Mario Cuomo, gouverneur de New-York, ou M. Edward Kennedy, qui pourrait bien

attendre dans l'ombre. Car si M. Dukakis a mené une campagne très efficace et sait récolter des fonds, sa personnalité ne s'impose pas.

Les débats visant à la sélection des candidats des deux partis n'ont rien apporté de neuf, nul ne pouvant ou ne voulant défendre des idées qui modifieraient leurs idéologies traditionnelles. Chez les républicains, c'est à qui sera le plus conservateur, réduira le plus rapidement le budget fédéral et l'énorme endettement qui a tant affaibli l'économie, sera le plus dur à l'égard des Russes. Seul M. Robertson a promis des changements radicaux : il s'oppose au traité sur les missiles de portée intermédiaire en Europe et veut faire des États-Unis un système théocratique chrétien. Des idées peu prises au sérieux, mais M. Robertson lance partout un réel avertissement aux républicains.

Ses succès montrent que de très nombreux fondamentalistes - des millions peut-être - sont favorables à un pouvoir de droite refusant tout compromis, ce qui crée des difficultés à M. Bush. Car M. Bush, même s'il veut apparaître comme l'héritier de M. Reagan, est un « modernisateur ». Il se situe au centre de son parti, c'est-à-dire certes à droite, mais sa position peut être qualifiée de « réaliste conservatrice ». Il se démarque de l'anticommunisme agressif et du profond conservatisme social des républicains du sud et de l'ouest. Il n'a pas publiquement critiqué les récentes méaventures de l'administration, mais il a, en privé, dit son désaccord avec nombre de mesures. Il a très vite approuvé le traité signé avec Moscou, alors que M. Dole avait hésité à le faire, non qu'il le condamnait, mais il recherchait l'appui de la droite. Plus même que M. Bush, M. Dole incarnait le « réalisme conservateur », repoussant les propositions radicales de M. Jack Kemp concernant l'économie de l'offre. Même si l'étoile de M. Kemp a pâli, la droite a encore une influence prépondérante sur la définition du programme du parti. M. Dole doit donc à la fois s'identifier à cette base et s'en différencier suffisamment pour, le jour des élections, avoir le soutien d'indépendants modérés, pour qui il est exclu de voter démocrate.

Crise et boom économiques

OR, chez les démocrates, la tradition du New Deal et du populisme est bien enracinée, et tous les candidats, au cours de la campagne, s'y sont référés. Tel est le problème majeur auquel doit faire face M. Dukakis. Son image n'est pas éloignée de la tradition du New Deal, mais il a beaucoup fait pour la gommer sans lorsque la pression électorale exigeait le contraire. Les fonds considérables dont il dispose proviennent de puissances économiques qui voient en lui une occasion de modifier l'héritage réaganien en ce qui concerne les dépenses militaires, l'ignorance des affaires internationales, qui a multiplié les désastres pendant huit ans, et l'indifférence apparente du gouvernement en ce qui concerne les difficultés économiques. M. Dukakis a toujours favorisé le monde des affaires dans le Massachusetts, refusant de proposer des augmentations substantielles

des dépenses sociales ; mais il a su calmer les syndicats, les minorités et autres secteurs libéraux grâce à des programmes très sélectifs. Conservateur sur le plan social, ce catholique est « pour la famille » et contre l'avortement. Il a certes condamné la politique de M. Reagan en Amérique centrale, mais pas de manière offensive. Et, comme les autres candidats démocrates, M. Jackson excepté, il se tait au sujet des événements au Proche-Orient, révélant ainsi implicitement ses sentiments pro-Israéliens.

Mais la vraie signification de la lutte électorale est occultée. En surface, les candidats font de leur mieux pour ne rien dire, de peur de perdre l'appui de secteurs vitaux de la population. Politiciens et experts de l'économie ont le sentiment que les vieux programmes ne font plus le poids. Et pourtant, républicains et démocrates se réclament en masse de ces programmes, car leur base est composée de gens qui s'identifient à leur parti à travers une idéologie

et non la promesse d'un gouvernement moderne et efficace.

L'élection intervient dans des circonstances fort complexes. D'un côté, la crise économique de la décennie passée a faiblement touché les États-Unis, du moins si on les compare avec l'Europe occidentale. Certes, les Américains ont souffert de la désindustrialisation et du déséquilibre des échanges ; ils subissent une extrême polarisation de classes et de revenus à cause de la faiblesse du système de sécurité sociale, des syndicats et du mouvement des droits civiques chez les Noirs. Mais, d'un autre côté, certains éléments ont joué en sens inverse. Le plus important est la capacité de certains secteurs - le tertiaire notamment - à créer des emplois. Le véritable explosion des services financiers, des chaînes de restauration rapide, des entreprises de technologie de pointe a créé presque vingt millions d'emplois en dix ans, même si presque autant ont disparu dans l'acier, l'automobile, le textile, la construction, etc. Le taux officiel de chômage a pu être maintenu autour de 6 % depuis la fin de la récession en 1983.

L'économie a ainsi donné l'impression de vivre un boom. Certes, nombre de ces nouveaux emplois sont mal payés, et à mi-temps. Ils ont surtout attiré des hommes jeunes, peu qualifiés ou peu diplômés. Les syndicats n'ont pu les mobiliser pour leur faire obtenir de meilleures conditions de travail et une meilleure protection sociale. Et le gouvernement peut dire qu'il a fait ce que nombre de pays européens n'ont pu réaliser. Voilà qui ne peut qu'aider les républicains, surtout dans le Nord-Est, que l'on disait condamné au déclin et qui se développe plus vite que le reste du pays. Dans ces États, les démocrates, sauf dans le Maine, le New-Jersey et la Pennsylvanie, contrôlent acrobatiquement les Chambres et les sièges de gouverneur. La plupart d'entre eux ont été en excellents termes avec le monde des affaires et ont pris des mesures en faveur du développement et de la création d'emplois grâce au secteur privé.

En revanche, le Sud conservateur (Texas, Oklahoma, Louisiane, etc.) souffre de la récession en raison de la baisse du prix du pétrole, de la fermeture d'usines et de la faiblesse des secteurs financiers et commerciaux.

Ainsi, les différences régionales compliquent le tableau politique.

Cependant, le gouvernement fédéral, dont l'influence sur le développement organisé au plan régional a pourtant été assez faible, peut revendiquer les succès remportés, sauf si les démocrates font appel aux fidélités locales et mettent l'accent sur leurs propres relations avec les milieux d'affaires.

Mais plusieurs composantes traditionnelles de la base démocrate sont très attachées à des initiatives nationales, spécialement dans le combat contre la pauvreté et le chômage chez les minorités et les femmes qui ont été peu, voire pas du tout, aidées par la plupart des gouvernements des États, quel que soit le parti au pouvoir. Pour ces groupes, le candidat est jugé selon

ses engagements en faveur de mesures sociales. Tel est le problème qui divise le plus les démocrates, même s'il est peu apparu pendant la campagne. Tous les candidats s'en tiennent au vieux credo, et M. Gephardt avait fait beaucoup pour attirer les voix des travailleurs affectés par la concurrence internationale et prôner le protectionnisme. Si M. Dukakis n'a pas évoqué cette mesure, c'est essentiellement parce que sa base se situe hors de la classe ouvrière et des minorités. Elle dépend du commerce, des industries de haute technologie surtout, situées sur les deux côtes.

Un vide syndical

QUANT à M. Jackson, il a bénéficié du soutien quasiment unanime des Noirs, toutes classes confondues, ce qui signifie un progrès énorme par rapport à 1984. Lui étaient alors hostiles une fraction importante des politiciens noirs et de la classe moyenne, qui ne lui donnaient aucune chance contre M. Walter Mondale et lui reprochaient des remarques antisémites faites pendant la campagne. La détérioration des conditions de vie des Noirs (le chômage les touche deux fois plus que la moyenne nationale, et environ 50 % des jeunes Noirs sont sans emploi) et la chute importante du niveau de vie de millions de Noirs et d'Hispaniques ont provoqué une désaffection massive de ces minorités à l'égard de la direction du Parti démocrate, accusée de n'avoir pas œuvré en leur faveur depuis 1980. M. Jackson sera-t-il à même de faire voter cette base pour un autre candidat ? Des millions de Noirs s'abstiendront-ils parce qu'ils ne voient guère de différences entre les partis ?

En raison surtout de la mauvaise prestation de M. Mondale en 1984, la centrale syndicale AFL-CIO, son principal soutien électoral, est demeurée neutre en 1988. Cependant, au fur et à mesure du déroulement des primaires, des conseils locaux de syndicats ont penché en faveur de MM. Gephardt et Simon, dans le Middle-West surtout, où la désindustrialisation a fait des ravages. Le programme social de M. Simon, le protectionnisme de M. Gephardt font partie des idées traditionnelles des syndicats, bien que les

syndicats noirs aient soutenu M. Jackson. La faillite relative des deux candidats proches des syndicats souligne le déclin du poids de la classe ouvrière, même au sein du Parti démocrate.

Ce tableau montre le paradoxe des élections de 1988. C'est à l'évidence une année où les deux partis sont obligés de se présenter comme des institutions prêtes à faire une nouvelle politique économique et sociale. Mais ils ne peuvent, pendant les primaires, s'offrir le luxe de promettre des changements radicaux à leurs bases respectives puisqu'ils violeraient leurs croyances fondamentales. Le gouvernement fédéral républicain de ces huit dernières années a engagé de fortes dépenses, mené l'administration centrale à la banqueroute, fragilisé l'économie dans bien des secteurs. Tout futur président aura à préconiser de fortes réductions des dépenses d'armement, à imposer à nouveau une réglementation des banques, des compagnies aériennes et autres moyens de transport, à poursuivre une politique de collaboration avec Moscou.

Un tel changement convient à la majorité des Américains, mais non aux républicains militants, qui jouent un rôle décisif dans les primaires. Pour la même raison, les candidats démocrates ne peuvent se défaire de l'image traditionnelle de leur mouvement s'ils veulent obtenir l'investiture. A cause de ces impératifs d'image et d'identité, les questions brûlantes qui se posent au pays ne peuvent être débattues lors de la campagne. Elles attendent pourtant une réponse du futur président.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
publie le deuxième numéro de sa collection
« MANIÈRE DE VOIR »

Manière de voir 2

« L'Occident libéral déferle sur l'Occident depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'État succéderait un monde où les libertés seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les citoyens. Le monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un tel projet, qui aggrave les inégalités, mine la démocratie, n'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout espoir de développement du tiers-monde. Seule une autre « manière de voir », qui refuse l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse. »

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE
LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS
Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM : PRÉNOM :
ADRESSE : CODE POSTAL :
LOCALITÉ : PAYS :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

informations canadiennes
Revue bimestrielle de la Chambre de Commerce France - Canada
Abonnement 120 F
Renseignements
8/11 av. Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tél. 43.59.32.38

VIANDE FRAÎCHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

carnar France **CD**
17, rue de la Comète - 75007 Paris
Tél. : 20 50 88 F - Tél. : 47 06 96 81

FRAUDES, ARRESTATIONS D'OPPOSANTS, ÉTAT D'URGENCE

Les ratés de la démocratie au Sénégal

PEU de régimes africains offrent à l'opposition politique la possibilité de s'exprimer au cours des campagnes électorales. Au Sénégal, à l'occasion des élections présidentielle et législatives du 27 février dernier, le président Abdou Diouf et son Parti socialiste ont affronté l'ensemble de l'opposition, dominée par le Parti démocrate sénégalais de M^r Abdoulaye Wade. Cette consultation aurait pu devenir un exemple pour tout le continent. En fait, par ses nombreuses irrégularités, elle a surtout mis en évidence les limites de l'expérience démocratique dans ce pays.

Toutes les consultations électorales organisées durant la longue période de despotisme plus ou moins éclairé du président Senghor (1960-1980) avaient invariablement été marquées par la victoire de son parti, l'Union progressiste sénégalaise (UPS, devenue aujourd'hui Parti socialiste), à des majorités écrasantes, de l'ordre de 80 % à 100 % des suffrages. Le chef de l'État était aussi le secrétaire général de l'UPS, une confusion s'était établie entre l'État et le parti, favorisant au sein de ce dernier le développement d'une mentalité de parti unique encore vivace aujourd'hui.

Cependant, avec l'avènement en 1981 de M. Abdou Diouf, successeur désigné du président Senghor, et après le rétablissement du multipartisme, les élections du 27 février 1988 se déroulent dans un contexte politique très différent. Pour la première fois depuis longtemps, les jeux ne semblaient pas faits d'avance, et les Sénégalais purent assister à une campagne électorale exceptionnellement ouverte, menée essentiellement en langue nationale, et mettant aux prises cinq candidats à la présidence de la République et huit partis aux législatives. L'enjeu principal, alors, n'était pas tant l'élection présidentielle. Car M. Diouf bénéficiait de l'état de grâce que lui avaient valu plusieurs initiatives heureuses : élargissement du multipartisme, convocation des états généraux de l'éducation et de la formation, suppression du visa de sortie obligatoire, annulation des dettes des paysans envers l'État, ou encore création d'une cour spéciale chargée de réprimer l'enrichissement illicite. Aux élections législatives, en revanche, le PS, victime de l'usure du pouvoir et affaibli par des dissensions internes, se

sentait sérieusement menacé par l'opposition montante. La surprise fut générale lorsque, à la veille du scrutin, la Cour suprême, en principe chargée de veiller à la régularité des opérations électorales, rendit un arrêt supprimant l'obligation pour chaque électeur de présenter une pièce d'identité au moment du vote. C'était la porte ouverte à toutes les fraudes... le plus légalement du monde. De surcroît, le jour du scrutin, chacun put constater les mêmes irrégularités massives que par le passé : votes multiples, votes d'étrangers ou de mineurs, falsifications de procès-verbaux, etc. De telle sorte que, lorsque la Cour suprême proclama M. Diouf élu avec 83 % des suffrages, et le PS majoritaire au Parlement avec 111 députés sur 120, les 9 élus de l'opposition dénoncèrent aussitôt ces résultats comme dénués de toute signification et refusèrent de siéger à l'Assemblée nationale.

Cinq ans après, en raison de ce précédent, plusieurs forces politiques, dont le Rassemblement national démocratique (RND), fondé par Cheikh Anta Diop, et le Mouvement démocratique populaire (MDP) de l'ancien président du conseil Mamadou Dia, ont préféré appeler à l'abstention ; pour elles, les conditions d'élections sincères et honnêtes n'étaient pas remplies. Les autres partis d'opposition en lice en février 1988 (trois candidats à la présidence et cinq listes aux élections législatives) n'entendaient nullement, quant à eux, servir de caution à une simple parodie électorale : ainsi, le contrôle de la transparence et de la régularité du scrutin sera-t-il un thème central de la campagne.

Fin de l'état de grâce

LES toutes électorales, en 1988, s'inscrivent dans un contexte difficile pour le PS et le président Diouf. Le bilan du quinquennat est marqué par l'application fidèle du plan d'ajustement structurel recommandé par les institutions financières internationales (FMI, BIRD) — dont les conséquences sociales néfastes sont bien connues. Au président sortant, on reproche, pêle-mêle : la vie chère ; les licenciements massifs dans la fonction publique et l'industrie ; la paupérisation croissante du monde paysan ; le chômage des jeunes diplômés de l'Université ; la répression brutale et aveugle du séparatisme diola en Casamance ; la corruption et la concussion généralisées, surtout dans l'entourage immédiat de la présidence ; l'endettement excessif de l'État, contraint d'emprunter sur le marché des capitaux internationaux pour honorer le service de la dette extérieure (celle-ci approcherait les 1 000 milliards de francs CFA) (1), etc.

Toutes ces critiques pourraient se résumer en une phrase : le président Diouf a déçu les espoirs de changement placés en lui. L'ouverture démocratique se réduit à une simple légalisation

des partis, toujours privés, en dehors des périodes électorales (vingt et une jours tous les cinq ans, à raison de trois à cinq minutes par jour), de toute possibilité d'accès aux médias audiovisuels, qui restent un monopole d'État. La renonciation aux poursuites liées à l'enrichissement illicite, l'adoption du projet d'"école nouvelle", rejeté par les élèves et que les syndicats d'enseignants estiment très éloigné des conclusions de la commission de réforme issue des états généraux de l'éducation, la ratification du code de la presse, refusé par les professionnels de l'information, confirment que le gouvernement n'a pas su mener à terme les réformes promises.

Dès la mi-1987, le président Diouf a commencé de battre le rappel de ses troupes, multipliant les comités de soutien à sa réélection et sollicitant activement les chefs religieux et coutumiers pour qu'ils prennent publiquement position en sa faveur. Certains chefs spirituels, dont le khalife général des Tidjanes et le cardinal de l'Eglise catholique, refusent de se prêter à ces manœuvres. Tandis que des consignes de vote intempestives, lancées notamment par le khalife général des Mon-

rides et l'évêque de Thiès, heurtent de nombreux fidèles.

Le leader du PDS, M^r Wade, réussit à capitaliser à son profit la déception générale en se présentant à l'élection présidentielle comme le candidat du changement (*sopli*, en wolof). Malgré l'échec de ses efforts pour être investi candidat unique de l'opposition, il s'est d'emblée imposé comme le seul rival crédible du président sortant. Disposant de gros moyens financiers et misant plus sur le phénomène de rejet d'une équipe usée et discréditée que sur la force de persuasion de leur propre programme, M^r Wade et son parti ratissent large en menant une campagne extrêmement vigoureuse où la dénonciation des abus de pouvoir le dispute aux promesses les plus alléchantes : réduction de plus de moitié du prix des denrées de première nécessité, recrutement de tous les « maitrisards-chômeurs », amnistie des détenus politiques casamançais, réintégration des quelque mille cinq cents policiers définitivement radiés à la suite de la rébellion d'avril 1987, instauration d'un authentique régime parlementaire... L'une des clés de l'incontestable succès populaire de la campagne du PDS réside, paradoxalement, dans la similitude de ses méthodes avec celles du PS. Car, finalement, le PS et le PDS se disputent la même clientèle, courtoisement de manière semblable les grands électeurs et partisans, malgré les apparences, une seule et même conception de la politique. Tous deux empruntent leurs références doctrinales aux idéologies de la vieille Europe, en se réclamant, respectivement, du socialisme démocratique et du libéralisme. La principale différence tient à ce que l'un dispose de l'appareil d'État hérité du colonialisme

encore des brutalités de la police à l'intérieur du campus lors de la grève de janvier 1987. Elle pensait que la présence des journalistes étrangers à l'occasion des élections lui permettrait de manifester à nouveau son mécontentement sans risquer la répétition de telles exactions. Un mot d'ordre de grève de « cent quarante-quatre heures » fut ainsi lancé à compter du 25 février.

Trois jours seulement avant l'ouverture du scrutin éclatèrent les premiers incidents graves de la campagne électorale. A Thiès, ville ouvrière située à 70 kilomètres environ de Dakar, un meeting du PDS que M^r Wade devait présider fut l'objet d'une mesure d'interdiction du gouvernement de la région, invoquant des raisons d'ordre public ; par contre, la tenue du meeting concurrent organisé par le PS va être autorisée. Ce cas flagrant d'inégalité de traitement suffit à mettre le feu aux

poindres. Dès son entrée dans la ville, le cortège présidentiel est la cible de haines et de jets de pierres qui défont les officiels et ébranlent la panique dans leurs rangs ; la riposte, vaine mais tardive, des forces de l'ordre donnera le signal de deux jours d'émeutes particulièrement violentes dans la « cité du rail ».

Piqué au vif, M. Diouf, enlevant son bonbon de candidat pour revêtir son costume de président de la République, s'en prend, dès le 26 février, aux dirigeants de la coalition conduite par M^r Wade. Les qualifiant de « bandits de grand chemin » et d'« hommes de subversion, sans foi ni loi, qui utilisent des enfants comme chair à canon », il va les menacer de ses foudres, ajoutant qu'il les considère comme « responsables du désordre ». « La démocratie sénégalaise est malade », avouera-t-il, affirmant qu'« il faut extirper les mauvaises herbes »...

Vigilance de l'opposition

TOUTEFOIS, la veille du scrutin, le calme était déjà revenu à Thiès. Et le 28 février, les opérations de vote dans l'ensemble du pays se déroulent sans incident majeur et dans une apparente tranquillité. Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision l'ampleur des fraudes, il semble que la ferme vigilance des délégués de l'opposition dans les bureaux de vote ait imposé de sévères limitations aux possibilités de truccage électorale, au moins dans les villes. Cependant, dans les bureaux de vote légaux (plus de quatre mille, mais, selon M^r Wade, il en existait de fictifs), les présidents sont tous dési-

avec une ironie teintée d'amerume, ces résultats officiels appellent plusieurs remarques. La discordance est manifeste entre ces statistiques globales et les chiffres affichés devant chaque bureau de vote, tels qu'ils ont pu être relevés dans diverses circonscriptions du pays, notamment par des journalistes indépendants. L'abstention est estimée à 42 %, mais elle a probablement été sous-évaluée car des lots de cartes usurpées ont été utilisés pour des votes en série. A lui seul cependant, un tel taux, sans doute partiellement lié au mot d'ordre d'abstention de partis influents comme le RND, traduit bien une désaffection générale pour les urnes.

Des dizaines et des dizaines de procès-verbaux ont été annulés par la Cour suprême. Le bruit a couru au palais de justice de Dakar que, partout où M^r Wade et l'opposition arrivaient largement en tête, les présidents de bureau avaient refusé de signer les procès-verbaux, qui s'en trouvaient ipso facto invalidés. Bien des Sénégalais ont été choqués lorsqu'un lendemain du scrutin, sans même attendre la publication des résultats définitifs, le premier ministre français a envoyé son conseiller spécial, M. Fernand Wibaux, remettre un message de félicitations au président Diouf pour sa réélection, affirmant que la « démocratie a bien fonctionné » et l'assurant du soutien indéfectible de la France.

En maintenant hors du jeu officiel tout parti d'opposition autre que le PDS, les résultats des élections du 27 février 1988 accentuent la bipolarisation de la vie politique et faussent le fonctionnement des institutions.

Le problème est de savoir quel sens et quel contenu l'on souhaite donner à la démocratie sénégalaise. Alors que l'ensemble de l'opposition proteste contre les entraves à la liberté d'expression, les caciques du parti au pouvoir reprochent en public au président Diouf d'avoir « laissé trop de démocratie » (sic) dans le pays, et le président lui-même estime que ses adversaires sont de « mauvais perdants » ; il parle de la nécessité d'« assainir la démocratie sénégalaise » en la dotant de « garde-fous » contre les « déviations et perversions » qui la menaceraient. Auparavant, peut-être sous l'emprise de la colère, il n'avait pas hésité à stigmatiser une « pseudo-jeunesse mal-saine », qu'il avait promise de « redresser ». Mais quelle serait la force d'une démocratie dont se verraient exclues la jeunesse, qui représente plus de 60 % de la population ? Quel est le contenu réel du multipartisme si toute forme d'alternance au pouvoir est inacceptable ? Enfin, que peut signifier un système de démocratie représentative dont tous les mécanismes institutionnels sont gérés dans une langue étrangère, le français, inintelligible pour près de 90 % des Sénégalais ? Tout prouve suffisamment l'inadéquation du droit au fait politique.

Bien que le débat électoral ait encadré des questions déterminantes pour l'avenir du pays, il aura au moins permis de se demander si la démocratie sénégalaise mérite bien son nom.

(L'auteur, un intellectuel de Dakar, a choisi, pour des raisons de sécurité, de conserver l'anonymat.)

(1) Soit près de 3 milliards de dollars (1 franc CFA = 0,02 franc).



M^r ABDOULAYE WADE, LEADER DU PARTI DÉMOCRATIQUE SÉNÉGALEIS
Démissionnaire, en tant de libéralisme, les actes du pouvoir

français, que l'autre cherche à lui ravir, vainement jusqu'à présent.

Au fur et à mesure du déroulement des trois semaines de campagne électorale officielle, le ton va monter, la tension s'accroître et les incidents se multiplier — surtout dans les villes où, plus que dans les douze mille villages que compte le pays, l'opposition est mieux à même de surveiller les opérations de distribution des cartes d'électeur. D'innombrables « erreurs matérielles » sont enregistrées dans le traitement, pourtant informatisé, des listes électorales (omissions, double ou triple inscription, non-radiation de citoyens décédés ou simplement émigrés, etc.) ; trop de difficultés et de lenteurs entravent la délivrance des cartes, découragent plus d'un électeur potentiel. Les éditorialistes de l'unique quotidien national, l'officieux dakarais *le Soleil*, s'en inquiètent et lancent, de concert avec l'ensemble des partis en lice, des appels pressants à la population pour l'inviter à s'acquiescer de son devoir civique.

Ce décalage entre le pays réel et le pays idéal, traditionnel dans toute l'Afrique postcoloniale, se confirme lorsque, en pleine campagne électorale et de façon totalement imprévue, la jeunesse scolaire et étudiante se met en grève. Elle manifeste d'abord pour obtenir la satisfaction de ses revendications matérielles : puis, une fois rejointe dans la rue par les jeunes chômeurs, elle organise marches et défilés sous la bannière du « *sopli* ». D'une ampleur considérable, la protestation a bien évidemment été l'objet d'une tentative de récupération par les partis d'opposition, même si à l'origine elle était née d'un mouvement autonome.

La jeunesse en révolte, de même qu'un grand nombre d'adultes, n'était pas tant en faveur de M^r Wade et du PDS que contre le PS et le président Diouf. Cette jeunesse se soulevait

gnés par l'exécutif et choisis parmi ses agents. En milieu rural, surtout, il n'est pas rare que le chef de famille vote pour les siens et les chefs de quartier au nom de leurs voisins. Enfin, des dizaines de milliers de cartes d'électeur non retirées par leurs destinataires ont été illégalement distribuées aux responsables du PS.

Aussi, lorsque, tard dans la nuit, le ministère de l'intérieur rend publics les premiers « résultats provisoires et officiels » qui, comme à l'accoutumée, créditent le président sortant et le PS d'une victoire écrasante, cela provoque une explosion aussi violente qu'éphémère, et qui déclenche la répression. Dans la matinée du 29 février, les forces de l'ordre attaquent la permanence du PDS afin d'empêcher M^r Wade d'y tenir sa réunion de bilan post-électorale. Du coup, la protestation tourne à l'émeute et s'étend surtout dans les quartiers populaires de Dakar et de sa banlieue, où le déploiement massif des forces de l'ordre ramène rapidement le calme.

En fin de journée, les autorités arrêtent M^r Wade à son domicile avec dix de ses partisans, dont trois étaient pourtant couverts par l'immunité parlementaire. M^r Amath Dansokho, chef du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), est également arrêté. Peu après, le président Diouf décrète l'état d'urgence avec couvre-feu dans toute la région de Dakar, pour sauver l'« ordre républicain ». Dès lors, la rupture entre la société civile et l'État est consommée.

Ce n'est qu'une fois la situation reprise en main par les autorités que la Cour suprême proclame M. Diouf élu, avec 73 % des voix contre 26 % à M^r Wade, tandis que le PS enlève 103 sièges de député, les 17 autres revenant au PDS. Accueillis par une large fraction de la population avec une colère et une frustration croissantes, on

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

J.P. Vico 20

lain basse

FRANÇOIS MITTERRAND
Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Par l'Assemblée nationale

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.

Le président de la République, François Mitterrand, a été élu à la présidence de la République le 10 mai 1981.



Par
IGNACIO
RAMONET

LE vice-président américain, M. George Bush, est aujourd'hui fort bien placé pour recevoir l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Sa campagne pourtant paraissait terne, et il avait même été battu dans l'Etat de l'Iowa par le « télévangéliste » Pat Robertson. Que s'est-il soudain passé pour que M. Bush bénéficie d'une si grande sympathie dans l'opinion conservatrice ?

Essentiellement : sa victoire sur Dan Rather, célèbre journaliste de la chaîne CBS et présentateur du journal télévisé de plus forte audience des Etats-Unis. Fin janvier, lors d'un entretien en direct, Dan Rather harcela le vice-président en lui posant des questions sur son rôle dans l'affaire de l'« Iran-gate » ; M. Bush, au lieu d'esquiver, contre-attaqua et reprocha au journaliste sa propre attitude quelques semaines auparavant lorsque Dan Rather — pour protester contre un débordement de temps sur son émission — avait, sous le coup de la colère, quitté les studios « au mépris des téléspectateurs ». Dan Rather ne s'attendait certainement pas à une telle riposte : il resta interloqué.

Un tel incident est parfaitement insolite. D'habitude, les hommes politiques — surtout en période électorale — font preuve d'une grande déférence à l'égard des journalistes de télévision ; ils savent que ceux-ci ont la sympathie des téléspectateurs. Mais M. Bush n'ignore pas que cela est en train de

changer ; et qu'une grande partie de l'opinion se montre de plus en plus excédée par la suffisance de certains présentateurs et par le rôle déterminant que joue la télévision dans les campagnes électorales. A cela s'ajoute le fait que Dan Rather est la bête noire des conservateurs américains ; M. Richard Nixon déjà le détestait parce qu'il fut le premier journaliste à le traiter de « tricheur ». En 1985, des politiciens républicains lancèrent même une cam-

pagne pour acheter la chaîne CBS dans le but de l'éliminer. Leur consigne était : « Achetez vingt actions de CBS et devenez le patron de Rather. »

En osant attaquer ce journaliste, M. Bush a prouvé un sentiment de revanche à des millions d'électeurs républicains. Dès le lendemain de cet incident, ses partisans exhibaient des T-shirts avec des slogans comme : « Votez Bush, licenciez Rather » ou « Bush 1, Rather 0 ».

Des « consommateurs de politique »

CETTE affaire prouve, une fois encore, l'importance de la télévision dans les enjeux électoraux. Les campagnes s'organisent, aussi bien aux Etats-Unis qu'en France, autour de ce média qui demeure l'instrument privilégié pour s'adresser en bloc à la masse des électeurs. La radio n'atteint plus qu'un public trop fragmenté ; l'affichage est de plus en plus considéré comme négligeable ; et les meetings à travers le pays n'ont pour objectif que d'obtenir un passage non payant dans les journaux télévisés des stations régionales. L'un des grands soucis des consultants en communication est d'ailleurs de « créer des événements » autour des candidats pour qu'ils aient accès gratuitement à la télévision.

Tous les hommes politiques font cela. M. Ronald Reagan lui-même, au début février 1988, à la veille d'un vote du Congrès sur l'aide aux « contras », a essayé de lancer à la télévision un « message à la nation ». Mais les trois grands réseaux (ABC, CBS, NBC) qui touchent, à une heure de grande écoute, 70 % des téléspectateurs ont refusé de diffuser ce message en constatant que le discours de M. Reagan « ne contenait rien de nouveau sur

la politique des Etats-Unis en Amérique centrale ». Les chaînes avaient déjà, le 14 octobre 1987, refusé de transmettre un appel du président en faveur de la nomination du juge Bork à la Cour suprême.

Pour avoir accès à la télévision, la meilleure solution consiste, aux Etats-Unis, à acheter du temps d'antenne et à diffuser des « spots politiques ». Mais cela coûte excessivement cher. La production d'un spot revient, en moyenne, à 30 000 dollars, et sa diffusion, à une heure de grande écoute, peut aller jusqu'à 100 000 dollars pour un seul passage. Or il faut produire plusieurs spots et multiplier les passages. La télévision en arrive à absorber ainsi la part prin-

DÉBATS ÉLECTORAUX ET Apothéose des images,

cipale des frais d'une campagne. Pour un résultat intellectuel fort insatisfaisant. Car un spot ne permet pas au candidat de s'expliquer sur le fond, ni de développer une argumentation construite. La politique est une certaine forme de la pédagogie, et il est impossible de faire de la pédagogie en quelques dizaines de secondes. L'apothéose des images implique l'évacuation des idées. En dehors même des spots, le rythme de la campagne interdit tout traitement sérieux des grands problèmes. David Garrà, un consultant électoral américain, résume ainsi avec ironie l'époque : « Vingt-neuf débats avant les conventions de chaque parti, avec six candidats par débat, et un meneur de jeu. Chaque candidat a deux minutes pour expliquer son programme de politique étrangère, deux minutes pour son programme politique et économique... (1). »

Les citoyens étant de plus en plus occupés à consommer, les conseillers des candidats les considèrent tout simplement comme des « consommateurs

de politique » ; la fonction des spots tend donc à être la même que dans le domaine commercial. L'un des pères de la communication politique américaine, Rosser Reeves, résumait d'ailleurs ainsi l'objectif des spots : « L'imaginer dans l'électeur dans l'histoire locale comme dans une pharmacie lorsqu'il s'agit de choisir entre deux pâtes dentifrices. Il choisira finalement la marque dont on lui a le plus parlé (2). »

Cette excessive médiatisation transforme les leaders politiques en vedettes populaires et conduit les chaînes à proposer au public, friand d'inscriptions, des portraits sans complaisance des candidats. Gare alors à ceux qui n'auraient pas un parcours de vie irréprochable. La télévision enquête sur le passé lointain des candidats, épingle leur comportement présent et dénonce tout écart de conduite. M. Gary Hart n'est

(1) *Libération*, 7 février 1988.

(2) Cité par Vance Packard dans *La Persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, Paris, 1984, p. 179.



La civilisation libérale

(Suite de la première page.)

Le mythe vieillit, c'est celui du consensus : les principales composantes de la société communieraient dans la poursuite de quelques grands objectifs. Le ralliement des socialistes à la stratégie de dissuasion nucléaire, à un temps, créa l'illusion. Mais les dissensions restent grandes en matière de doctrine d'emploi des divers systèmes d'armes. De même, à l'évidence, aucun consensus n'existe sur les principales questions de l'heure : enseignement, recherche, fiscalité, interventions économiques de l'Etat, statut de la Nouvelle-Calédonie, conception du maintien de l'ordre, avenir de la Communauté européenne, relations avec l'Afrique, système monétaire international, etc. Ah ! si l'on pouvait offrir du rêve aux Français, les persuader que les vieux clichés droite-gauche appartiennent à la préhistoire de sociétés que l'on prétend postindustrielles...

Un moyen efficace permet cependant de donner l'impression que le consensus gagne du terrain : pour ce faire, il suffit de tenir le grand public dans l'ignorance, de ne point trop lui parler des raisons et des conséquences de telle ou telle option, de le traiter en mineur insipide à entrer dans la complexité de savants dossiers que les gouvernants, eux, gèrent avec une parfaite maîtrise... L'art d'éviter les véritables problèmes laisse ainsi un champ d'autant plus large aux attaques personnelles. Appauvrissant l'information, gommant les difficultés, évacuant toute réflexion et tout débat, le consensus est antinomique de la démocratie.

Quant aux techniques que l'on dit modernes, la classe politique les emprunte au petit monde du commerce. Etudes de marché : d'une éblouissante précision scientifique, elles révèlent qu'il faudrait simultanément augmenter les revenus des agriculteurs, les pensions des personnes âgées, les crédits de l'enseignement, etc. Vente à crédit : le gouvernement distribue des subsides en pleine campagne électorale, et chacun promet de satisfaire tout le monde — votez aujourd'hui, vous paierez demain. Sondages : quel parti lavez plus blanc ? Publicité : débile mais jamais mensongère ; d'ailleurs, disent les professionnels, la publicité possède toute la dignité d'une information ; ils savent pourtant que, pour faire mouche, la publicité doit être fastidieusement répétitive, alors que, dentée périssable, l'information se renouvelle sans cesse.

Ce commerce politique coûte de l'argent ? Beaucoup d'argent, en effet, pour vendre du vent. Heureuse surprise : l'argent qui finance les campagnes électorales n'est pas, lui, consensuel. A la douzième lumière d'intérêts

bien concrets, le portefeuille redécouvre spontanément les allégeances de partis, les oppositions propres au débat contradictoire, essence de la démocratie (3). La nette disparité des ressources financières dont disposent la gauche et la droite devient le superbe hommage que l'esprit partisan rend à la confrontation d'idées et d'intérêts que d'aucuns voudraient noyer dans les brumes du consensus.

IDÉES et intérêts ? Les premières sont toujours fort utiles pour servir les seconds. Dans tous les camps. Drapées dans l'idéologie floue d'un très vieux néolibéralisme, les forces conservatrices ont depuis deux ans comblé de faveurs leur clientèle et tenté non sans succès de grignoter des « conquêtes sociales » chèrement acquises au fil des générations. Et voilà que soudain, à l'approche du scrutin, la droite vacille sur ses bases, paraît moins sûre de ses dogmes : elle offre au agriculteurs, multiplie de généreuses ouvertures en direction de quiconque dispose d'un bulletin de vote. Oubliées les féroces dénonciations du « social-étatisme » coupable de fausser le jeu du marché, mises au rancart l'exaltation du goût du risque et la condamnation de cette « mentalité d'assistés » qui paralyse l'économie. Tout bien pesé, le darwinisme social — que le meilleur gagne, et périssent les faibles — est un mauvais argument électoral.

Et les « forces de progrès » ? Encore à leur aise pour vitupérer toute concession au racisme, elles semblent ne plus avoir d'idées claires sur les intérêts

qu'elles doivent défendre. Ceux des couches défavorisées ? Mais qui donc ne leur promet monts et merveilles ? Si bref qu'ait été son passage au pouvoir, la gauche a mis beaucoup d'eau dans le moulin. Nul ne lui en ferait grief si elle proposait une autre manière de gérer strictement, en vue d'une plus grande équité. Mais gérer pour gérer... A-t-elle peur de déclarer ses ambitions, ou bien les aurait-elle laissées s'édulcorer ? Croit-elle encore que, selon la formule naguère lancée par M. Helmut Schmidt, « les profits d'aujourd'hui sont les emplois d'après-demain » ? N'a-t-elle pas compris que, au temps de la robotisation de la production, cette vieille logique a fait long feu ?

Mais alors qu'attend-elle pour précéder l'extension de l'économie sociale, le développement du secteur non marchand, les sociétés à but non lucratif, toutes activités créatrices d'emplois et qui, sans sacrifier la rentabilité, misent moins sur le profit à court terme que sur la production utile de biens matériels et immatériels ? Si performante soit-elle, une entreprise — qui bénéficie pourtant d'allègements fiscaux et de grandes facilités de licenciement — n'a pas reçu mission de veiller au bien-être de la communauté nationale. Ce rôle appartient à l'Etat, aux pouvoirs régionaux, aux collectivités locales, qui disposent de vastes moyens d'intervention.

Vent-on faire croire à un « consensus » euro-américain pour propulser tout l'Occident sur la route lumineuse d'un libéralisme salvateur ? Passe encore que l'un quelconque des aspirants à la présidence des Etats-Unis et,

en France, les candidats de droite n'osent mettre en cause le non-système monétaire qui profite fastueusement à l'économie américaine au détriment de l'Europe et de autres régions du monde. Mais ce lourd silence de la gauche...

Pourquoi ne pas dire aux Français ce que nul n'ignore aux Etats-Unis ? Par exemple ceci : symbole de la nouvelle société en train de naître, le nombre des sans-abri ne cesse de croître dans la patrie de M. Ronald Reagan — quelque trois millions de personnes selon les estimations officielles ; en décembre dernier, la Conférence des maires a annoncé que vingt-quatre sur vingt-cinq grandes agglomérations verraient leur flot encore grandir en 1988. Début février, un sondage a révélé que le sort des sans-logis et des affamés — la faim, en Amérique ! — serait le problème numéro deux posé au futur président : juste après le déficit du budget fédéral, bien avant le contrôle des armes nucléaires et la lutte contre le SIDA (6). Le libéralisme accouche d'un bien étrange civilisation.

CIVILISATION ? Mais oui, c'est bien de cela qu'il s'agit, en France comme aux Etats-Unis, dans ces élections qui interviennent en un moment où tout change en profondeur. Tout : les modes de production et le statut de l'emploi, les valeurs qui imprègnent une société, les relations avec l'Est comme avec le tiers-monde surendetté, la finalité même de l'économie, les normes qui régulent les relations sociales, la communication et la culture de plus en plus livrées aux affaires.

Et c'est ce monde effervescent, à la fois fascinant et plein de risques, que l'on voudrait aborder avec des idées qui datent du siècle dernier. Peut-être est-ce par pudeur, pour ne pas étaler l'archaïsme de leurs conceptions, que, sur les deux rives de l'Atlantique, les candidats à la magistrature suprême se repaissent de généralités, se complaisent dans les banalités. Mais cette explication ne leur fait-elle pas trop crédit ? Comme leurs prédécesseurs des années 30, qui couraient l'échine en attendant les cinquante millions de morts de la seconde guerre mondiale, faut-il imaginer que, pris au dépourvu, aveuglés par leurs calculs au jour le jour, ils ne voient pas venir les grands déchirements économiques et sociaux annoncés par tant de signes avant-coureurs ?

Une civilisation nouvelle est en gestation, rendue inflexible et maltraitée par l'essor des nouvelles technologies, la généralisation de l'accès à l'enseignement, la mondialisation de l'économie, l'élargissement du champ des connaissances. Attendra-t-on

l'effondrement de l'ancienne société pour donner un grand coup de balai dans des théories économiques périmées ? Ou bien veut-on prendre à bras-le-corps cette chance inespérée d'imaginer un « new deal », une autre définition des règles du jeu, une manière moderne de percevoir les relations entre l'homme et la production ?

DE part et d'autre de l'Atlantique, laissons faire les néolibéraux, moins satisfaits de leur bilan qu'ils ne veulent bien le dire, mal consolés de leur impuissance. Et alors se déploieront simultanément sous nos yeux quelques spectaculaires réalisations industrielles et les ravages de la grande pauvreté, d'admirables avancées scientifiques et une régression sociale, l'insupportable satisfaction de quelques-uns et la sombre morosité de tous ceux qui ne se sera pas posé le bienveillant regard des dieux de la fortune. Ainsi se met en place la « civilisation » libérale.

« Jamais autant qu'aujourd'hui le capitalisme n'avait administré la preuve de sa capacité d'améliorer le sort des pauvres et d'engendrer des mœurs démocratiques », affirme M. Michael Novak (7). Mais quelque trente-cinq millions de pauvres et environ 50 % d'abstentionnistes aux Etats-Unis osent ne pas partager cette ardente conviction. Le système, répond M. Robert Lekachman (8), « tend à corrompre les vertus bourgeoises, comme la thésaurisation, qui favorisent l'essor du capitalisme » et, en outre, il « mine nos institutions politiques ; l'inégalité de la distribution du pouvoir économique [...] se traduit par une inégalité de la répartition du pouvoir politique ».

Ancien PDG de la banque Citicorp, président du groupe des conseillers économiques de M. Reagan, M. Walter B. Wriston proclame ingénument ce qu'aucun libéral français n'a encore osé avouer : « La morale est une affaire strictement personnelle, sans rapport avec les institutions politiques et économiques (9). Qui donc voudrait considérer comme une « civilisation » le produit d'un système par avance coupé des injustices par lesquelles il gangrène la société ?

CLAUDE JULIEN.

(5) Voir dans ces pages les articles d'Ignacio Ramonet et de Christian de Brie.

(6) Cf. *US News and World Report*, 29 février 1988.

(7) Auteur notamment de *The Spirit of Democratic Capitalism*, ancien « catholique de gauche » converti au libéralisme ; dans un débat publié par *Harper's Magazine* et repris par *Dialogue*, n° 4, 1987, sous le titre « Capitalisme et morale ».

(8) Auteur de *The Age of Keynes* et de *Good Is Not Enough*, dans le même débat.

(9) Même débat.

Dans notre numéro de mai

SOCIÉTÉS ÉCLATÉES PLANÈTE ÉCARTELÉE

L'économie souveraine se propose d'unifier le monde. Jamais l'humanité n'avait disposé d'autant de richesses ; et pourtant, les inégalités s'aggravent au cœur même des pays les plus prospères. Les sociétés éclatent alors que notre planète elle-même se déchire. Dans les villes surpeuplées du tiers-monde, de nouvelles tensions explosives remettent en cause le modèle de civilisation urbaine. Quel sens donner au progrès, au travail humain quand reculent les principes de la démocratie ?

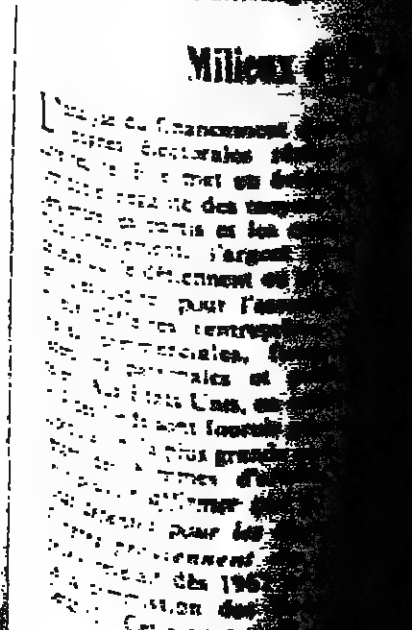
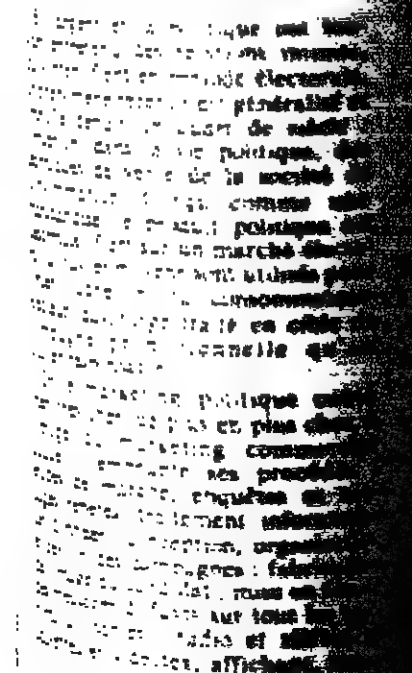
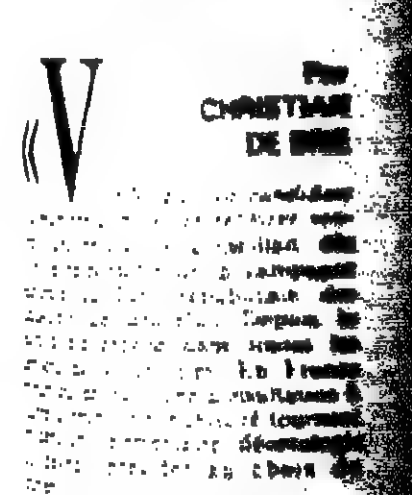
Un dossier de huit pages :

● Les nouveaux déchirements, du Nord au Sud ● Le recul des classes moyennes aux Etats-Unis ● La pauvreté en France et en Europe ● La faillite du modèle urbain dans le tiers-monde ● Les coûts de l'innovation technologique ● L'égalité sous le règne libéral ● Les slogans de la modernité ● La mise en condition médiatique ● Les ghettos culturels des exclus.

EXPLORATION vacuation



Débo



EXPLORATION DE L'AVENIR évacuation des idées

pas, il s'en faut, la seule victime de ce jeu de massacre qui fait dire à l'historien Jean-Noël Jeanneney : « L'idée est assez effrayante qu'on ne pourra bientôt plus avoir comme président des Etats-Unis que quelqu'un qui aura été élevé sous une cloche de verre ; un garçon qui n'aura pas vu de femmes jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, à qui on en présentera une seule, et qui fera des enfants qui seront eux-mêmes élevés sous cloche (3). »

Au regard radicalisme puritain que portent les chaînes sur les meurs des candidats s'ajoute l'effet des « négative spots », c'est-à-dire ces spots où l'on démolit l'adversaire en insistant sur les révélations destructrices faites par les médias (4). Conséquence : en 1958, 58 % des citoyens américains avaient confiance dans les hommes politiques ; trente ans plus tard, ils ne sont plus que 19 %. En France aussi grâce à la télévision, les dirigeants sont entrés de plain-pied dans la culture de masse. Or celle-ci concerne essentiellement la vie

privée (celle des stars, des rois, des héros sportifs) et se situe dans la sphère de l'apolitisme ou de l'extrapolitisme. Le public veut donc les voir dans leur comportement quotidien, dans l'univers de leur vie privée qui devient, dans un système très médiatisé, plus important que leurs opinions strictement politiques. C'est en définitive sur leur comportement privé qu'il seront jugés plutôt que sur leurs idées.

Chacun est convaincu - dit l'historien Théodore Zeldin - que les hommes politiques ont, en définitive, peu de pouvoir sur les grands problèmes de la vie : le chômage, la pauvreté... Ce qui compte c'est la générosité, la qualité de la relation avec les citoyens, et c'est à travers la télévision que l'on peut se faire une idée du capital de sympathie d'un homme public (5).

Tel est l'objectif, par exemple d'une émission comme « Questions à domicile » qui voudrait présenter les responsables politiques dans leur contexte familial. Certains ont senti le risque, et au lieu de leur domicile, proposent de recevoir les animateurs de l'émission dans leurs bureaux hâtivement humanisés. Afin que tout reste dans la sphère publique.

En France, les spots politiques demeurent interdits. Aussi, pour avoir accès à la télévision, en dehors des temps d'antenne prévus dans le cadre de la campagne électorale proprement dite, les candidats doivent faire preuve d'astuce. Sont, bien sûr, favorisés ceux qui, en raison de leurs fonctions, ont des acti-

vités pouvant donner lieu à un compte-rendu dans les journaux télévisés. En premier lieu, le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, qui n'a pas manqué, en ce début de 1988, de multiplier les déplacements, les visites, les participations à des rencontres internationales et ainsi - sans faire campagne - a été plus souvent présent qu'aucun autre candidat dans les journaux télévisés du soir (6).

M. Jacques Chirac, premier ministre et maire de Paris, n'a pas été en reste.

La guerre des médiateurs

De plus en plus, en France aussi, les électeurs fondent leur jugement sur les interventions des candidats à la télévision. Mais l'affichage reste malgré tout un espace d'expression privilégié. Même si certains experts en communication le considèrent obsolète : « Pour les présidentielles - dit par exemple Claude Marti - montrer sa tête par voie d'affiche, ça n'a aucun intérêt. L'affiche c'est fini (8). » De surcroît, l'affiche agace les citoyens, car, contrairement à l'émission de télévision que l'on peut ne pas regarder, elle s'impose dans le paysage urbain et les forces à la voir. Dans la campagne actuelle, elle illustre bien l'ère du vide et brille par un laconisme qui frôle l'aphasie. Un seul mot pouvant tenir lieu, le plus souvent, de programme : « l'ardeur », « le courage », « la volonté », « la génération », « la confiance »...

L'image l'emporte sur le verbe, sur les idées. Celles-ci, d'ailleurs, doivent rester assez abstraites, vagues, imprécises. Car tout l'objectif des campagnes est d'essayer de convaincre à peine 10 % d'indécis. C'est pourquoi, interrogés sur le type de campagne que devait faire M. Mitterrand, certains conseillers n'hésitent pas à proposer « qu'il fasse court et obscur » (Claude

Marti) et que sa campagne soit « brève et floue » (Jean-Claude Parodi) (9). Les électeurs - même ceux, fort nombreux, qui souhaiteraient se déterminer sur de vrais critères politiques - sont donc sollicités d'entrer dans le jeu des oppositions de personnes et dans la stratégie de séduction imaginée par les conseillers en communication des candidats. Ces conseillers savent que le grand public, selon les lois de la culture de masse, demande aux leaders politiques de posséder quatre vertus principales : la chaleur humaine, la conviction, la sincérité et, en dernier lieu, l'intelligence. Aucune de ces qualités n'est forcément politique. Et, partant des mêmes données, chaque conseiller en communication cherchera à séduire, au profit du candidat qu'il met en images, le plus grand nombre de citoyens.

Dès les années 50, le leader démocrate américain Adlai Stevenson déclarait : « Pouvoir faire la publicité des candidats à la présidence, comme s'il s'agissait de produits alimentaires est l'ultime indignité infligée à l'esprit démocratique. » Les campagnes électorales deviennent en effet, par la force des médias, une joute où s'affrontent



en réalité, non plus des candidats, mais des médiateurs, des experts en marketing, des conseillers en communication. Le 24 avril et le 8 mai prochains nous saurons, enfin, qui des conseillers des principaux candidats aura effectivement gagné cette élection. M. Jacques Séguela (Mitterrand), M. Jean-Michel Goudard (Chirac) ou M. Jacques Bille (Barre).

Tel est, chacun l'aura compris, l'enjeu véritable de cette élection qui déterminera, pour la durée d'un septennat, une nouvelle philosophie de la communication. La guerre des médiateurs (avec leurs campagnes, leurs stratégies, leurs offensives, leurs cibles et leurs bombardements d'images) l'emporte en intérêt sur le débat pitoyable des candidats. Et l'on finit par oublier que c'est la démocratie qui se trouve ainsi humiliée.

IGNACIO RAMONET.

- (3) Extrait de l'ouvrage de Sylvie Bism et France de Nicolay, *La Douceur de l'audience*, numéro 17, spécial « Télévision-spectacle politique », janvier-février 1988.
- (4) Et cela en toute impunité. Les « négative spots » sont protégés par le premier amendement de la Constitution américaine sur la liberté d'expression ; ils peuvent donc soutenir les pires contre-vérités sans encourir aucune poursuite.
- (5) *Lessons de l'audience*, op. cit.
- (6) Marie Guichoux, « Les bonnes recettes pour figurer au menu de vingt heures », *Libération*, 7 mars 1988.
- (7) Livre absolument à son sujet : Noël Nel, *A fleurs mouchées. 25 ans de débats télévisés*, INA, la Documentation française, Paris, 1988.
- (8) *Le Quotidien de Paris*, 14 janvier 1988.
- (9) *Le Nouvel Observateur*, 29 janvier 1988.

Débordement des puissances d'argent

« V » Par CHRISTIAN DE BRIE

ENDEZ vos candidats à la manière dont les entreprises vendent leurs produits », conseillait, dès 1956, le responsable de la campagne électorale du Parti républicain des Etats-Unis, Leonard Hall. Depuis, la leçon a été apprise dans toutes les démocraties occidentales. En France en particulier, où, d'une consultation à l'autre, corruption et publicité tournent en dérision l'élémentaire déontologie qui devrait présider au choix du citoyen.

Si l'argent et la politique ont toujours entretenu des relations intimes, qui s'intensifient en période électorale, un phénomène récent s'est généralisé et amplifié depuis un quart de siècle : l'irruption, dans la vie politique, des techniques de vente de la société de consommation. Conçu comme une marchandise, le produit politique est désormais offert sur un marché électoral où tous les moyens sont utilisés pour forcer l'adhésion du consommateur électeur, d'avantage traité en cible de campagne promotionnelle qu'en citoyen responsable.

Or le marketing politique coûte cher, très cher, de plus en plus cher, à l'image du marketing commercial auquel il emprunte ses procédés : études de marché, enquêtes et sondages répétés, traitement informatisé des données ; conception, organisation et gestion des campagnes ; fabrication de l'image du candidat ; mise en forme des messages diffusés sur tous les supports utilisables : radio et télévision, cassettes et vidéotexte, affichage, bulle-

tins, plaquettes, journaux et achats d'espaces dans la presse, grands rassemblements montés en spectacle, campagnes téléphoniques, publipostage sur électeurs ciblés, objets publicitaires divers, etc. S'y ajoutent les frais de transport (avions privés) et d'hébergement de toute une équipe d'accompagnateurs, les locations de bureaux, de matériel et de moyens de communication (téléphone, télex, studios d'enregistrement), les rémunérations versées à une foule d'intermédiaires et de spécialistes, des consultants au service d'ordre. La liste est longue.

Il faut aujourd'hui beaucoup d'argent pour jouer du droit de parler et de participer au débat. En vingt ans, le montant des dépenses électorales a été multiplié par dix, doublant en moyenne à chaque nouvelle consultation, pour atteindre vraisemblablement le milliard de francs aux élections nationales en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, le milliard de dollars aux Etats-Unis. Pour l'élection présidentielle française de 1988, on laisse entendre que les trois principaux candidats dépenseront chacun de 200 à 300 millions de francs, ceux du Parti communiste et du Front national, de 80 à 150 millions. Si tel était le prix à payer pour le débat d'idées, l'évaluation critique des programmes et des hommes, il n'y aurait peut-être pas lieu de s'en offusquer. Les protagonistes des campagnes modernes ne manquent pas de souligner que ces dépenses représentent environ 30 francs par électeur, à peine le prix d'une place de cinéma, une fois tous les cinq ans en moyenne ; pour que s'exerce la démocratie politique, ce n'est pas trop cher payé. Mais l'on se doute bien que ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Milieux d'affaires et clientélisme

L'analyse du financement des campagnes électorales révèle une autre réalité. Elle met en évidence la formidable inégalité des moyens financiers entre les partis et les candidats. Traditionnellement, l'argent provient de ceux qui le détiennent ou le contrôlent, c'est-à-dire, pour l'essentiel, des milieux d'affaires (entreprises industrielles, commerciales, financières, fédérations patronales et professionnelles). Aux Etats-Unis, on estime que 90 % des fonds sont fournis par 1 % de la population, la plus grande partie provenant des hommes d'affaires. « Je crois pouvoir affirmer que 95 % des fonds dépensés pour les élections au Congrès proviennent du secteur privé », révélait dès 1967 le président de la commission des finances du Sénat (1). Cet argent va tout naturel-

lement à ceux qui défendent leurs intérêts. Dans tous les pays, la droite et les conservateurs en recueillent la majeure part, dans un rapport de un à dix. Même si à titre de police d'assurance multirisque, les gens d'argent ont pris l'habitude de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier et de « beurrier les deux côtés de la tartine » en corrompant les gauches respectables.

Inégalité entre les partis et les majorités qui occupent le pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition. Le contrôle de l'appareil d'Etat ouvre l'accès à des moyens considérables : prise en charge par les services publics de dépenses partisans (personnel, matériel, locaux, transports, téléphone, courriers) ; fonds secrets ; attribution de contrats publics avantageux à des entreprises qui apporteront une aide, en retour, en période électorale ; voire

recours aux commissions occultes sur les grands marchés d'armes ou de travaux publics, aux débits d'inflés sur les opérations financières et monétaires.

S'y ajoute la pratique du clientélisme auprès de certaines catégories d'électeurs, sur lesquels sont saupoudrées en temps utile aides et crédits publics. Les démocrates-chrétiens en Italie ou la droite en France s'en sont fait depuis longtemps une spécialité



UN PLACEMENT DE RAPPORT

ans en avoir le monopole. Et la lettre de Pierre Vianon-Ponté à M. Jacques Chirac est restée ouverte : « Pendant des mois, vous arrosez, vous inondez littéralement [le pays] de crédits, de bourses et de cadeaux ; à fonds perdus, si j'ose dire, puisque il s'agit de nos fonds (2). »

Lorsque toutes ces inégalités se cumulent au profit des droites conservatrices, comme c'est souvent le cas, elles leur procurent un avantage difficile à compenser.

Incapables de financer par leurs fonds propres (cotisations et souscriptions) les énormes dépenses qu'ils engagent dans les campagnes, candidats et partis ont recours à des moyens détournés, le plus souvent illicites. Ainsi, corruption et criminalité financière tendent à devenir le nerf de la démocratie. Prise en charge, en espèces ou en nature, d'une partie des frais par des entreprises amies, dont on espère qu'elle rapportera dix fois la mise. Associations et bureaux d'études dont la principale activité est de débiter des fausses factures, prélevant sur les circuits économiques et financiers une dîme qui ira alimenter les caisses noires. Le procédé rodé au début de la V^e République par les gaullistes avec l'aide de professionnels s'est depuis généralisé, en particulier dans les col-

lectivités locales, à l'ensemble des partis (3). Tous les moyens sont bons, et l'imagination en la matière est sans limites (4). L'argent est rarement refusé, d'où qu'il vienne, y compris de la Mafia - en particulier aux Etats-Unis et en Italie - ou de puissances étrangères réputées hostiles. Partout gravitent autour des responsables politiques de discrets imprimeries financiers, entourés de correspondants habiles à faire rentrer l'argent par des circuits complexes et secrets, et qui prélèvent leur part des profits. L'actuel défer de ces affaires s'élève à un moment, attirent l'attention.

La plupart des pays ont depuis longtemps adopté des législations s'efforçant de moraliser la vie politique. Trois séries de dispositions permettent d'y contribuer : le plafonnement des dépenses électorales des candidats (en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, dans certains cas), mais il est facilement tourné et rarement respecté ; le financement public des campagnes (aux Etats-Unis sur option, en Italie) et des partis (en Allemagne, en Italie), complétés éventuellement par un financement privé, plafonné et déductible du revenu imposable ; la publicité et le contrôle des comptes, organisés dans tous les pays cités, mais rarement assortis de sanctions dissuasives. La nouvelle loi française du 11 mars 1988, prise dans un contexte d'affairisme débridé, reprend les différentes techni-

ques de réglementation, privilégiant les dons privés, qui favorisent les citoyens les plus aisés (5).

Sachant qu'au bout du circuit le financement est supporté par le consommateur-contribuable, il est préférable qu'il assure publiquement plutôt que par le biais de généreux donateurs de l'argent des autres. « Rien ne nous interdit, plus tard, d'améliorer les dispositions prises et de poursuivre l'édification d'un temple jamais achevé, celui de la morale politique », conclut le premier ministre Jacques Chirac en présentant la nouvelle loi à l'Assemblée nationale (6), tandis que déjà l'argent rouille. Car les marchands ont envahi le temple, et personne ne s'avise de le chasser. Un projet pourtant moins utopique qu'il n'y paraît.

Toutes les législations en vigueur tendent seulement à limiter le poids de l'argent dans le processus électoral, dans la démocratie électorale, comme si celle-ci était condamnée à rester sur la défensive, reconnaissant implicitement que la politique est bien une marchandise de plus à consommer, la promotion des ventes électorales un spectacle à financer, dont il faut seulement tempérer les excès. La stricte limitation de la durée des campagnes, des règles déontologiques très précises, le contrôle et la sanction rigoureuse de tous les manquements et débordements devraient contribuer à remettre les choses à leur place.

Des dépenses qui font fuir l'électeur

DANS les pays européens, 85 % à 90 % des électeurs qui participent ont fait leur choix bien avant que la compétition ne s'engage et ne le modifieront pas. Le tapage électoral vise environ 10 % d'électeurs flottants, et les publicitaires reconnaissent qu'une bonne campagne peut déplacer 1,5 % à 2 % des voix. C'est trop cher payé pour un résultat qui risque d'être annulé par celui obtenu en sens inverse par le ou les concurrents.

Il est peut-être temps de s'aviser que les énormes investissements engloutis dans les campagnes électorales sont un échec. Dans aucun pays, ils n'ont amélioré l'information et la participation des citoyens à la vie politique. Au contraire. Aux Etats-Unis, pays à la pointe des dépenses et des techniques de communication, l'abstention s'est accrue avec les coûts de financement ; la moitié des électeurs ne participent pas aux présidentielles, les deux tiers s'abstiennent aux législatives. En limitant la compétition aux coûteuses techniques d'emballage et de promotion de l'image des candidats, les vendeurs de produits politiques font fuir l'électeur,

dès lors que la question n'est plus de savoir s'il reste des différences entre les candidats-produts offerts sur le marché électoral, mais si, en définitive, les différences changent quelque chose.

- (1) M. Russell Long, lui-même enfant chéri de l'industrie pétrolière.
- (2) Lettre ouverte aux hommes politiques, Alain Michel, Paris, 1976.
- (3) Voir parmi les dernières affaires, celle des fausses factures de Nancy ou celle de Lyon.
- (4) Y compris le recours aux bienheureux pères d'un honneur couvert de médailles lancés dans la fausse facture, comme dans l'affaire Flick, en République fédérale d'Allemagne. Pour l'histoire des financements en France, voir André Campana, *L'Argent secret*, Arthaud, Paris, 1976 ; pour la période la plus récente : les « Dossiers du Camard enchaîné », *L'Argent des élections*, mars 1988.
- (5) Plafonnement établi entre 120 et 140 millions de francs des dépenses de chaque candidat à l'élection présidentielle, à 500 000 francs aux législatives ; financement public partiel des campagnes présidentielles, dons privés plafonnés pour les législatives ; publicité et contrôle du Conseil constitutionnel.
- (6) Le 2 février 1988.
- (7) La politique, la vie et le citoyen », *Bulletin d'information du Centre d'information civique*, n° 86, deuxième semestre 1987.

LECTORAUXX des images

de politique : la fonction de tend donc à être la même que celle de la communication politique. Les deux, Rosser Reeves, fondateur de la publicité américaine, ont ainsi l'objectif des spots : « L'idée est assez effrayante qu'on ne pourra bientôt plus avoir comme président des Etats-Unis que quelqu'un qui aura été élevé sous une cloche de verre ; un garçon qui n'aura pas vu de femmes jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, à qui on en présentera une seule, et qui fera des enfants qui seront eux-mêmes élevés sous cloche (3). »

Cette excessive médiatisation des formes les leaders politiques en expose au public, l'histoire de la télévision des portraits sans complaisance a'aurait pas un parcours de vie si proche. La télévision expose le comportement présent et donne l'écart de conduite. M. Gary Hart



RENCONTRE : LA FRANCE, EN PARLE, UNISSONS-LE.

de donner un grand coup de tête dans les théories économiques ? Ou bien veut-on prendre à corps cette chance inespérée d'un « new deal », une nouvelle définition des règles du jeu, une manière moderne de percevoir la relation entre l'homme et la production ?

De part et d'autre de l'Adm que, laissons faire les médias, moins satisfaits de le faire qu'ils ne veulent le faire, mal conscients de leur impuissance à déplorer simultanément nos yeux quelques spéculations industrielles et la rage de la grande pauvreté, d'admettre quelques satisfactions à quelques-uns et la sombre nouveauté de ce qui ne sera pas le bien-être regard des dieux de la terre. Ainsi se met en place la « culture » libérale.

« Jamais autant qu'aujourd'hui le capitalisme n'avait administré la parole de sa capacité à améliorer le sort des pauvres et d'engendrer les « miracles démocratiques », affirmait M. Michael Novak (7). Mais quel miracle-cinq millions de pauvres et 50 % d'abstentionnistes au sein d'une classe de partages qui se rendent convaincus. Le système, écrit M. Robert Lekachman (8), « est à la fois la corruption des vertus bourgeoises, la déshumanisation, qui font de l'homme du capitalisme », et, en outre, il « mine nos institutions politiques ; l'inégalité de la distribution du pouvoir économique [...] se traduit par une inégalité de la répartition du pouvoir politique ».

Ancien PDG de la banque Citicorp, président du groupe des conseillers économiques de M. Reagan, M. Walter Wriston proclame ingénument qu'aucun libéral français n'a encore compris : « La morale est une affaire strictement personnelle, sans rapport avec les institutions politiques et économiques (9). Qui donc voudrait considérer comme une « civilisation » le produit d'un système par lequel les coups des injustices par lesquelles la

- (3) Voir dans ces pages les articles d'opinion de Robert de la Cour et de Christian de Brié.
- (4) *CX US News and World Report*, 25 janvier 1988.
- (5) Auteur notamment de *The Spirit of American Capitalism*, ancien « conseiller du gendre » converti au libéralisme ; dans un livre publié par Harper's Magazine et édité par Bantam, n° 4, 1987, sous le titre « Capitalisme et moralité ».
- (6) *Annuaire de la politique*, dans le même ouvrage.
- (7) *Le Monde*, 24 janvier 1988.
- (8) *Le Monde*, 24 janvier 1988.
- (9) *Le Monde*, 24 janvier 1988.

COMMENT CONCILIER LA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME

Négociations au GATT dans

Le commerce mondial se porte bien en dépit de la crise économique : il a progressé de 4 % en volume l'an dernier. Et pourtant, les grandes négociations multilatérales qui ont commencé voilà plus d'un an à Genève à l'initiative du GATT se déroulent dans un climat d'affrontement. Un regain de nationalisme économique aux Etats-Unis — en partie suscité par le déficit de leur balance commerciale — contribue à aggraver les rivalités entre les grands pays industrialisés, tandis que les pays en voie de développement en sont encore à lutter pour améliorer leur accès aux marchés du Nord. Ils doivent aussi se garder des nouvelles convoitises des industries des services, devenues les véritables moteurs des sociétés post-industrielles.

Par MIRELLE LEMAREQUIER

Guerre des céréales, des vins ; bagarre de la chaussure ; mais aussi guerre de l'acier et conflit entre Airbus et Boeing : le commerce international a ses luttes fratricides, car ses enjeux se chiffrent en milliards de dollars. En toile de fond : les emplois d'un monde industrialisé confrontés depuis plus de dix ans au chômage, et la persistante précarité des conditions de vie dans le tiers-monde.

Si le commerce mondial s'est accru en volume de 4 % l'an dernier, pour atteindre le chiffre record de 2 450 milliards de dollars — la croissance la plus forte des années 80, — le recours au protectionnisme n'a pas diminué et les pays en voie de développement, grands exportateurs de produits de base, attendent toujours un prix plus équitable des matières premières. Le dynamisme du commerce ne doit cependant pas être interprété, selon les experts de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comme l'indice d'un boom de la production ou de l'emploi. Un signe encourageant pour les pays en voie de développement : l'amélioration de leurs exportations et le fait que les quinze pays les plus lourdement endettés (1) aient enregistré un net redressement de leurs résultats commerciaux. En 1987, leurs exportations ont augmenté de 10 % en valeur et leurs importations de 7 %.

Le GATT insiste, dans son dernier rapport sur le commerce international, sur l'essor des exportations des « quatre tiges » : Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour. Le fait qu'ils soient inclus dans le groupe des « pays en voie de développement » suscite un véritable tollé dans bien des négociations internationales. Le 29 janvier dernier, le président Ronald Reagan a annoncé que les Etats-Unis leur retireraient le bénéfice de tarifs douaniers préférentiels, puisqu'ils « ne sont plus en voie de développement », selon

un communiqué de la Maison Blanche. Une opinion qui est généralement partagée par les autres pays occidentaux. La décision du président des Etats-Unis, soumise maintenant au Congrès, consiste à retirer ces quatre Etats de la liste des cent quarante et un pays bénéficiant du système des préférences généralisées, puisqu'ils enregistrent d'importants excédents dans leur commerce avec les Etats-Unis. La réaction la plus vive est celle de la Corée du Sud, qui entend faire appel devant le GATT.

Cette affaire témoigne d'un nouveau renforcement du protectionnisme américain, estimant les pays du tiers-monde, alors qu'à Genève on négocie depuis un an la libéralisation du commerce international. L'objectif de l'Uruguay round, troisième grande négociation commerciale multilatérale,

n'est rien d'autre que la levée de tous les verrous protectionnistes, l'assainissement des marchés, qui ne devraient plus être soumis aux partages des pays industrialisés, et la libéralisation des échanges de services.

Plus de deux milliards d'hommes vivent du travail de la terre et d'autres activités rurales, alors que l'agriculture est à l'origine des tensions commerciales les plus graves de ces dernières années. Une illustration exemplaire en est donnée par le conflit permanent entre la CEE et les Etats-Unis, où les agriculteurs pèsent toujours d'un poids politique important en période électorale. Mais le secteur agricole est également capital pour les pays du tiers-monde, où il fournit parfois les deux tiers des recettes d'exportation. La crise des marchés agricoles s'est nettement aggravée : les échanges mondiaux de céréales et de produits alimentaires stagnent, après avoir connu une croissance annuelle de quelque 35 % en moyenne de 1972 à 1982. Aujourd'hui, sept cent trente millions d'hommes souffrent de la faim alors que les surplus des pays industrialisés, engendrés par la multiplication des subventions, entraînent la chute des cours mondiaux. Les premières victimes en sont souvent les pays en voie de développement — pour le blé, le sucre, le riz, etc. — qui ne trouvent plus d'acheteurs. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les subventions agricoles auraient augmenté ces cinq dernières années de 70 % aux Etats-Unis, de 36 % dans la Communauté européenne et de 18 % au Canada (le cas de l'Australie, avec 38 %, doit être apprécié différemment car en ce pays le recours aux subventions est plus récent).

pour les Etats-Unis). « Des exportateurs efficients, dont l'Australie, avait expliqué le premier ministre australien, M. Robert Hawke, en ont assez d'être pris sous le feu croisé de la surenchère des subventions entre les Etats-Unis et la CEE, assez de se voir interdire des marchés. » Tout en se définissant comme une « troisième force », le groupe de Cairns a adopté des positions qui ne sont pas aux antipodes de celles de Washington, demandant notamment l'abolition totale de toute forme de subvention à l'agriculture dans un délai de dix ans. La CEE est la cible désignée.

Depuis un an, une dizaine de propositions ont été déposées sur la table des négociations, dont les plus importantes sont celles des Etats-Unis, de la CEE, du groupe de Cairns et, plus récemment, du Japon, premier importateur agricole mondial (voir le tableau ci-dessous).

Les Etats-Unis, qui militent pour une privatisation totale de l'agriculture dans un délai de dix ans, ont fait du dossier agricole la pierre angulaire de toute la négociation de l'Uruguay

des subventions aux exportations. « Nous nous efforçons d'obtenir à la conférence de Montréal un texte spécifique, substantiel et clair, démontrant que le round a fait des progrès importants », affirme l'un des négociateurs du Canada, l'un des principaux pays du groupe de Cairns. Quant à la CEE, elle souligne au GATT que les récentes décisions prises au sommet de Bruxelles, en février dernier, pour la réduction des surplus agricoles (taxe de corresponsabilité sur les céréales, par exemple, du même type que celles appliquées sur les quotas laitiers, et mise en jachère d'un million d'hectares) sont des mesures difficiles à faire accepter certes, mais efficaces, alors que les autres négociateurs restent inactifs. « J'ai l'impression que les autres nous regardent et disent : c'est bien, continuez, et ne font rien », estime M. Guy Legras, directeur des affaires agricoles à la Commission européenne. Pour ce dernier, ou bien il y a une crise agricole et il faut aujourd'hui prendre des mesures immédiates ; ou alors il n'y a pas de crise, contrairement à ce qu'affirment les Etats-Unis, l'Aus-



MANIFESTATION DE PAYSANS EUROPÉENS À LUXEMBOURG

Les manifestations de soutien en question

round. « On jugera de l'avancement de cette négociation sur les progrès du dossier agricole », expliquait le 7 mars dernier le représentant commercial américain M. Clayton Youtter. Au début de l'année, ce dernier avait averti la CEE qu'elle aurait à payer un prix beaucoup plus élevé pour sa politique de soutien à l'agriculture si aucun accord international n'intervenait dans le cadre de l'Uruguay round. Les Américains attendent de la conférence qui s'ouvrira à Montréal le 5 décembre prochain pour dresser le bilan de l'Uruguay round à mi-parcours des résultats bien concrets en matière d'agriculture, tandis que, pour la CEE, il s'agit plutôt de faire le point sur les progrès de ces deux premières années. Quelques sénateurs américains, venus récemment à Genève pour appuyer dans le forum de négociations la position de l'administration Reagan, ont affirmé qu'en l'absence, précisément, de résultats concrets la législation des Etats-Unis pourrait devenir beaucoup plus dure en 1990.

Du côté du groupe de Cairns, on attend un accord-cadre avec des engagements bien précis sur l'élimination

triale et bien d'autres. La Communauté se serait en effet entendue répondre à Genève, après l'annonce des mesures drastiques du sommet de Bruxelles, que de telles propositions ne s'inscrivent pas dans la philosophie générale et à long terme de l'Uruguay round.

Enfin, dans la perspective d'un démantèlement des subventions agricoles, tout le monde est d'accord pour utiliser, dans le calcul des coupes des fameux soutiens directs ou indirects, le système ESP — équivalent subvention à la production, — élaboré par l'OCDE et qui permet de quantifier les niveaux de protection et de soutien budgétaire dans le secteur agricole. Grâce à cette méthode, il sera possible d'asseoir la négociation sur une connaissance précise des sommes d'argent insufflées directement ou indirectement dans l'agriculture chaque année.

Banques, investissements, assurances, télécommunications, trans-

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Agriculture : la bataille des subventions

Le montant des subventions agricoles de la CEE et des Etats-Unis aurait varié ces dernières années de 26 à 30 milliards de dollars. Mais les Américains affirment qu'on peut parler de 100 milliards de dollars pour l'Europe des Douze en y incluant ce qu'ils appellent les « onze subventions à la consommation ». Devant de tels calculs, chacun jure de son innocence et dénonce le voisin, attendant que les concurrents se sacrifient avant de démanteler ses propres mécanismes de soutien.

C'est essentiellement parce que la CEE est le premier exportateur agricole mondial que les Etats-Unis demandent, depuis la réunion de la conférence ministérielle du GATT en novembre 1982, une négociation multilatérale sur l'agriculture, s'insurgeant en permanence contre la politique agricole commune. D'autant plus aujourd'hui que leur balance agricole est en déficit depuis 1986, ce qui ne s'était pas vu depuis trente ans. Pour eux, le recul a été particulièrement sévère sur les marchés agricoles d'Asie et de la Communauté européenne. Leurs exportations de maïs, blé et soja (pour ce dernier produit, la concurrence est brésilienne) sont en chute libre.

C'est ainsi que l'agriculture représente la négociation la plus difficile de l'Uruguay round. La déclaration de

Punta-del-Este, adoptée le 20 septembre 1986, véritable tremplin des nouvelles négociations commerciales multilatérales, souligne la nécessité d'examiner non seulement les subventions à l'exportation mais aussi « les autres mesures qui affectent directement ou indirectement le commerce agricole ». Il s'agit là surtout des aides directes accordées par les Etats-Unis à leurs agriculteurs. Ce qui a fait dire aux ministres français du commerce extérieur, M. Michel Noir, et de l'agriculture, M. François Guillaume, qu'« on avait tiré au maximum le champ de la négociation ».

Celle-ci a été entreprise à Genève au début 1987. Bien que multilatérale, elle se déroule entre trois groupes : les Etats-Unis, la CEE et le groupe de Cairns. Ce dernier, constitué en juillet 1986 dans la ville australienne de Cairns, rassemble treize pays dont les politiques économiques sont fort différentes : Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, pour les pays développés du monde occidental ; Argentine, Chili, Brésil, Colombie, Uruguay, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Philippines, pour le tiers-monde ; et, pour le camp socialiste, la Hongrie, qui est l'un des rares pays de l'Est membres du GATT. Le groupe de Cairns, qui représente 550 millions d'habitants, assure 25,6 % des exportations agricoles mondiales (contre 31 % pour la CEE et 13,6 %

Deux exceptions : la Chine et l'URSS

Le GATT compte aujourd'hui quatre-vingt-seize parties contractantes, à l'exception notable de deux géants : la Chine et l'URSS. La Chine faisait partie des vingt-trois membres fondateurs de l'organisation en 1947 ; mais, après la révolution de 1949, le siège fut occupé par Taiwan jusqu'à ce que l'ONU prive Formose de cette place, depuis lors restée vacante.

En 1983, la Chine a commencé les premiers sondages en vue de sa réintégration et, depuis 1984, elle jouit d'un statut d'observateur. Conformément à la procédure prévue au GATT, Pékin a adressé l'an dernier un mémorandum décrivant son système économique, ses échanges avec l'étranger et les réformes envisagées ou déjà entrées en vigueur. La Chine, qui participe, à la différence de l'URSS, à l'Uruguay round, doit être traitée, disent les Américains, comme un candidat normal et non comme un pays réintégré. Mais le retour prendra du temps, même si le commerce extérieur de Pékin « pèse » plus de 80 milliards de dollars.

En revanche, l'accession de l'URSS est beaucoup plus délicate. Moscou effectue des sondages au GATT depuis l'arrivée de M. Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir et n'a pour le moment demandé que son admission à l'Accord multilatéral (AMF). Sa demande de participer à l'Uruguay round a été refusée. Les Etats-Unis s'opposent à l'adhésion des Soviétiques : bon nombre de pays occidentaux — dont ceux de la CEE — souhaitent d'abord pouvoir juger de la réalité des réformes entreprises par l'équipe de M. Gorbatchev. Ils redoutent surtout la création au sein du GATT d'un bloc qui réunirait autour de l'URSS les Etats socialistes ayant déjà adhéré à l'Accord (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et Cuba).

NÉGOCIATIONS AGRICOLES : CE QUE PROPOSENT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES

| | CEE | ETATS-UNIS | GROUPE DE CAIRNS | JAPON |
|--|---|---|---|---|
| OBJECTIF | ● Réduction du déséquilibre entre l'offre et la demande, en tenant compte des facteurs sociaux et naturels. | ● Libéralisation totale du secteur agricole. | ● Libéralisation du commerce agricole et élimination des politiques agricoles qui ont des effets de distorsion. | ● Abolition progressive et totale des subventions aux exportations agricoles (sur une période à négocier). |
| CHAMP D'APPLICATION | ● Ensemble des produits agricoles, de base et transformés, avec une priorité aux secteurs en difficulté. | ● Tous les produits agricoles, forestiers et de la pêche. | ● Tous les produits agricoles. | ● Tous les produits agricoles, forestiers et halieutiques. |
| MESURES D'URGENCE | ● Engagements ponctuels pour un an sur la discipline des prix. Réduction des quantités à exporter pour les céréales, le lait et le sucre. | (Pas de proposition) | (Pas de proposition) | ● « Gel » des subventions à l'exportation à leur niveau actuel. |
| MESURES A COURT TERME | ● Engagements sur la réduction du soutien à la production, en tenant compte des mesures déjà prises. | ● Idée d'un <i>fast track</i> (rythme accéléré) prévoyant des mesures à partir de 1988. | ● Élimination progressive du soutien global, priorité aux subventions directes à l'exportation. | ● Élimination progressive des subventions à l'exportation en excluant de cette démarche les soutiens indirects, partie intégrante des politiques agricoles. |
| MESURES A LONG TERME | ● Réduction notable et concertée du soutien. Réaménagement de la protection extérieure pour réduire les distorsions existantes. | ● Libéralisation totale du secteur en dix ans, à dater de la fin des négociations. | ● Programme de réforme pour une libéralisation durable du commerce, sur la base d'un nouveau code de règles et disciplines du GATT. | ● Fixation de prix à l'exportation pour les principaux produits agricoles, selon une formule rationnelle tenant compte de la spécificité des produits. |
| POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT | ● Traitement spécial et différencié, en tenant compte des besoins du développement. | (Pas de proposition) | ● Traitement différencié et plus favorable. | ● Traitement spécial et différencié. |

LA RECHERCHE

clima

Le climat est un sujet d'actualité. Les scientifiques s'accrochent à élucider les mécanismes de son évolution. Les pays se disputent la maîtrise de son avenir. Les citoyens s'inquiètent de ses effets. Les médias s'emparent de ses nouvelles. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser.

L'affaire du climat est une affaire complexe. Elle implique de nombreux acteurs. Elle nécessite de nombreuses ressources. Elle demande de nombreuses compétences. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions.

Le climat est un sujet d'actualité. Les scientifiques s'accrochent à élucider les mécanismes de son évolution. Les pays se disputent la maîtrise de son avenir. Les citoyens s'inquiètent de ses effets. Les médias s'emparent de ses nouvelles. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser.

L'affaire du climat est une affaire complexe. Elle implique de nombreux acteurs. Elle nécessite de nombreuses ressources. Elle demande de nombreuses compétences. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions.

Le climat est un sujet d'actualité. Les scientifiques s'accrochent à élucider les mécanismes de son évolution. Les pays se disputent la maîtrise de son avenir. Les citoyens s'inquiètent de ses effets. Les médias s'emparent de ses nouvelles. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser.

L'affaire du climat est une affaire complexe. Elle implique de nombreux acteurs. Elle nécessite de nombreuses ressources. Elle demande de nombreuses compétences. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions.

Le climat est un sujet d'actualité. Les scientifiques s'accrochent à élucider les mécanismes de son évolution. Les pays se disputent la maîtrise de son avenir. Les citoyens s'inquiètent de ses effets. Les médias s'emparent de ses nouvelles. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser. Les politiques s'efforcent de le contrôler. Les entreprises s'adaptent à ses variations. Les chercheurs s'efforcent de le comprendre. Les citoyens s'efforcent de le maîtriser.

L'affaire du climat est une affaire complexe. Elle implique de nombreux acteurs. Elle nécessite de nombreuses ressources. Elle demande de nombreuses compétences. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions. Elle implique de nombreuses actions. Elle nécessite de nombreuses mesures. Elle demande de nombreuses interventions. Elle exige de nombreuses décisions.

1988-1989

PROTECTIONNISMES ATT dans

des subventions aux exportations...
« Nous nous efforçons d'obtenir...
conférence de Montréal...
que le round a fait des progrès...
», affirme l'un des principaux...
du Canada, l'un des principaux...
groupe de Cairns. Quant à la CEE...
d'exportation prises au sein...
Brasile, en février dernier, la...
réduction des surplus agricoles...
de responsabilité sur les crédits...
exemple, du même type que...
appliquées sur les quotas...
mise en jachère d'un million...
tarifs) sont des mesures...
alors que les autres...
tout intact. « J'ai l'impression...
autres sous regardent et disent...
bien, continuent-ils, et ne font...
estime M. Guy Legras, directeur...
affaires agricoles à la Commission...
européenne. Pour ce dernier, on...
y a une crise agricole et il faut...
prendre des mesures immédiates...
alors il n'y a pas de crise, contrairement...
ce qu'affirment les Etats-Unis, l'Aus-

ET LA RECHERCHE DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS un climat d'affrontement

ports, tourisme, spectacles, loisirs, et toutes les formes de la technologie... Les services sont aujourd'hui le secteur économique le plus important de la société post-industrielle. Bien qu'il n'ait jamais été véritablement défini et quantifié, les experts du GATT estiment qu'il représente désormais près du tiers du commerce international. Le premier exportateur en est la CEE, devant les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Suisse (2).

Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la CEE ont donc demandé que la libéralisation du commerce des services soit le point fort

de l'Uruguay round. Les Américains en avaient même fait une condition préalable à l'ouverture des nouvelles négociations dans lesquelles, en revanche, les pays en voie de développement refusaient de les inclure. Leurs chefs de file en la matière, l'Inde et le Brésil, ont toujours fait valoir en effet que les services n'étaient pas du ressort du GATT et qu'il était plus urgent de s'attaquer à la lutte contre le protectionnisme, qui frappe de plus en plus les exportations de marchandises du tiers-monde vers les marchés du Nord.

ensuite des accords sectoriels. Les Américains mettent en avant les principes de la transparence, de la non-discrimination et de l'application du traitement national aux fournisseurs étrangers. Ces derniers devraient donc avoir accès à part entière aux réseaux de distribution locaux, aux entreprises locales et à leur personnel, aux consommateurs et aux licences. Ce qui correspond à la stratégie des multinationales à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché. Le projet américain suggère également d'interdire les subventions à l'exportation et d'établir certaines règles pour les subventions intérieures. Cependant, des exceptions pourraient être faites.

pour les deux nouveaux dossiers de l'agriculture et des services. En fait, rien ne peut se faire sans eux, même si les Etats-Unis, la CEE et le Japon sont les trois piliers de la négociation.

Mais le tiers-monde n'est pas un groupe homogène, moins que jamais aujourd'hui. Une trentaine d'Etats, en Asie et en Amérique latine, sont désormais qualifiés de « nouveaux pays industriels », et les clivages sont inévitables dans des négociations aussi spécifiques et concrètes que celles du

GATT. Les intérêts des « quatre tiges » - Taiwan, Hongkong, Singapour et Corée du Sud - ne peuvent être identifiés à ceux du Bangladesh ou des pays africains. C'est donc en rangs plus dispersés que le tiers-monde négocie, à la différence des discussions à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), où le « groupe des 77 » (qui rassemble actuellement plus de cent vingt-cinq Etats) forme un front commun face aux Etats du Nord.

L'affaire des riches ?

EN fait, les pays du tiers-monde ont estimé d'entrée qu'ils n'avaient rien à gagner à une telle négociation. Les plus pauvres craignent en effet de laisser envahir leurs marchés par les services des pays développés, tandis que ceux dont l'économie est mieux assise, tels l'Inde et le Brésil, entendent protéger leur industrie naissante. Le Brésil est un exemple typique : deuxième pays informatique des Amériques, il représente 30 % de celui de l'Amérique latine. Son marché dépasse celui de certains pays de l'OCDE comme la Suisse, la Belgique ou la Suède. Le gouvernement de Brasilia limite les importations et restreint la fabrication locale des groupes étrangers. En 1980, l'industrie informatique de ce pays n'occupait que 12 % du marché en volume ; en 1985, elle représentait 70 % du nombre d'ordinateurs vendus - mais les mini-ordinateurs y revendraient 130 % plus cher qu'aux Etats-Unis.

du tiers-monde ne soient pas tenus à l'écart d'un tel enjeu.

L'autre grand problème concerne le rythme des négociations. Les Etats-Unis, la CEE et d'autres pays de l'OCDE souhaitent que l'on avance très vite, alors que des Etats comme l'Egypte, l'Argentine, l'Inde ou la Yougoslavie voudraient que l'on s'entende d'abord sur les principes avant de passer aux secteurs à négocier. La négociation a enregistré de nets progrès en l'espace d'une année, et une trentaine de propositions ont été avancées. Ce sont la CEE et les Etats-Unis qui ont le plus défriché le champ à négocier. Ce que proposent les Etats-Unis représente une sorte d'accord-cadre permettant de faciliter la libéralisation du commerce des services. Leur projet vise à obtenir l'engagement de « geler » les mesures restrictives à l'égard des fournisseurs étrangers de services comme point de départ pour négocier

La Communauté européenne a une approche plus nuancée, préconisant notamment l'élimination de toutes les réglementations établissant une discrimination entre fournisseurs étrangers de services. Elle demande aussi que les prestataires étrangers de services puissent, dans chaque pays, bénéficier d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux nationaux. Dans un premier temps, la CEE souhaite que les pays membres du GATT s'engagent à ne pas adopter de nouvelles réglementations discriminatoires. Ainal propose-t-elle la réalisation d'un inventaire des réglementations nationales sur les services qui permettraient d'identifier celles qui font actuellement obstacle aux échanges, afin de les éliminer.

Sur les quatre-vingt-seize Etats ayant adhéré au GATT, 70 % sont des pays en voie de développement. Ceux-ci ont participé très activement, et souvent de façon déterminante, à la préparation de l'Uruguay round, notamment

L'attente des pays du tiers-monde

CE qu'attendent néanmoins de l'Uruguay round l'ensemble de ces pays, c'est d'abord l'élimination de toutes les mesures protectionnistes qui font obstacle à leurs exportations, notamment de produits manufacturés et semi-finis. A cet égard, la décision de la CEE, le 8 mars dernier, de lever les restrictions quantitatives sur cent vingt et un secteurs du commerce international (des sacs de jute aux racines de chicorée, en passant par l'assemblage de câbles électriques pour les avions) marque une première étape dans cette direction.

Mais les pays en voie de développement souhaitent aussi pouvoir écouler leurs exportations agricoles et leurs produits alimentaires sur de nombreux marchés qui leur sont encore fermés. Si l'abolition des subventions aux exportations agricoles est une revendication, ils

craignent cependant que cette levée des soutiens ne provoque la hausse des prix mondiaux.

En octobre dernier, la Communauté européenne a fait des propositions bien précises pour les produits tropicaux : elles portent sur 5 % du commerce mondial, mais représentent 40 % des exportations du tiers-monde. L'offre communautaire distingue les produits tropicaux industriels - tels que cacao, thé, café, bois tropicaux, caoutchouc naturel, jute, etc. - et les produits tropicaux agricoles comme les épices, les huiles essentielles, les fruits, etc. Pour le premier groupe, une série de réductions des droits de douane est prévue, pouvant aller jusqu'à 50 % pour les produits finis. D'autres abaissements sont proposés pour les produits agricoles : sensibles pour les produits frais ou semi-finis, et plus importants pour les produits transformés. Mais, surtout, en matière non tarifaire, la CEE suggère l'élimination progressive des restrictions quantitatives nationales. Cependant, la proposition de la CEE est assortie de trois conditions : un partage de la charge sur le plan multilatéral par les autres grandes nations industrialisées de l'Ouest et de l'Est et par les pays les plus avancés ; un certain degré de réciprocité de la part des pays bénéficiaires ; enfin, une réduction appropriée des mesures restreignant l'exportation des produits de base lorsque les pays en voie de développement sont en position dominante de fournisseurs sur le marché mondial.

Cette initiative de la CEE est à ce jour le seul projet substantiel qui ait été formulé en faveur d'une libéralisation du commerce des pays tropicaux. Elle représente donc pour les pays en voie de développement une ouverture importante. Alors que leur dette extérieure dépasse globalement les 1 000 milliards de dollars, il est évident que, si les plus endettés doivent continuer d'en payer les intérêts, il faut leur donner les moyens d'accroître leurs recettes d'exportation. C'est là un des enjeux majeurs de cette négociation de l'Uruguay round, et la plupart des pays industrialisés ont bien compris l'interdépendance qui désormais existe entre les économies du Nord et celles du Sud. Cependant, certains d'entre eux persistent dans leur intransigeance - en particulier les Etats-Unis. La surenchère à laquelle ils se livrent risque alors de faire dévier le cours des négociations, dont l'objectif premier est d'établir les règles d'un commerce mondial plus équitable pour l'an 2000.

MIREILLE LEMANESQUER

(2) Selon les statistiques de la CEE, le commerce des services de 1979 à 1984 représente une moyenne annuelle de 5 552 milliards d'ECU pour la CEE, 1 984 milliards pour les Etats-Unis, 1 236 milliards pour le Japon et 289 milliards pour le Canada (1 ECU = 7 F environ). La France arrive au premier rang des exportateurs de la CEE.

Une concertation toujours recommencée

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en vigueur depuis quarante ans, s'applique à définir les règles propres à l'essor du commerce international : non-discrimination, concurrence loyale, règlement rationnel des différends, libéralisation du commerce, utilisation des droits de douane plutôt que des contingents, etc. Les pays fondateurs du GATT, au nombre de vingt-trois en 1948, estimaient que cet accord ne serait qu'un arrangement temporaire auquel se substituerait un jour une organisation internationale du commerce. Il n'y eut pas d'organisation de ce type, et le GATT, qui comptait aujourd'hui quatre-vingt-seize parties contractantes, ne survit pas moins de 80 % du commerce mondial. Deux grandes étapes ont marqué son histoire : le Kennedy round (1963-1967) et le Tokyo round (1973-1979), tandis que les règles du commerce de l'an 2000 sont en négociation à Genève : c'est l'Uruguay round, amorcé en septembre 1986 par la conférence de Punta-del-Est.

LE KENNEDY ROUND. - Le principal objectif du GATT est « la réduction substantielle des tarifs douaniers et autres entraves aux échanges ». On commença donc, dans les années 60, à réduire les droits de douane. Pour la première fois fut adoptée une méthode générale, ou linéaire, de réduction tarifaire pour les produits industriels. L'objectif - réaliser une réduction tarifaire de 80 % - a été atteint dans de nombreux domaines. Les concessions portaient sur des échanges d'une valeur totale estimée à quelque 40 milliards de dollars. Des accords bien spécifiques ont été conclus pour les céréales, les produits chimiques et l'établissement d'un code antidumping (interdisant de vendre un produit sur un marché étranger à un prix inférieur à son coût de production). Cinquante pays ont participé à cette négociation : ils représentaient 75 % du commerce international.

LE TOKYO ROUND. - Devant les bons résultats obtenus par l'abaissement des tarifs - essentiellement entre pays industriels - on enchaîna avec des obstacles non tarifaires (entraves au commerce autres que les droits de douane). Quarante-neuf pays ont participé, dans le cadre du Tokyo round, à la négociation d'une vaste série d'accords portant sur les questions tarifaires et non tarifaires. En novembre 1979, ils ont échangé des concessions sous la forme d'abaissements et de consolidations des droits, portant sur des échanges commerciaux de plus de 300 milliards de dollars : accords sur les subventions et mesures compensatoires, obstacles techniques au commerce, procédures en matière de licence d'importation, marchés publics, valeurs en douane, révision du code antidumping, commerce de la viande bovine, des produits laitiers, commerce des aéronavies civiles. Un résultat important de cette

négociation fut la réduction par les pays industrialisés des droits à l'importation et autres obstacles au commerce qui frappaient les produits tropicaux exportés par les pays du tiers-monde.

L'URUGUAY ROUND. - Le 20 septembre 1986, les ministres du commerce de quatre-vingt-deux pays du GATT, réunis à Punta-del-Este (Uruguay), ont lancé une nouvelle grande négociation commerciale multilatérale. La déclaration de Punta-del-Este, considérée comme un engagement politique, traite du commerce des marchandises, mais aussi, et surtout, elle ouvre des négociations sur le commerce des services et sur l'agriculture. Celles-ci, qui devraient durer quatre ans, ont commencé en février 1987 dans les domaines suivants : mesures non tarifaires, produits tropicaux, produits provenant des ressources naturelles, textiles et vêtements, agriculture, subventions, sauvegardes, aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (y compris celui des marchandises de contrefaçon), mesures concernant les investissements et liées au commerce. Cent cinq pays participent actuellement à ces négociations qui se déroulent à Genève.

LES NEGOCIATIONS DU LE TIERS-MONDE EST LE PLUS CONCERNÉ. - Le début des années 80 ayant été marqué par l'adhésion au GATT de nombreux pays en voie de développement, les parties contractantes, réunies en session spéciale en février 1985, décidèrent un traitement préférentiel pour les pays pauvres. Un chapitre spécial a été inclus dans l'Accord général, demandant aux pays industrialisés d'accorder la priorité à l'abaissement des obstacles au commerce des produits des pays en voie de développement. Ainsi, ces pays bénéficient de certains avantages dans les négociations et ont la possibilité d'obtenir des conditions spéciales pour leur commerce avec les pays industrialisés. Cependant, ces dernières années, ce sont eux qui ont été le plus touchés par le protectionnisme.

L'ACCORD MULTIFIBRE (AMF). - Signé en janvier 1974 et portant sur le commerce international des textiles, il intéresse au premier chef les pays du tiers-monde, et notamment ceux d'Asie. Promulgué en 1978, 1982 et 1986 pour une nouvelle période de cinq ans, cet accord vise à promouvoir l'expansion et la libéralisation progressive du commerce des produits textiles, tout en évitant une désorganisation des marchés et des capacités de production. Il régit 48 % du commerce mondial des textiles, soit 100 milliards de dollars par an.

L'Accord multilatéral constitue une dérogation aux règles libérales du GATT : en limitant les exportations de textiles et vêtements des pays où la main-d'œuvre est bon marché, il apporte au commerce des pays du tiers-monde une restriction supplémentaire.

Devant tant de méfiance, une formule sans précédent a été retenue pour traiter le dossier des services : la négociation ne s'inscrit pas menée dans le cadre du GATT, mais « sous son égide ». Ainsi, la démarche libre-échangiste du GATT ne peut être appliquée d'emblée à ce secteur. Mais avant de négocier, encore faut-il définir ce que l'on inclut dans le marchandage. Informatique, banques, investissements, transports et tourisme restent les postes-clés pour les pays industrialisés. Mais, pour les pays en voie de développement, on pourrait aussi inclure, avec les mouvements de main-d'œuvre, l'ouverture des frontières aux travailleurs migrants. Une telle proposition est qualifiée d'inacceptable par leurs partenaires du Nord, confrontés aujourd'hui à l'afflux de travailleurs immigrés. Cependant, pour bien des pays du tiers-monde, il faut accepter les règles du jeu et, disent-ils, lorsqu'on négocie, on doit tout mettre sur la table.

Au-delà de l'inventaire des services, il convient de procéder à des évaluations nationales précisant l'importance de ce secteur dans l'économie : une quinzaine en ont déjà été remises au secrétariat du GATT, en provenance des pays de l'OCDE. Car un autre problème se greffe sur la négociation elle-même, du fait que les pays en voie de développement n'ont pas assez d'experts. Comment, à Genève, la représentation diplomatique d'un pays pauvre pourrait-elle disposer de suffisamment d'effectifs hautement qualifiés alors qu'il existe quatorze groupes de négociations ? « Qu'un grand nombre de pays ne participent pas à cette négociation constitue un problème prioritaire », explique M. Gary Sampson, responsable de la division des services au GATT. Au secrétariat de l'organisation, on ne cache pas qu'il faudrait mettre sur pied un mécanisme d'assistance technique afin que les pays

de l'Amérique latine, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, d'Equateur, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, du Venezuela, du Yémen.

| JAPON |
|---|
| Abolition progressive et totale des subventions aux exportations agricoles (sur une période à négocier). |
| Tous les produits agricoles, forestiers et halieutiques. |
| « Gel » des subventions à l'exportation à leur niveau actuel. |
| Abolition progressive des subventions à l'exportation en soutien de cette démarche les nations industrielles, partie intégrante des politiques agricoles. |
| Flexibilité de prix à l'exportation pour les principaux produits agricoles, selon une formule déterminée tenant compte de la spécificité des produits. |
| Abolition progressive et différentielle. |

LES ESPACES D'ISRAËL
Alain Dieckhoff.

FEDN
Hôtel National des Invalides
Paris 7^e

Territoires occupés : pour mieux comprendre la crise actuelle

Collection "Les 7 epees"

130 F

Vient de paraître

Diffusion :
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire 75007 PARIS

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS

Téléphone : 45-88-44-45

MONDIALISATION DE LA PRODUCTION ET INTÉRÊTS NATIONAUX

Les filiales américaines contre l'économie des Etats-Unis

SOUVENT accusés de vassaliser les économies de leurs pays d'accueil, les multinationales américaines mettent aujourd'hui en difficulté... le commerce extérieur des Etats-Unis. Raisonnant à l'échelle planétaire, et en seuls termes de profits, elles ont largement délocalisé leurs sites de fabrication en créant des filiales dont la production concurrence les exportations américaines et se trouve, pour partie, réexportée vers les Etats-Unis, creusant d'ailleurs leur déficit commercial. Par un effet de boomerang, l'idéologie libérale se retourne ainsi contre le gouvernement qui la proclame avec le plus de force.

Par JEAN LEMPÉRIÈRE*

A la racine du déséquilibre des échanges commerciaux des Etats-Unis se trouve la nouvelle répartition mondiale de la production induite par la stratégie des multinationales, avec la spécialisation de l'industrie américaine dans les secteurs de pointe. Et les difficultés actuelles mettent en évidence les contradictions entre les calculs des grandes entreprises et l'intérêt national.

Les multinationales ne forment pas un bloc solidaire : il s'agit de sociétés appartenant à des secteurs différents, comme aux Etats-Unis, que la recherche du profit maximal a conduites à réorganiser leur production par-delà les frontières dans un cadre plus large. Mais les échanges des Etats-Unis sont influencés par cette politique de façon décisive pour trois raisons :

— Les échanges avec les filiales et leur place dans le commerce des Etats-Unis ont une incidence directe sur la balance commerciale ;

— La répartition des investissements sur le territoire américain y oriente la production vers la haute technologie aux dépens des industries traditionnelles (1) ;

— L'activité propre des filiales sur les divers marchés crée une nouvelle donne de la production et de la concurrence aux effets indéniables sur les importations et, surtout, sur les exportations américaines.

Le développement inégal des industries aux Etats-Unis et le déploiement

d'industries américaines à l'étranger stimulent les échanges. Le déficit commercial apparaît comme un effet secondaire et logique d'une production qui n'est plus répartie dans le cadre national.

Dans une étude récente (2), le rôle des filiales, et plus particulièrement celui des échanges intrafirmes, dans le commerce des Etats-Unis, a fait l'objet d'une première évaluation. Mais, à partir des mêmes sources (3), l'activité de production propre aux filiales industrielles, et leur présence sur les marchés locaux et les marchés tiers, offre un autre éclairage, complémentaire mais plus large. Il s'agit, en somme, de replacer le commerce des Etats-Unis, comme d'ailleurs celui de leurs partenaires, dans son contexte : celui de l'organisation internationale de la production en cours.

En 1984, le total des ventes de produits manufacturés des filiales industrielles américaines atteignait 284 milliards de dollars, soit près de 29 % des ventes des multinationales américaines-mères. Pour 1985, l'*International Herald Tribune* (15 janvier 1988) indique 294 milliards de dollars. Avec l'affaiblissement du dollar, les ventes de ces filiales ont dû diminuer, dans la mesure où les produits américains redevenaient plus compétitifs. Mais, même si elles étaient ramenées à 260 milliards de dollars, elles seraient encore du même ordre que les exportations des Etats-Unis...

Une stratégie sélective

CETTE distinction entre activités des filiales installées à l'étranger et celles du groupe aux Etats-Unis a quelque chose de superficiel face à une stratégie globale qui cherche à utiliser au mieux une décentralisation de la production, mais elle donne une idée plus claire des effets de l'internationalisation et de leur ampleur.

Au total, le réseau des filiales américaines représente, à lui seul, une capacité productive comparable à celle de puissances industrielles moyennes. Les commentaires sur les chiffres, ne prenant en considération que les lieux de production et les balances commerciales, devraient être sérieusement nuancés pour tenir compte des activités contrôlées par les capitaux étrangers.

Que montrent, en effet, les productions des filiales industrielles américaines, leur répartition géographique et sectorielle, et l'orientation de leurs ventes ? Dans les neuf dixièmes des cas on constate que la création de ces filiales n'indique pas une diversification de la firme mais une spécialisation dans son secteur : la répartition de leurs branches d'activité est très proche de celle des maisons mères (4), ces dernières s'étant plutôt diversifiées vers les services.

Les implantations industrielles américaines à l'étranger révèlent, à l'évidence, une spécialisation guidée par une stratégie très sélective. Les ventes des filiales représentent 40 % de celles des maisons mères pour la chimie, l'industrie pharmaceutique et l'automobile, 50 % pour l'informatique et jusqu'à 70 % pour les composants électroniques. Mais elles n'atteignent pas 15 % pour les appareils de radio, de télévision et le matériel de télécommunications, 11 % pour les textiles ou les articles en cuir. Dans ces secteurs, certaines sociétés américaines ont naturellement profité d'une main-d'œuvre abondante et à bas prix pour accroître leurs profits, mais elles n'ont pas considérablement développé leur production.

La production des filiales s'effectue principalement dans les pays développés (84 %), le Canada venant largement en tête (29 %), même sans compter le matériel automobile, qui constitue 46 % de leurs ventes. Mais, avec des ventes s'élevant à 146 milliards de dollars en 1984, le centre de production des filiales américaines est incontestablement l'Europe, où plus de la moitié de leur activité est concentrée à égalité au Royaume-Uni et en Allemagne.

* Conseiller commercial.

Ce rapprochement donne une première idée de l'importance de la production industrielle contrôlée à l'étranger par les capitaux américains, de la situation particulière où se trouvent nombre d'exportateurs et, finalement, des limites de toute offensive commerciale de Washington. Sans doute, les multinationales modifient particulièrement leur politique d'investissements aux Etats-Unis pour profiter, par exemple, de la chute du dollar et de l'amélioration de la compétitivité. Avec le temps, des résultats seront enregistrés, mais cela n'indique pas l'adoption d'une démarche plus « nationale », l'adaptation à des conditions nouvelles étant dans la logique même d'une stratégie planétaire d'organisation de la production en fonction des profits.

L'orientation des ventes est, en fait, très diverse selon les secteurs et les régions, car le rôle imparté aux filiales et leurs rapports avec l'industrie américaine peuvent être très différents.

La taille des marchés a joué un rôle décisif dans la création des filiales, surtout au début. Les ventes au marché local l'emportent très largement dans tous les grands pays industriels, principalement en Europe, mais aussi par exemple au Brésil, pays le plus industrialisé du tiers-monde. Autre cas de figure : les pays de taille moyenne ser-

secteurs (automobile, électronique, informatique) ont induit, dans les deux sens, d'importants circuits d'échanges caractérisés par la réexportation après transformation de pièces envoyées des Etats-Unis. A eux seuls, ces trois secteurs représentent 67 % des envois des filiales aux Etats-Unis (contre 59 % en 1977) et la moitié des livraisons totales des Etats-Unis aux filiales (5).

Les ventes sur marchés tiers des filiales industrielles dépassaient 66 milliards de dollars en 1984, soit près de la moitié des exportations américaines de produits manufacturés. En Europe, leurs livraisons aux pays voisins sont même supérieures aux envois des Etats-Unis. Elles sont comptées dans les statistiques comme exportations des pays d'accueil, et représentent souvent une part non négligeable : 9 % pour la RFA, 7 % pour la France, 14 % (hors pétrole) pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, sans grand changement en sept ans.

Il s'agit le plus souvent, d'échanges intrafirmes. Très rares dans les ventes sur place (4 %), ils constituent la règle dans les envois aux Etats-Unis. Dans les ventes aux marchés tiers, les filiales s'adressent, dans les deux tiers des cas, à des membres du groupe, surtout dans les catégories de produits dont les multinationales américaines tiennent à contrôler la production et la distribu-

tion dans le secteur de la chimie. En 1985, les filiales des multinationales étrangères ont importé pour 105 milliards de dollars hors pétrole, ce qui représente plus du tiers des importations américaines, et leur part a progressé rapidement au cours des années récentes (2). Il s'agit, pour les deux tiers, de livraisons directes des sociétés étrangères à leurs filiales.

La stratégie adoptée par les multinationales non américaines a été souvent différente de celle des multinationales américaines. Une conception moins radicale de la restructuration a prévalu, maintenant l'équilibre de la production dans leur pays, ce qui s'est traduit par un comportement finalement plus conforme à l'intérêt national.

La comparaison s'impose, par exemple, avec les deux autres grands producteurs mondiaux que sont l'Allemagne et le Japon. Leurs grandes sociétés, très actives dans le monde entier, ont pourtant conservé sur place une production satisfaisant, autant que possible, la demande interne. La est le fondement de leurs remarquables résultats. La solidité de leurs industries traditionnelles et de leurs secteurs de demi-produits constitue à la fois une barrière contre la concurrence étrangère et une source de profits très appréciables. A eux seuls, sans la chimie, les

L'INFORMATIQUE DÉLOCALISÉE EN ASIE
A la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché

vent de plate-forme pour la pénétration du marché européen. Les livraisons aux marchés tiers absorbent alors l'essentiel des productions des filiales américaines : les deux tiers en Belgique et aux Pays-Bas, les quatre cinquièmes en Irlande.

La situation est très différente dans le tiers-monde, et surtout en Asie, où les filiales envoient aux Etats-Unis plus de la moitié de leur production, servant ainsi d'ateliers pour l'industrie américaine. Quant aux filiales canadiennes, les ventes aux Etats-Unis sont de 36 %, contre 3 % seulement pour les filiales implantées en Europe.

Les délocalisations de production qui se sont développées dans quelques

secteurs : les composants électroniques, l'informatique, la chimie de base et le matériel de précision.

De nombreuses études ont polarisé l'attention sur ces exemples de concentration de la production et sur le développement très poussé des échanges intrafirmes. Mais il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives : ces choix ont comme contrepartie un désengagement à l'égard de secteurs moins rémunérateurs laissés aux producteurs étrangers, le rôle des multinationales étant en effet minime dans de nombreuses branches, qui regroupent plus de la moitié de la production industrielle.

L'internationalisation ne s'effectue pas à sens unique. Elle intervient de plus en plus, aux Etats-Unis comme ailleurs, dans la production comme dans les échanges. Attirées par le plus grand marché du monde, dont l'expansion contrastait avec la stagnation générale, les sociétés étrangères y ont multiplié leurs implantations. Le mouvement s'est amplifié avec la chute du dollar. Même aujourd'hui, après le krach boursier, dans la sélection sévère imposée aux entreprises pour leurs investissements, la taille d'un tel marché peut contrebalancer les perspectives d'une récession.

On examine à la loupe les importations américaines de produits manufacturés, et pourtant la production sous contrôle étranger apporte maintenant plus qu'elle à la consommation américaine. Déjà, de 1977 à 1982, sa part dans la production totale des Etats-Unis avait plus que doublé (de 3,7 à 8,2 %), portant à plus de 17 % le taux de pénétration étrangère effective du marché américain (6). Ce mouvement s'est certainement accentué dans les cinq dernières années, mais dans quelles proportions ? En 1985, 185 milliards de dollars de produits avaient été vendus par les filiales industrielles étrangères aux Etats-Unis dont un tiers

demi-produits apportent à la RFA 39 % de son bénéfice commercial et au Japon 37 % de son solde bénéficiaire (12 % sans la sidérurgie), mais entraînent aux Etats-Unis 23 % du déficit total.

C'est en effet la production qui fonde la richesse, d'où l'erreur, pour une grande nation, de la négliger, même partiellement, au profit d'intérêts particuliers.

Les difficultés actuelles des Etats-Unis montrent quels obstacles rencontrent une mondialisation de la production, surtout en période de stagnation ou de récession. Les intérêts nationaux s'insurgent. Une organisation fondée sur la recherche du profit maximal à l'échelle mondiale se révèle moins rationnelle qu'il ne paraissait, et pleine d'embûches.

(1) Jean Lempérière, « Quand les Etats-Unis achètent à l'étranger leur matériel de production », *Le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(2) Jean Lempérière, « Rôle des filiales américaines dans les échanges des Etats-Unis », *Tiers-Monde*, tome 29, n° 113, janvier-mars 1988.

(3) Enquête annuelle du département américain du commerce sur les activités des multinationales américaines et de leurs filiales (*US Direct Investment Abroad*) et commentaires du *Survey of Current Business*.

(4) Souligné dans les maigres commentaires du département du commerce.

(5) Le Center on Transnational Corporations (CTC) de l'Organisation des Nations unies soulignait, en 1985, que les mesures de protection qui se sont multipliées concernent surtout les secteurs et régions où les livraisons des filiales sont très faibles : vêtements, textiles, chaussures, articles en cuir, appareils de télévision, tous produits pour lesquels les filiales fournissent moins de 2 % des importations américaines.

(6) Cf. *Industrie mondiale : la compétitivité à tout prix*, sous la direction de Michel Fouquet, CEPPI-Economica, Paris, 1986.

Le lent

Par FRANÇOIS SAVIGNON*

C'est le thème de la réunion internationale de l'Association pour l'étude de la production et de la consommation, qui s'est tenue à Paris du 10 au 12 mars 1988. Elle a été organisée par le Centre de la production et de la consommation de l'Institut national de la statistique et de l'économie industrielle (INSEI) et le Centre de la production et de la consommation de l'Institut national de la statistique et de l'économie industrielle (INSEI).

Les participants ont discuté de la situation de la production et de la consommation dans le monde, en particulier en France. Ils ont souligné les difficultés rencontrées par les entreprises pour adapter leur production aux besoins du marché, et les conséquences de la mondialisation de la production.

Les participants ont également discuté de la situation de la production et de la consommation en France, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique. Ils ont souligné les difficultés rencontrées par les entreprises pour adapter leur production aux besoins du marché, et les conséquences de la mondialisation de la production.

Les participants ont également discuté de la situation de la production et de la consommation en France, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique. Ils ont souligné les difficultés rencontrées par les entreprises pour adapter leur production aux besoins du marché, et les conséquences de la mondialisation de la production.

Les participants ont également discuté de la situation de la production et de la consommation en France, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique. Ils ont souligné les difficultés rencontrées par les entreprises pour adapter leur production aux besoins du marché, et les conséquences de la mondialisation de la production.

Les participants ont également discuté de la situation de la production et de la consommation en France, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique. Ils ont souligné les difficultés rencontrées par les entreprises pour adapter leur production aux besoins du marché, et les conséquences de la mondialisation de la production.

NATIONAUX
des Etats-Unis

dans le secteur de la chimie. Les filiales des multinationales ont importé pour 105 milliards de dollars hors pétrole, ce qui représente plus du tiers des importations américaines, et leur part a progressé. Il s'agit, pour les deux tiers, de sous-produits des sociétés étrangères.

La stratégie adoptée par les multinationales non américaines a été différente de celle des multinationales américaines. Une conception nouvelle de la reconstruction du tissu industriel, maintenant l'équilibre de la production dans leur pays, ce qui conduit par un comportement final plus conforme à l'intérêt national.

La comparaison s'impose, par exemple, avec les deux autres grands producteurs mondiaux que sont l'Allemagne et le Japon. Les grandes sociétés allemandes ont conservé leur place en production satisfaisante, au sein d'une demande interne. La conséquence est la solidité de leurs industries traditionnelles et de leurs secteurs à demi-produits constitués à la fois de barrière contre la concurrence étrangère et une source de profits très appréciables. A eux seuls, sans la chimie,



Brevets et marques dans la guerre commerciale

Dans le corps à corps industriel qu'est devenue la compétition économique mondiale, le pillage des technologies est moins coûteux que l'effort de recherche et de mise au point. Quant à la contrefaçon, elle a pris une dimension planétaire, s'organisant au point d'investir n'importe quel marché dans le monde.

Le détournement de technologies, de savoir-faire et d'appellations commerciales n'est pas pour autant l'appauvrissement d'un petit groupe de pays nouvellement industrialisés. Régulièrement, des procédés retentissants opposent entre elles de puissantes multinationales (Kodak et Polaroid, IBM et Fujitsu). Quant aux services spéciaux des grandes nations, ils prêtent volontiers main-forte aux firmes pour protéger leur patrimoine technologique ou parfois forcer les secrets des concurrents.

Dans la mutation profonde que traverse le système productif, les idées, l'intelligence, les investissements immatériels prennent une importance décisive : les distinctions entre pillage délictueux, copie, imitation, inspiration, seront de plus en plus difficiles à établir.

Alors que la contrefaçon traditionnelle s'apparentait plutôt au marché noir ou à l'économie souterraine, l'intellectualisation des nouveaux processus de production ouvre un espace vertigineux aux formes modernes de cette véritable « zone grise » de l'économie. Le domaine des logiciels met d'ores et déjà en relief le vacillement des catégories juridiques d'invention, d'originalité et de forme.

Des privilèges royaux accordés par Wenceslas IV en Bohême, au quatorzième siècle, pour l'exploitation minière, jusqu'aux problèmes épineux de propriété industrielle dans les biotechnologies, les Etats ont mis en place de complexes dispositifs réglementaires pour garantir aux inventeurs et aux entrepreneurs une protection de leurs inventions et de leur savoir-faire, de leurs marques et de leurs dénominations commerciales. Ces « règles du jeu » avaient aussi pour objectif, plus ou moins explicite, la promotion et la protection de leurs industries (1).

Au-delà de ces réglementations et de ces traités se sont édifiées des institutions - les offices de propriété industrielle, - chargées

d'enregistrer marques et inventions et, dans une certaine mesure, de faire respecter les règles du jeu. Pour moraliser la compétition commerciale et technologique, elles ont conclu traités et conventions, ce tissu enchevêtré d'accords sur la propriété industrielle tenant un peu lieu de droit de la guerre économique.

De négociations en ratifications, d'accords bilatéraux en conventions internationales, une diplomatie parallèle, technologique et commerciale, se met ainsi en place avec, comme ennemies, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et, chaque jour davantage, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

MAURICE RONAL

(1) Voir Philippe Derouin, « Brevets : la France peut mieux faire ! », Science et technologie, février 1988.

Le lent cheminement de la propriété industrielle

C Par FRANÇOIS SAVIGNON

EST à l'époque de la Révolution française que l'expression « propriété industrielle » entre dans le langage pour désigner uniquement le droit de l'inventeur sur son œuvre. En 1878, lorsque s'ouvre à Paris un « congrès international de propriété industrielle », l'usage en a déjà étendu le sens aux dessins et modèles, aux marques et au nom commercial. Cinq ans plus tard, en 1883, la signature de la convention de Paris constitue l'acte de naissance de la propriété industrielle moderne. Cependant, on peut considérer que chacun de ses objets a suivi, après comme avant cette convention, un développement historique particulier.

Il semble qu'aucune civilisation n'ait connu de forme institutionnelle d'encouragement à l'invention avant l'apparition en Europe, à l'aube de la Renaissance, de la pratique des privilèges d'exploitation en faveur des inventeurs et des introducteurs de techniques nouvelles. Par lettres ouvertes (littères patentes), le souverain accordait par exemple à un verrier italien un privilège pour fabriquer des verrières « à la façon de Venise » ; c'est d'ailleurs précisément à Venise que, le 19 mars 1474, fut promulgué le premier texte comme règlementant l'octroi des privilèges pour les inventions. Le droit de l'inventeur, l'interdiction de la contrefaçon et aussi l'utilité pour l'Etat y sont clairement énoncés.

Trois idéologies ont tour à tour prédominé au cours des siècles qui ont vu le développement complexe du système des brevets. Selon la première, l'intérêt national, exprimé par les gouvernements, prime sur les droits de l'inventeur ; son application correspond approximativement à la période du mercantilisme. La seconde exprime l'individualisme nationaliste de la bourgeoisie montante ; d'où le principe du droit au brevet pour tout inventeur. La troisième, enfin, s'emploie à faciliter la protection d'une même invention dans plusieurs pays : les puissantes compagnies créatrices de techniques nou-

velles pourront ainsi mieux organiser leurs marchés à l'échelle planétaire.

Quand l'intérêt de l'Etat prévaut, les privilèges sont accordés - au mieux - si et dans la mesure où la réalisation des objectifs d'industrialisation du pays paraît l'exiger. Au pis, ils récompensent des courtisans ou sont mis à l'encan. Ces abus sont à l'origine du célèbre Statute of monopolies de 1624, qui limite le pouvoir du roi d'Angleterre au seul cas de privilèges « pour un mode d'industrie inconnu dans le royaume » et pour une durée maximale

de quatorze ans. En passant de l'arbitraire royal au contrôle judiciaire, le système anglais allait acquiescer, aux dix-septième et dix-huitième siècles, certains des traits du brevet moderne : délivrance des patentes à tous les demandeurs, sous réserve de quelques exigences comme celle d'une description complète de l'invention. En France, avant comme après Colbert, des privilèges de toutes sortes seront accordés en vue de stimuler des entrepreneurs trop peu entreprenants au gré du pouvoir.

qui, imposée par les Etats-Unis, se substitue au principe libéral du traitement national, base de la convention de Paris. Les frontières entre les découvertes scientifiques, exclues du domaine des brevets, et les inventions protégeables créent des difficultés, en particulier dans les techniques biologiques. De toute part sont réclamées des efforts d'imagination et de renouvellement, mais on voit surtout apparaître des palliatifs.

Les marques, en tant que signes d'identification du propriétaire d'un objet, d'un animal ou d'un esclave, ont une origine qui se perd dans la nuit des temps. Dès l'Antiquité, elles acquièrent une valeur commerciale et entraînent des imitations. La marque se généralise à la fin du quatorzième siècle, mais elle avait surtout alors une fonction d'identification de l'artisan afin de permettre le contrôle de l'observation des règlements corporatifs. N'ayant pas un but publicitaire, elle était généralement discrète et peu perçue par le public.

Après l'abolition des corporations en France, en 1791, par la loi Le Chapelier, la marque réapparaît et change progressivement de caractère, pour devenir, au dix-neuvième siècle, un

moyen de ralliement de la clientèle. C'est seulement après 1850 que le législateur intervient partout pour définir et délimiter les droits qui lui sont attachés : France, 1857 ; Etats-Unis, 1870 ; Royaume-Uni, 1873 ; Allemagne, 1874. Dans ce domaine également, la convention de Paris a joué un rôle important en matière de protection internationale. Elle a permis, en particulier, la création entre Etats membres d'un accord portant sur un système d'enregistrement international (Arrangement de Madrid, 1893) qui, une fois obtenue la protection dans le pays d'origine, en organise l'extension aux autres pays.

Au plan européen, l'idée d'un droit unifié des marques, lancée au début des années 60, devrait prochainement déboucher sur la création d'un Office communautaire des marques. Les législations nationales devraient être largement harmonisées, en même temps que serait ouverte la possibilité de recourir à une marque communautaire unique valable pour l'ensemble des Douze.

(1) Loi française du 11 juillet 1970.
(2) Loi française du 3 juillet 1985.
(3) Loi française du 4 novembre 1987.

Favoriser la science et les arts utiles

LES révolutions américaine et française provoquèrent l'adoption presque simultanée de lois reconnaissant le droit au brevet pour toute invention. La Constitution américaine assigne au Congrès la mission de « favoriser le développement de la science et des arts utiles, en garantissant, pour une période de temps déterminée, aux auteurs et inventeurs le droit exclusif à leurs livres et à leurs inventions ». La loi française du 7 janvier 1791 pose le principe que « toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur ». Ce principe, régnant déjà de facto en Angleterre, s'étendit à toute l'Europe, en particulier grâce à l'influence qu'exerça la loi française dans les pays conquis par Napoléon.

La première moitié du dix-neuvième siècle vit un développement quantitatif des brevets qui engendra lui-même le perfectionnement du système : les introducteurs de techniques étrangères cessèrent d'être traités aussi favorablement que les inventeurs véritables, et les procédures furent révisées en fonction de l'expérience. Seuls, toutefois, les Etats-Unis introduisirent, en 1836, l'examen de fond des demandes de brevet. Sans doute, les étrangers étaient-ils généralement admis à déposer des demandes aux mêmes conditions que les nationaux, mais des difficultés pratiques rendaient très difficile la protection d'une invention dans de multiples pays.

Cette situation devint de plus en plus gênante pour les grands exportateurs de produits « modernes » lorsque, à partir de 1850, le libre-échange et les transports à vapeur créèrent les condi-

tions d'échanges internationaux d'un type nouveau, illustrés par les expositions universelles que chaque capitale eut à cœur d'organiser. C'est à l'occasion de certaines d'entre elles, à Vienne en 1873, à Paris en 1878, que se tinrent des congrès préparatoires imaginant les solutions d'une internationalisation de la propriété industrielle. Le résultat de ces efforts, apparemment modeste mais décisif, fut le texte de la convention signée par onze pays, à Paris, le 20 mars 1883, et créant l'Union pour la protection de la propriété industrielle, qui compte aujourd'hui quatre-vingt-dix-neuf membres.

Le texte de la convention, amendé à de nombreuses reprises, facilitera chaque fois davantage la protection dans plusieurs pays. Au cours des années 1960 et 1970, l'adhésion de nombreux pays en voie de développement, en particulier des anciennes colonies européennes, entraîna la contestation des brevets comme agents de transfert des techniques et - attitude que l'on retrouve aujourd'hui en filigrane des débats sur la contrefaçon (voir l'article d'Yves Plasseaud, p. 22) - mit un terme à cette orientation de la convention de Paris. Le mouvement d'internationalisation ne s'est pas arrêté pour autant, mais il a emprunté soit la voie d'unions régionales, soit celle d'accords spéciaux comme le brevet européen et le traité de coopération (voir encadré p. 24). Ce mouvement a rapproché les législations et rendu à peu près universels les critères de brevetabilité, de nouveauté, d'activité inventive et d'application industrielle.

L'évolution de la propriété industrielle n'est pas achevée. Les développements technologiques ont suscité des besoins de protection auxquels l'institution des brevets n'a pas répondu immédiatement, de sorte que c'est en dehors d'elle qu'ont été recherchées des solutions plus ou moins satisfaisantes : systèmes particuliers pour les nouvelles obtentions végétales (1), recours aux dispositions du droit d'auteur pour la protection des logiciels (2), lois spéciales pour les topographies de semi-conducteurs (3). Dans ce dernier domaine, c'est la notion de réciprocité

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN MATIERE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (CUERPI)

FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE
UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES

Le Centre universitaire d'enseignement et de recherche en matière de propriété intellectuelle, créé en 1965, est rattaché à la faculté de droit de l'université des sciences sociales de Grenoble ; il est, d'autre part, associé au Centre national de la recherche scientifique qui lui a conféré le statut d'équipe de recherche du CNRS depuis le 1^{er} janvier 1974.

La direction du Centre et la responsabilité de l'enseignement sont assurées par un chercheur du CNRS (actuellement Marie-Angèle Perrot-Mureau, directrice de recherche au CNRS). Le personnel habituel de recherche est constitué par des enseignants, des chercheurs professionnels (CNRS ou chercheurs sur contrat), des chercheurs associés, des étudiants de 3^e cycle.

Les activités du Centre s'orientent en trois directions : la recherche, l'enseignement, la formation.

1. LA RECHERCHE

La recherche est l'objectif essentiel du Centre : son programme à long terme porte sur l'ensemble des problèmes actuels que pose, tant en droit interne que sur le plan international, l'évolution des divers droits de propriété intellectuelle (brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles industriels) ou de droits d'auteur.

Le Centre travaille en liaison étroite avec les principaux organismes intéressant la propriété intellectuelle (en particulier, l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) ; l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ; il participe à toutes les associations nationales ou internationales de propriété intellectuelle ou de droit d'auteur, et entretient des rapports suivis avec les services de propriété industrielle d'un grand nombre d'entreprises.

Les travaux débouchent essentiellement sur des publications (ouvrages, thèses, articles) de caractère individuel ou collectif. Une revue spécialisée concernant les droits de propriété intellectuelle dans les pays socialistes d'Europe de l'Est est, en outre, éditée annuellement.

Le Centre organise périodiquement des colloques, tables rondes ou journées d'études de caractère scientifique et ayant généralement une dimension internationale. De fréquentes missions sont, en outre, effectuées à l'étranger, soit à l'occasion de réunions internationales, soit dans le cadre universitaire.

Le CUERPI collabore enfin avec de nombreux centres français ou étrangers poursuivant des recherches analogues, en particulier avec tous les instituts de propriété intellectuelle des pays de la CEE et de pays de l'Est.

2. L'ENSEIGNEMENT

Le CUERPI sert de support aux enseignements spécialisés de 2^e et 3^e cycle qui sont dispensés à l'université des sciences sociales de Grenoble dans le cadre de la maîtrise en droit et de DEA droit des affaires, mention « propriété intellectuelle » : il apporte également son concours à d'autres universités françaises ou étrangères, notamment en assurant un enseignement de droit comparé au Centre d'études internationales de propriété industrielle de l'université de Strasbourg.

3. LA FORMATION

Le Centre a enfin pour objectif de promouvoir la connaissance de la propriété intellectuelle dans les milieux intéressés : dans ce but, il organise des sessions de formation professionnelle, au double niveau de l'initiation et du perfectionnement, s'adressant aux chefs d'entreprise, ingénieurs, cadres responsables de services de propriété industrielle ou praticiens des cabinets conseils et des professions judiciaires.

PAGE 22 : La lucrative industrie de la contrefaçon, par Yves Plasseaud ; Officiers nationaux et organisations internationales ;
PAGE 23 : Des formes nouvelles de transfert de technologie, par Marie-Angèle Perrot-Mureau ; Dessins et modèles : des législations disparates, par Pierre Cousin ;
PAGE 24 : Le système des appellations d'origine, par Y. P. ; L'absence de délit de grâce, par Ernest Gutmann.

Lire pages suivantes

demi-produits apportent à la RFA 29 % de son bénéfice commercial et au Japon 37 % de son solde bénéficiaire (12 % sans la sidérurgie), mais aussi aux Etats-Unis 23 % du déficit total.

C'est en effet la production qui fonde la richesse, d'où l'erreur, par une grande nation, de la séquestrer, même partiellement, au profit d'autres particularités.

Les difficultés actuelles des Etats-Unis montrent quels obstacles restent une mondialisation de la production, surtout en période de stagnation ou de récession. Les intérêts nationaux s'insurgent. Une organisation fondée sur la recherche se révèle moins rationnelle qu'il ne paraissait, et plus d'embûches.

(1) Jean Lemprière, « Quand les Etats-Unis subissent à l'étranger leur matériel de production », Le Monde diplomatique, septembre 1986.

(2) Jean Lemprière, « Rôle des filiales américaines dans les échanges de biens », Terra-Monde, tome 29, n° 113, janvier 1988.

(3) Enquête annuelle du département américain du commerce sur les activités des multinationales américaines et de leurs filiales (US Investment Abroad) et commentaire du Bureau of Current Business.

(4) Souligné dans les marges comme dans le département du commerce.

(5) Le Centre on Transnational Corporations (CTC) de l'Organisation des Nations Unies, en 1985, que les multinationales ont des filiales dans tous les continents, que les filiales sont très faibles : vêtements, chaussures, articles en cuir, appareils électroménagers, produits pour le bébé, les jouets, le matériel agricole, etc. ; moins de 2 % des exportations américaines.

(6) C.I. Industrie mondiale : la comptabilité à tous prix, sous la direction de Michel Baudry, C.I.P.I.-Economie, Paris 1986.

«IMPOT DE DÉVELOPPEMENT» OU DÉLINQUANCE MONDIALE ?

La lucrative industrie de la contrefaçon

Par
YVES
PLASSERAUD *

LES grandes marques, en particulier de vêtements, de sacs, de parfums, et les produits de l'informatique et de l'électronique — cassettes, logiciels, microprocesseurs — constituent aujourd'hui les champs d'élection privilégiés de la contrefaçon. Une histoire aussi ancienne que celle du commerce : dans l'Antiquité déjà, les viticulteurs de la Narbonnaise tentaient de faire passer leur vin pour italien en apposant sur le bouchon de cire des amphores de faux sigilla (marques de commerce ou de fabrique).

La révolution industrielle entraîna une véritable prolifération de produits imités (en horlogerie, les Suisses étaient alors de redoutables contrefacteurs) et de marques (surtout pharmaceutiques) contrefaites. Ce phénomène sera à l'origine de la signature, en 1883, de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Si la contrefaçon fut d'abord locale et européenne (Français et Italiens se taillèrent longtemps une solide contre-réputation), la problématique Nord-Sud a aujourd'hui pris le relais. Le Nord a des marchés solvables, le Sud

des hommes et des besoins de devises. Au début des années 70, les techniques de reproduction et de fabrication de masse se développant à un rythme rapide, les chefs de file de la nouvelle piraterie étaient Hongkong et le Japon. Au fil des années, respectabilité et crédibilité technologique obligent, le Japon, Hongkong et les autres « dragons » d'Extrême-Orient (Corée, Taïwan) qui leur avaient emboîté le pas ont progressivement quitté le devant de la scène (1) et ont été relayés par la Thaïlande, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria, la Turquie, le Venezuela ou Singapour.

Réalisées dans des ateliers éparpillés et éphémères, les copies sont difficiles à contrôler, d'autant que leurs auteurs bénéficient parfois de la complicité des autorités locales. Plusieurs nouveaux pays industrialisés tendent, en effet, à ne voir dans les contrefaçons qu'une compensation à ce qu'ils qualifient de « pillage néocolonialiste », en même temps qu'une manière d'acquiescer à un indispensable savoir-faire. « Impôt de développement », la contrefaçon serait ainsi un raccourci vers l'industrialisation. En fait, tous les pays à économie de marché semblent passer, lors de leur industrialisation, par une phase de copie.



NEW-YORK, 1985 : 25 000 PAIRES DE LUNETTES EN MIETTES
Les services des douanes à l'aéroport

d'action privilégiée. Elle ne figurait dans l'arsenal législatif, de façon réellement efficace, que dans quelques pays (RFA, Irlande, Royaume-Uni...). Les États-Unis, où des entreprises comme Levi Strauss, Revlon, Kodak, Samsonite, Westinghouse, Herman Wouk insistent particulièrement les contrefacteurs, ont innové à cet égard en adoptant, le 12 octobre 1984, une loi particulièrement circonstanciée sur la contrefaçon de marques. Seule véritable collaboration internationale serait cependant en mesure de lutter efficacement contre un phénomène qui, notamment du fait de l'implication du grand banditisme — la Mafia y

« blanchirait » une partie de ses revenus, — a désormais une ampleur mondiale.

Il y a peu à attendre d'un renforcement des mesures prévues par la convention de Paris : certains États n'y ont pas adhéré, et la majorité, maintenant constituée de pays en développement, est opposée à toute aggravation des sanctions. C'est donc au « Tokyo Round » (1978) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) que les États-Unis ont lancé l'idée d'un code sur le commerce des contrefaçons, actuellement dénommé code sur la propriété intellectuelle. Ce projet a reçu l'aval de la Commission

des Communautés européennes, qui a introduit un dispositif de protection aux frontières de ses États membres dans un règlement (6) du conseil des ministres du 1^{er} décembre 1986, interdisant « la mise en libre pratique des marchandises de contrefaçon ». Enfin, le Conseil de coopération douanière (CCD) prépare une loi-type sur la saisie à l'importation des marchandises contrefaites.

Contrairement à la CEE et au Japon, qui s'en tiennent aux procédures de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, les États-Unis, sous la menace de sanctions commerciales, s'efforcent d'imposer des accords bilatéraux passant, en particulier, par l'adoption, par les pays « contrefacteurs », de législations nationales conformes aux normes du GATT. Ainsi, pour protéger leurs industries pharmaceutiques et agro-alimentaires, ils sont parvenus à faire prendre au gouvernement coréen des mesures freinant la contrefaçon et ils continuent d'exercer de fortes pressions sur les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande et souhaitent trouver un accord bilatéral avec la Chine, dont la loi de 1985 sur les brevets laisse sans protection ces deux secteurs (7).

Quelle que puisse être l'efficacité des mesures juridiques adoptées ou en préparation, on fonde actuellement de grands espoirs sur le développement de nouveaux moyens techniques (hologrammes, marquage laser, etc.) d'identification des produits originaux qui permettraient une surveillance plus efficace du marché. Des contrats d'assurance contre le risque de contrefaçon sont également proposés.

La manière la plus efficace de marginaliser les contrefacteurs et leurs produits est cependant de faire comprendre aux États abritant les « pirates » et aux acheteurs qu'ils agissent, en dernière instance, contre leur propre intérêt.

(1) Voir, notamment, le rapport au Conseil économique et social de M. Jean de Sauter : « Le problème des contrefaçons » (Journal officiel, avis et rapports au Conseil économique et social, 9 juillet 1983).

(2) Selon le comité de liaison pour la lutte anti-contrefaçon, celle-ci représente entre 3 et 9 % du commerce mondial et ferait perdre à la seule CEE 100 000 emplois.

(3) Voir *Financial Times*, 6 janvier 1988.

(4) Voir *Nouvelles*, 9 février 1987.

(5) Voir Vincent Carraux, « Commercial Counterfeiting », in *Droit et pratique du commerce international*, Vol. 12, n° 2, 1986, p. 233.

(6) N° 3842/86.

(7) Voir Catherine Grossier-Fournier et Yves Plasseraud, *Le Nouveau Droit chinois des brevets*, EGYF, Paris, 1987 (67, bd Haussmann, 75008 Paris).

Piratage : 60 milliards de dollars

LA dimension du phénomène est impressionnante : selon certaines estimations, 60 milliards de dollars de manque à gagner et des dizaines de milliers d'emplois perdus (2) pour les économies européennes. Pour les États-Unis, l'ordre de grandeur est identique : le piratage et la contrefaçon de copyrights, marques, secrets de fabrication, brevets, topographies de semi-conducteurs et logiciels coûteraient à l'industrie américaine entre 50 et 60 milliards de dollars par an (3). A Singapour, soixante-dix millions de cassettes de musique sont contrefaites chaque année, dont cinquante millions destinées à l'exportation (4). Certaines contrefaçons de médicaments (amphétamines, antibiotiques) ont même entraîné des décès (5).

A l'imitation traditionnelle de marques ou de produits couverts par un brevet répondait bien la notion de contrefaçon que les Anglo-Saxons appellent *infringement*, et qu'ils distinguent du *counterfeiting* qui peut recou-

vrir des activités certes contraires à la morale commerciale, mais conformes à la lettre du droit. On utilise parfois en français le terme de piraterie, qui présente cependant l'inconvénient de répondre à une autre définition en droit maritime. Cette difficulté terminologique cache un problème pratique : l'arsenal juridique des États est insuffisant pour lutter contre des pratiques multiformes (contrefaçons de brevets, de marques, de dessins et modèles), volatiles (vente à la sauvette sans structures commerciales) et internationales (fabrication, montage et vente dans des pays différents). La plupart des États ont entrepris de compléter leur législation (en France, par la loi du 3 juillet 1985 sur la protection du logiciel et celle du 4 novembre 1987 sur les topographies des semi-conducteurs) et, en même temps, d'avoir la main plus lourde : procès plus nombreux, sanctions plus sévères.

C'est en général à l'exportation que se réalisent les plus beaux « coups ». C'est donc aux frontières que les produits pirates — s'ils ont suivi les circuits officiels — ont des chances d'être appréhendés. La saisie en douane est, de ce point de vue, un instrument

* Conseil en brevets d'invention, coauteur, avec François Savignon, de *L'Etat et l'Invention. Histoire des brevets*, La Documentation française, Paris, 1986.

irpi

INSTITUT DE RECHERCHE EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
HENRI-DESBOIS

FORMATION CONTINUE 1988

- DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
 - I - Protection des inventions en France
 - II - Défense et exploitation du brevet
 - III - Protection des inventions à l'étranger
 - IV - Protection des marques
 - V - Exploitation et défense de la marque
 - VI - Les créations protégées par le droit d'auteur
- DROIT D'AUTEUR ET AUDIOVISUEL
- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET C.E.E.
- PROTECTION JURIDIQUE DES INNOVATIONS INFORMATIQUES
- PROTECTION DES DESSINS ET MODÈLES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER
- DROIT COMMUNAUTAIRE ET LICENCES DE BREVETS
- LE DROIT D'AUTEUR AU REGARD DES CONVENTIONS INTERNATIONALES
- PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE AU JAPON

APPUI AUX
ENTREPRISES

PUBLICATIONS

- COLLECTION « LE DROIT DES AFFAIRES - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE »
 - Vers une érosion du droit des brevets d'invention ?
 - L'examen des marques à l'épreuve de la pratique
 - La Commission nationale des inventions de salariés
 - Les licences de brevets et le droit communautaire
 - Droit d'auteur et droits voisins - La loi du 3 juillet 1985
 - Banques de données et droit d'auteur
 - La protection des produits semi-conducteurs
- COLLECTION « DOCUMENTATION PRATIQUE »
 - Les marques de fabrique, de commerce ou de service
 - Les inventions de salariés

CENTRE DE
DOCUMENTATION

Renseignements

irpi

2 place de la Bourse 75002 PARIS
Tél. (7) 40.26.83.12

UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE
ET DE SCIENCES SOCIALES DE PARIS



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Offices nationaux
et organisations internationales

LES offices nationaux de propriété industrielle portant des dénominations diverses et revêtant des formes administratives variées, ils assurent, dans chaque pays, les fonctions d'enregistrement et de délivrance des titres de propriété industrielle, ainsi que l'information du public. L'office national français est l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), qui a son siège à Paris et dispose de centres régionaux à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nancy, Nice, Rennes et Strasbourg.

L'INPI, outre ses fonctions d'examen et d'enregistrement des demandes de titres de propriété industrielle et de délivrance de ces titres, tient le Registre central du commerce et des actes des sociétés, source d'information juridique essentielle sur les entreprises. Son dispositif d'information comprend :
- une bibliothèque technique et juridique, riche de nombreux ouvrages et périodiques sur la technologie, le droit et la jurisprudence de la propriété industrielle ;
- des salles de consultation des brevets (français, européens et étrangers), des marques françaises et internationales, des dessins et modèles ;
- des bases de données sur les brevets français et européens, les offres et les demandes de techniques cessibles ; sur les marques françaises et internationales ; sur les comptes et bilans des sociétés anonymes (SA) et des sociétés à responsabilité limitée (SARL) établies en France.

Deux prestations supplémentaires sont offertes aux consultants :
- le service d'information rapide, qui fournit, sous vingt-quatre heures, les renseignements extraits des bases de données et la photocopie des documents ;
- le service aux entreprises, qui répond « sur mesure » aux questions concernant brevets et marques.

Outre des bulletins officiels (l'édition *Brevets* publie les abrégés de toutes les demandes), l'INPI publie *Propriété Industrielle-Bulletin documentaire*, revue d'information, de doctrine et de jurisprudence. (Institut national de la propriété industrielle, 28 bis, rue de Valenciennes, 75008 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 42-93-21-20 ; télex : 290368 INPI Paris).

Dans le cadre de la prime ou de l'aide à l'innovation, l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) finance une partie des travaux des entreprises liées à la propriété industrielle. (43, rue Caumartin, 75008 Paris Cedex 08. Tél. : 42-66-93-10).

Les conseils en brevets sont regroupés au sein de la Compagnie des conseils en brevets d'invention. (21, rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél. : 45-22-55-11).

Aux niveaux international, européen et africain, on dénombre quatre organisations :

- l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) : institution spécialisée des Nations unies, ayant son siège à Genève et compétente en matière de droits d'auteur et de propriété industrielle. Chargée, notamment, de l'administration des conventions de Berne (droits d'auteur) et de Paris (propriété industrielle) et de nombreux arrangements particuliers conclus dans le cadre de cette dernière, notamment du PCT ;
- l'Organisation européenne des brevets (OEB) regroupe les pays membres de la CEE (sauf le Danemark, l'Irlande et le Portugal) ainsi que l'Autriche, le Liechtenstein, la Suède et la Suisse ; elle délivre des brevets européens (voir l'encadré de François Savignon, page 24) et a son siège à Munich en RFA ;
- l'Organisation africaine de propriété intellectuelle (OAPI) : regroupe actuellement treize États africains francophones et a son siège à Yaoundé au Cameroun ;
- l'African Regional Industrial Property Organization (ARIPO) regroupe actuellement treize États africains anglophones et a son siège à Harare au Zimbabwe.

BREVETS ET MARQUES

Des formes

Par
MARE-ANGÈLE
HERMITTE *

La notion de forme est une notion juridique qui a évolué au fil du temps. Elle désigne l'aspect extérieur d'un objet, sa configuration, sa silhouette, son dessin, etc. Elle est distincte de la fonction, qui est l'usage auquel l'objet est destiné. La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

La forme peut être protégée par le droit de la propriété intellectuelle, notamment par le droit des brevets et des marques. La protection de la forme est importante pour les entreprises, car elle leur permet de garantir l'originalité et la qualité de leurs produits. Elle est également une source de revenus pour les entreprises, car elles peuvent vendre leur forme à d'autres entreprises. La protection de la forme est donc un enjeu majeur pour les entreprises.

DES USINES CLÉS EN MAIN A L'ASSURANCE QUALITÉ

Des formes nouvelles de transfert de technologie

Par MARIE-ANGÈLE HERMITTE *

La quête d'un instrument adéquat pour assurer le commerce de la technologie entre opérateurs de niveaux de développement différents commença, dans les années 70, avec la contestation de la propriété industrielle: l'institution du brevet visé, en effet, à réaliser le commerce d'une innovation, segment technique étroit, alors que les pays du tiers-monde ont besoin d'acquiescer une technologie dans son intégralité. Simple description écrite qui, aux termes de la loi, doit être suffisamment précise et claire pour être décryptée par les hommes de métier, le brevet est inefficace en pays sous-développé, où ces hommes sont rares.

Il fallait donc trouver le support juridique de l'échange d'une technologie tout entière et parvenir à l'intégrer aux contrats permettant l'implantation d'un ensemble industriel. Il y avait alors deux voies possibles: soit le recours à l'investissement étranger, soit l'achat d'un ensemble usine plus technologie

facilité par l'expansion du système financier international. Très vite l'investissement étranger fut banni des pays sous-développés « conscients », car la soumission de la politique de développement à la logique d'une multinationale n'avait que des inconvénients: l'un d'entre eux était d'ailleurs: dans l'espace de la multinationale, la technologie reste captive. Et ce fut la grande vague d'achats d'usines clés en main.

La simple intégration du brevet et du savoir-faire à l'ensemble industriel s'avéra rapidement insuffisante, le personnel local ne parvenant pas à utiliser ce savoir-faire qui, contrairement à ce que le mot évoque, n'est encore que de l'écrit. C'est alors que s'est dégagée la distinction entre le savoir-faire, dont le transfert reste inefficace en pays sous-développé, et le savoir-produire, acquisition concrète d'une compétence technique collective, pour laquelle n'existaient aucun outil juridique connu susceptible d'en assurer la transmission. Telle fut la cause de la longue dérive économique-juridique d'un type de contrat à l'autre: toujours plus perfectionné, toujours plus lourd, toujours plus cher.

L'évolution a été d'abord marquée par une accumulation de prestations intellectuelles, disposées en strates suc-

cessives: au contrat clés en main, on ajouta de la formation du personnel, de l'assistance technique, du management, des contrats de commercialisation du produit fini... Puis, devant les échecs, on fit porter la revendication sur l'obtention de garanties non seulement pour les prestations matérielles, mais aussi pour la formation et l'assistance, passant ainsi aux contrats produits ou marchés en main. En ajoutant aux prestations matérielles le coût des prestations intellectuelles, puis le coût de la garantie de ces dernières, on en était arrivé, sans toujours s'en rendre compte, à doubler le prix des installations.

Il est difficile d'apprécier les effets de cette fuite en avant, les progrès techniques, moins incertains qu'on ne l'a parfois avancé, ayant été occultés par l'endettement qui en est partiellement résulté. Il reste, malgré tout, un début de structure industrielle, anarchique bien sûr, et la présence des premières générations d'ingénieurs dotés d'une certaine expérience: on n'achète et on ne construit pas la dixième cimenterie d'un pays comme on a acheté et construit la première.

Trois éléments caractéristiques des années 70 ont disparu: on ne demande plus de technologies ultra-sophistiquées. On trouve au contraire, dans certains contrats, l'idée que le constructeur fournira un procédé et des équipements qu'il utilise lui-même depuis plusieurs années. On cherche, quand c'est possible, à confier la construction de l'usine à un fabricant du produit désiré et non plus à l'une de ces entreprises d'ingénierie, structures polyvalentes sans expérience industrielle propre, qui ont longtemps dominé l'industrialisation du tiers-monde. Enfin, l'exigence de garanties très lourdes, comme celles qui avaient abouti au contrat produit en main, a disparu. Les prestations de formation professionnelle et d'assistance technique, à l'inverse, sont totalement entrées dans les mœurs, et le mouvement vers l'entreprise conjointe (joint-venture) se confirme partout dans le monde.

Le phénomène est déjà ancien, mais une meilleure maîtrise du fonctionnement efficace de la minorité de blocage permet à certains pays sous-développés d'abandonner l'idée qu'il leur fallait, en tout état de cause, détenir 51 % du capital. Ici aussi, des opérations moins onéreuses peuvent être envisagées. Mais ce qui est le plus caractéristique des opérations récentes, c'est la marginalisation de l'idée de transfert de technologie au profit de celle d'un transfert de qualité.

De nouvelles figures contractuelles sont en train de voir le jour dans cer-

tains pays ayant déjà un ensemble d'expériences, échecs et réussites confondus. Le contexte est très répétitif: il s'agit d'industries légères et de technologies sans sophistication extraordinaire. La première phase de l'opération est l'achat d'un procédé à un fabricant de stature internationale, qui sera ensuite chargé, autour de ce procédé, de mettre en place l'usine adéquate, la formation adéquate, etc. Derrière le mot « procédé », on trouve un ensemble de prestations intellectuelles classiques, comprenant les licences de brevet et la vente du know-how, mais surtout une licence de marque qui devient, en fait, le cœur de l'entreprise.

C'est en effet sur la licence de marque que l'industriel du Sud compte pour que son partenaire, dont le nom est impliqué, s'engage totalement dans l'affaire. Les contrats prévoient qu'une part non négligeable de la production sera exportée par les services commerciaux du fabricant dans les mêmes conditions que celles faites aux filiales.

A partir de cet accès au marché international, tout s'enchaîne logiquement: parce qu'il commercialise les produits sous licence comme les siens, le fabricant transfère ses propres

normes de qualité dans tout le processus de production: équipements identiques, matières premières identiques du point de vue de l'origine ou de la composition, mêmes contrôles aux mêmes étapes de la fabrication, mêmes contrôles sur le produit fini. Il y a en quelque sorte une reproduction à l'identique de l'outil et, surtout, des méthodes de production, ce qui élimine à peu près tout risque de distorsion entre les productions des deux partenaires.

En fait, le système permet de penser que l'industriel du Sud est assuré d'une excellente prestation sur le plan matériel et pour tout ce qui concerne le transfert de la documentation technique, entendue dans son sens le plus large. A l'inverse, le contrat ne tente pas du tout d'assurer la formation du personnel d'une quelconque garantie: elle est réalisée dans de bonnes conditions, puisque le personnel local est formé d'abord dans une usine du fabricant, identique à celle qui est en cours de construction, puis au poste de travail qu'il occupera effectivement. Le risque formation reste donc entre les mains de l'acheteur.

Rationaliser le processus de production

L'ASPECT véritablement original de ces contrats, qui ressemblent par ailleurs aux grandes opérations Est-Ouest des années 60, est l'accent mis sur le transfert des procédures d'assurance de la qualité, méthode utilisée chez le fabricant, qui vise à obtenir, par la rationalisation du processus de production la maîtrise de la qualité. Dans les rapports Nord-Sud, ces procédures, testées de longue date, peuvent garantir les qualités et quantités convenues. Elles constituent certainement un excellent support de transfert, à la condition que les équipes d'encadrement de l'acheteur aient déjà une certaine compétence collective dans la branche industrielle concernée. Elles seraient, en revanche, insuffisantes dans des pays de sous-développement total. On peut les qualifier d'instruments de développement intermédiaire.

Pas de changement juridique fondamental dans les rapports industriels Nord-Sud depuis quelques années, mais une certaine professionnalisation de la relation, et une redistribution des cartes qu'il ne faut pas ignorer. De nouveaux pays industriels quittent le camp de la contestation du brevet parce qu'ils deviennent eux-mêmes innovateurs. A l'inverse, les pays de la CEE,

distancés dans certains domaines, se lancent dans une politique d'entreprises conjointes avec les Etats-Unis pour obtenir des transferts de technologie: c'est ce qui s'est passé dans le domaine des fibres optiques, utilisables pour les télécommunications, les réseaux câblés... Le retard européen était difficilement rattrapable mais, dans les secteurs dépendant des marchés publics, il était difficile à des entreprises étrangères de s'implanter. La société Corning Glass imagine donc un réseau d'entreprises conjointes fonctionnant dans le marché commun: elle fournirait sa technologie, et les Européens le marché.

L'affaire se fit sous la haute surveillance des autorités de Bruxelles, qui appliquèrent à la lettre les théories tiers-mondistes - les licences de brevet exclusives furent transformées en licences non exclusives, un certain nombre de pratiques restrictives supprimées, les droits de vote et de gestion des représentants de la société mère américaine réduits - et qui en utilisèrent même la terminologie, puisque l'objectif visé est de maîtriser « le moment et le rythme auxquels Corning Glass transfère sa technologie ».

Dessins et modèles: des législations disparates

Par PIERRE COUSIN *

Au carrefour de l'art, de l'industrie et du commerce, les dessins et modèles sont à la recherche de leur identité. Sur le plan juridique, cette situation se traduit par des problèmes de frontières entre le droit des brevets et les autres droits de propriété industrielle et artistique. La loi française actuelle les a résolus par des mécanismes d'exclusion, de coexistence, ou encore de cumul.

Exclusion vis-à-vis des brevets: dans le système français, si une forme est nécessairement dictée par sa fonction, la protection par dessins et modèles lui est interdite, seule celle de la fonction pouvant éventuellement être recherchée par brevet. D'où le risque de laisser sans aucune protection un effort tel que celui du design.

Coexistence avec les marques, la loi française admettant qu'une marque puisse être constituée non seulement par un signe surajouté au produit, mais par la forme même de celui-ci. Il y a, cette fois, le risque d'un court-circuit du droit temporaire des dessins et modèles par celui, perpétuel, des marques.

Cumul avec la propriété artistique, le droit français n'ayant pas voulu distinguer l'art pur de l'art appliqué, évitant ainsi de transformer les juges en arbitres du bon goût.

L'équilibre est délicat mais il donne satisfaction à ses utilisateurs en France. Les autres législations nationales ne l'ayant cependant pas trouvé dans les mêmes termes, il en résulte des disparités entre les protections dont la même œuvre peut bénéficier selon les pays, notamment en Europe.

Ainsi, les législations nationales n'admettent pas toutes la théorie de l'unité de l'art, la même œuvre se verra soumise, d'un pays à l'autre, à des régimes différents. Une œuvre d'art appliquée ayant, en France, vocation à être protégée tant par le droit des dessins et modèles que par celui de la propriété artistique se verra, par exemple, refuser toute autre protection que celle des dessins et modèles en Italie et même... en France si sa première divulgation a eu lieu en Italie ou si elle a été conçue par un Italien! De même, si la divulgation d'une œuvre n'empêche pas son dépôt ultérieur à titre de dessin et modèle en France, elle l'interdit en République Fédérale d'Allemagne.

De telles différences de régime sont difficilement admissibles dans le marché de plus en plus unifié de la CEE. Un effort d'harmonisation s'imposait donc et il est maintenant entamé. Dans le passé, Paris a su prendre l'initiative de nombre de conventions internationales dans le domaine de la propriété industrielle. En sera-t-il de même en matière de dessins et modèles, alors que l'Organisation européenne des brevets est implantée en RFA et qu'il apparaît de moins en moins probable que l'Office communautaire des marques soit installé en France?

* Avocat à la Cour.

CEIPI - STRASBOURG

Licences et Transfert de Technologie
Licensing and Transfer of Technology

1^{er} module du 7 au 10 juin 1988

Contrats de Licence et de transfert de technologie
Agreements on the transfer of technology and licenses

2^e module du 4 au 7 octobre 1988

Stratégies et lois des transferts de technologies et des coopérations techniques
Strategy and Rules in Transfer of technology and Technical Cooperation

Langues: français et anglais

COORDINATEUR: M. Jacques-Henri GAUDIN, CGE-Group, Paris

Frais d'inscription, Inscription fees:
3 500,00 FF par personne et module

Pour tout renseignement complémentaire
Please contact for more information

M^{me} Pourvatchy, CEIPI, place d'Athènes, 67000 Strasbourg (France)
Tél.: 88-61-55-04

VOIR PLUS LOIN

L'information dans le domaine de la propriété industrielle est une clé fondamentale pour la stratégie de votre entreprise:

- surveillance de vos concurrents,
 - veille technologique,
 - dépôt de brevets,
 - création de marques.
- Télesystèmes Questel, premier serveur européen de banques de données, vous offre l'accès à:
- plus de 25 millions de brevets du monde entier,
 - toutes les marques en vigueur en France, et ce sur votre micro-ordinateur ou sur votre minitel.

Avec des partenaires prestigieux tels: l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) à Paris, en relation avec l'Office Européen des Brevets (La Haye)/l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (Genève), Derwent Publications

Ltd. (Londres), et Compu-Mark (Anvers).

Télesystèmes Questel, l'information stratégique pour votre Entreprise.

Contactez-nous.

Télesystèmes Questel

83-85, boulevard Vincent-Auriol 75013 Paris.

Tél.: 16 (1) 45.82.64.64 - Téléc.: 204.594 F.

Questel Inc.

5201 Leesburg Pike, Suite 603, Falls Church, VA 22041 USA.

Tél.: (703) 845-1133 - Toll-free: (800) 424-9600.

Photo: S. Schmitt - Volad

LA GUERRE COMMERCIALE
MONDIALE?
façon

des Communautés européennes, et introduit un dispositif de protection aux frontières de ses Etats membres dans un règlement (6) du conseil des ministres du 1^{er} décembre 1986, sur le « la mise en libre pratique des marchandises de contrefaçon ». Le Conseil de coopération économique (CCD) prépare une loi-type sur la « l'importation des marchandises de contrefaçon ».

Contrairement à la CEE et à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, les Etats-Unis, sous la menace de sanctions commerciales, s'efforcent d'imposer à leurs partenaires, par les pays « infracteurs », de législateurs américains, pour protéger leurs intérêts pharmaceutiques et agro-alimentaires, de faire pression sur le gouvernement coréen des mesures d'exercer de fortes pressions sur les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande et souhaitent trouver un accord bilatéral avec la Chine, dont la loi de 1986 sur les brevets laisse sans protection deux secteurs (7).

Quelle que puisse être l'efficacité des mesures juridiques adoptées en préparation, on fonde actuellement de grands espoirs sur le développement de nouveaux moyens techniques (utilisation des produits originaux et de la surveillance plus efficace du marché. Des contrats d'assurance contre le risque de contrefaçon sont également proposés.

La manière la plus efficace de généraliser les contrefaçons et les produits est cependant de faire pression sur les Etats abritant les « pirates », pour acheter qu'ils agissent, à la même instance, contre leur pays d'origine.

- (1) Voir, notamment, le rapport au Conseil économique et social de M. Jean de Saut, « La protection des contrefaçons », (N° 10000, 9 juillet 1983).
- (2) Selon le comité de liaison pour la loi sur le commerce mondial et l'Union européenne, la CEE 100 000 brevets.
- (3) Voir *Financial Times*, 6 janvier 1988.
- (4) Voir *New York Times*, 9 février 1987.
- (5) Voir *New York Times*, 9 février 1987.
- (6) *Journal of International Law*, Vol. 12, 2, 1987, p. 233.
- (7) N° 1342, 16.
- (8) Voir Catherine Grosset-Romieu et Yves Pissierand, *Le Nouveau Droit des brevets*, 1987, Paris, 1987 (N° 1), 1987, 75000 Paris).

les nationaux
tions internationales

industrielle portent des dénominations administratives variées. Ils assurent, d'intergénération et de déviance des informations de public. L'office national de propriété industrielle (ONPI) qui a son siège à Paris, Lyon, Marseille, Nancy, Nîmes.

Le service d'information des demandes de brevets de ces titres, tant le Registre national, source d'information juridique essentielle d'information comprend:

- les brevets, et de nombreux ouvrages et périodiques en la jurisprudence de la propriété industrielle.

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

Le service français, européens et étrangers, des brevets, des dessins et modèles, des marques, des droits de propriété industrielle et artistique, et des sociétés anonymes (SA) et des sociétés anonymes (SA).

ANCRÉ DANS LE TERROIR FRANÇAIS...

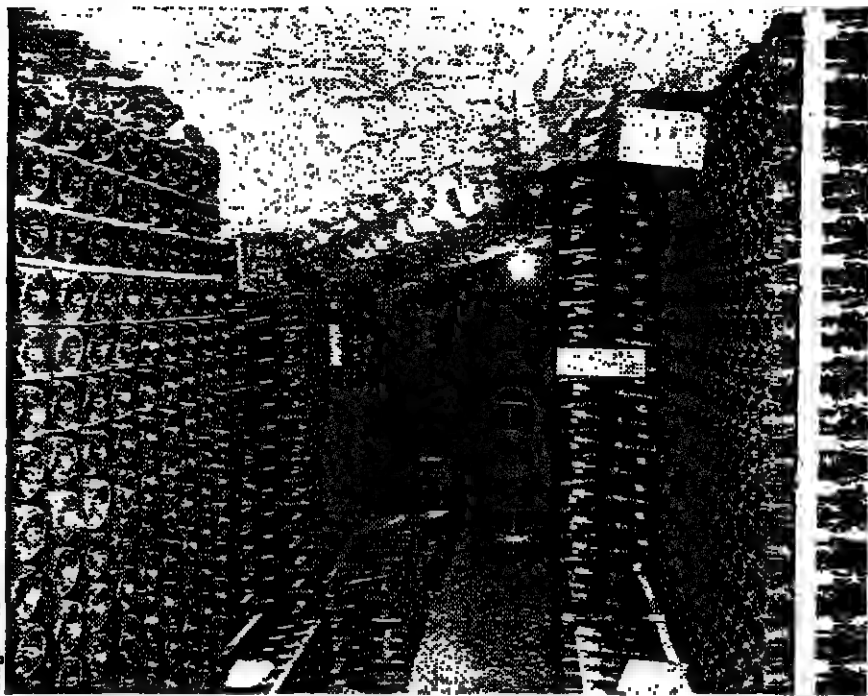
Le système des appellations d'origine

BREVETS, marques, modèles, la plupart des mécanismes de protection des droits de propriété industrielle ont connu des développements parallèles dans les divers pays industrialisés. Il n'en va pas de même pour les appellations d'origine que l'on peut considérer comme une création largement française (mais d'autres systèmes tendant au même but existent à l'étranger, par exemple en RFA, en Espagne, en Italie et même en Afrique du Sud).

De longue date, la France a, en effet, été réputée pour l'exceptionnelle qualité de certains de ses produits alimentaires, alliant les caractéristiques issues de la nature aux spécificités du labeur des hommes. Fromages et vins sont deux des domaines où une constante recherche de valorisation des produits et d'amélioration de la qualité devait donner naissance à l'institution connue sous le nom d'appellation d'origine. Et la réflexion pourrait d'ailleurs être étendue à certains secteurs industriels : mouchoirs de Cholet, céramiques de Vallauris, porcelaine de Limoges, etc.

L'appellation d'origine implique d'abord l'identification des meilleurs produits d'une spécialité régionale puis la mise au point d'un cahier des charges des modalités optimales de production. Ainsi, par exemple, en matière de vin, un terroir est rigoureusement délimité et, à l'intérieur de son périmètre, seules les meilleures parcelles (sol, exposition, etc.) sont retenues ; une liste limitative des cépages à utiliser et des proportions correspondantes est établie (y compris les rendements maximaux à l'hectare) ; enfin une charte des techniques de vinification est mise au point.

Ce cahier des charges autorise tous les producteurs du terroir concerné à revêtir leurs produits présentant les



LE SAVOIR-FAIRE SÉCULAIRE DES VIGNERONS BOURGUIGNONS
Au service des consommateurs et de la balance commerciale

caractéristiques requises de la mention « appellation d'origine contrôlée ». Il s'agit là d'un véritable « monopole d'occupation » d'une considérable valeur économique (un brandy produit dans la région de Cognac, mais n'ayant pas droit à l'appellation d'origine, se vend beaucoup moins cher qu'un cognac) et qui présente la caractéristique originale de bénéficier à des exploitants qui se font concurrence entre eux.

Ce système est mis en place par les pouvoirs publics en liaison étroite avec les instances professionnelles concernées. Le dispositif ainsi élaboré pragmatiquement, secteur par secteur, est ensuite inséré dans un ensemble national, dont les bases légales ont été

posées en 1919 par un texte comportant des sanctions pénales et assurant donc une forte protection aux appellations. Un Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie (INAO) vient coordonner l'ensemble des activités nationales et régionales des domaines concernés, sous la houlette du ministère de l'Agriculture.

La France reconnaît les appellations d'origine des pays avec lesquels elle a conclu des accords et leur assure la forte protection de sa propre loi. La réglementation de la CEE fournit également une bonne protection aux appellations d'origine des pays membres et des États tiers grâce à une réglementation sévère des pratiques culturelles et oenologiques, et de l'étiquetage des vins et alcools. Ce dispositif est déjà entré en vigueur pour ce qui les concerne et on commence à voir certaines étiquettes arborer la mention communautaire de VQPRD (vin de qualité produit dans une région déterminée), à la place des traditionnelles mentions françaises AOC (appellation d'origine contrôlée) ou VDQS (vin de qualité supérieure).

Le système est pourtant loin d'avoir le même succès partout, et de nombreux pays, à l'instar de l'Australie, du Canada et des États-Unis continuent à refuser toute protection sérieuse aux appellations d'origine étrangères, favorisant ainsi la concurrence déloyale pratiquée par leurs ressortissants... et la tromperie de leurs consommateurs.

Y. P.

PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médailles :
Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM

CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



UNIVERSITÉ ROBERT SCHUMAN
PLACE D'ATHÈNES

67084 STRASBOURG CEDEX - Tél. : 88-61-18-18/88-61-56-04



LE CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (CEIPI) est né de l'heureuse rencontre de l'industrie et de l'université.

Créé il y a vingt-cinq ans, le CEIPI a tout d'abord pour vocation de former des spécialistes en matière de propriété industrielle (brevets d'invention, marques, dessins et modèles industriels, design, concurrence et transferts de technologie).

Les études, qui portent sur une durée universitaire d'une année, conduisent à un examen qui, en cas de succès, donne droit au diplôme d'études internationales de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques, etc.), soit au diplôme d'études internationales en brevets d'invention, soit encore au diplôme d'études internationales en marques, dessins et modèles industriels.

Sont admis au centre les personnes de nationalité française ou étrangère, titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise des facultés de sciences.

Pour permettre aux spécialistes qui sont déjà entrés dans la vie professionnelle de suivre les cours et de passer les examens, le CEIPI organise, tous les deux ans, un enseignement de sept semaines, réparties sur une année universitaire.

Les débouchés réservés aux diplômés du CEIPI sont ceux de la profession libérale de conseil, de spécialiste des services de propriété industrielle de l'industrie, de la profession d'avocat et de la fonction publique.

Le CEIPI a aussi développé une section internationale organisant des enseignements de perfectionnement en matière de transferts de technologie et de brevet européen. Aujourd'hui, le CEIPI assure la formation en vue de la préparation de l'examen de qualification auprès de l'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS, dans différentes villes européennes.

LE CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE s'est également vu confier par l'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) à Genève, la formation de responsables de la propriété industrielle des pays en voie de développement sur une courte durée de trois semaines.

Enfin, il y deux ans, le CEIPI a, en collaboration avec l'Institut de recherche en franchise (IREFF), et avec le soutien de la Fédération française de la franchise, mis en place un enseignement d'une année universitaire visant à former des spécialistes en droit et ingénierie de la franchise.

Le directeur général, J.-I. BURST
Le diplôme qui est délivré en fin d'année est un diplôme d'études supérieures spécialisées.

UN HANDICAP POUR L'EUROPE

L'absence de «délai de grâce»

Par
ERNEST
GUTMANN *

SELON les droits de brevets applicables dans la plupart des pays européens, une invention dont la nouveauté n'est plus absolue ne peut plus être protégée. Sa divulgation prématurée, par un tiers ou par son inventeur, entraîne donc la perte du droit au brevet. Dans d'autres pays, les droits sont moins sévères à l'égard de l'inventeur, lorsqu'il est lui-même l'auteur de la

divulgaration. Celle-ci réalisée, il peut encore demander une protection, s'il effectue le dépôt d'un brevet dans un «délai de grâce» : un an aux États-Unis et — sous certaines réserves — six mois au Japon.

Faut-il supprimer ce délai de grâce, là où il existe, ou, au contraire, l'étendre à tous les pays ? La question est au cœur du projet de traité sur l'harmonisation des droits de brevets qu'étudie à l'heure actuelle l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Domaine public et intérêt public

LE principe du délai de grâce suscite, en France, de sérieuses réserves. Comment, disent certains, distinguer celles des divulgations antérieures qui seraient opposables à un brevet postérieur et celles qui ne le seraient pas ? L'incertitude juridique qui en résulterait pour les tiers, sinon pour l'inventeur lui-même, ne devrait-elle pas être le seul facteur à prendre en compte. On peut, en particulier, se demander si la sanction — nullité du brevet — frappant l'inventeur trop disert n'est pas préjudiciable à l'intérêt public. En effet, l'invention qui «tombe dans le domaine public» n'est pas seulement perdue pour l'inventeur. Elle peut l'être aussi pour la société. La nullité du brevet — ou son absence — entraîne alors souvent le désintérêt des industriels : n'étant plus assurés de l'exclusivité, ils hésitent à engager les investissements nécessaires à l'exploitation d'une invention non protégée.

Le problème est moins grave dans les pays qui ont adopté le délai de grâce car une invention considérée comme perdue par l'industrie européenne peut encore conserver chez eux toutes ses potentialités de développement : bénéficiant localement d'une

protection efficace, leurs entreprises peuvent aisément, à partir d'une base autochtone, se lancer à la conquête des marchés européens alors libres. A l'inverse, la perte du brevet, aujourd'hui insurmontable en Europe, pour toute invention prématurément divulguée, a pour effet de restreindre l'éventail des choix d'innovations et de projets techniques nouveaux pour les seuls industriels du Vieux Continent.

Les pays dans lesquels le délai de grâce existe n'y renonceraient pas, quel que soit le sort ultérieur du traité étudié par l'OMPI. L'incorporation dans les droits de brevets en Europe restituerait leur attrait à des inventions aujourd'hui abandonnées et rétablirait une situation de concurrence plus saine au plan international. Cela supposerait que soient aussi préservées la cohésion de ces droits et la sécurité juridique des tiers, les inventeurs eux-mêmes devant prendre conscience qu'une telle disposition ne les protégerait pas nécessairement contre des publications de tiers, éventuellement suscitées par leurs propres divulgations.

Il reste que, pour un inventeur soucieux de préserver ses droits sur son invention, le bénéfice du délai de grâce ne constituera jamais un substitut adéquat au maintien du secret jusqu'au dépôt du brevet.

* Conseil en brevets d'invention.

Le brevet européen et le traité de coopération (PCT)

DEUX instruments permettant de protéger simultanément une invention dans plusieurs pays ont commencé à fonctionner le même jour, le 1^{er} juin 1978 : la convention sur le brevet européen et le traité de coopération en matière de brevets, plus connu sous le sigle PCT (Patent Cooperation Treaty).

Conçus à la même époque, les deux systèmes se ressemblent ; en particulier, ils organisent de manière analogue les premières phases d'instruction des demandes de brevets. Le dépôt d'une seule demande, dans une seule langue, comportant la désignation de ceux des États membres (1) où la protection est désirée, confère les mêmes droits que le dépôt d'une demande nationale dans chacun de ces pays. Une recherche sur l'état de la technique est ensuite effectuée ; le demandeur et le rapport sur l'état de la technique sont publiés, permettant au demandeur et au public de se former une opinion fondée sur la validité de l'invention au regard des critères de nouveauté et d'activité inventive.

A partir de là, les deux systèmes diffèrent : tandis que la demande de brevet européen, après avoir subi un examen, aboutit, si elle satisfait aux critères exigés, à un brevet européen unique, équivalent dans chacun des pays désignés à un brevet national, la demande internationale, selon le PCT, reste soumise, dans chacun des pays désignés, aux examens prescrits par les législations nationales. A la différence d'une demande européenne, une demande internationale peut aboutir à un brevet dans un pays et être rejetée dans un autre.

Le brevet européen est devenu le moyen le plus utilisé dans le monde pour protéger une invention dans plusieurs pays européens. Le PCT a connu un développement moins rapide mais progresse régulièrement. Les deux systèmes sont d'ailleurs plus complémentaires que concurrents puisque la plupart des demandes PCT comportent la protection en Europe par la voie du brevet européen.

F. S.

(1) Pour le brevet européen : les États membres de la CEE, sauf le Danemark, l'Irlande et le Portugal, mais aussi l'Autriche, le Liechtenstein, la Suède et la Suisse. Pour le PCT : quarante États dont la plupart des pays européens, les États-Unis, le Japon, l'Australie, l'Union soviétique, le Brésil.

Par le général
GEORGES
BUN

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

Le général Georges Bun, commandant en chef de l'Armée de l'air, a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier. Le général Bun a été nommé à ce poste le 1^{er} avril 1988. Il succède au général Jean-Louis Pélissier.

الطريق إلى...

« LA GUERRE NOUVELLE », de Gisèle Charzat

Une stratégie de l'amont

Par le général
GEORGES
BUIS

DEPUIS mai 1945, l'Europe occidentale, vaincue, humiliée, un temps exsangue puis économiquement forte, se cherche. Dans le désordre. Sans grand dessein politique. Son passé tumultueux pèse sur elle et aussi - nouveauté - la pression sans nuances de chacune des deux grandes puissances.

Aussi bien dans les faits : « l'Europe ! la défense de l'Europe ! » ne sont plus objectifs mais incantation.

Ses lotharingiens, conditionnés par des siècles de vie en conglomérat, se satisfont organiquement de la tutelle américaine. L'Angleterre, à quelques satisfactions d'amour propre près, court au-devant des exigences d'outre-Atlantique. Seule, la France s'est attachée à ce fourre-tout en 1956. Peut-être, dans doute, demain, l'Espagne... Et un théâtre sud ?

Quarante ans viennent ainsi de s'écouler, secoués de rudes crises dans les rapports Est-Ouest, qui n'impliquent directement que trois fois les supergrands. Ils s'en sont d'ailleurs très bien tirés. Sans casse. Ces convulsions, et beaucoup d'autres, furent vécues avec angoisse par les Européens en situation passive de glacis.

Chaque menace, chaque grand-père ne pouvait que provoquer de la part des hommes politiques du continent - dont certains furent grands - des initiatives qui se traduisaient par une multitude de conférences, d'accords, voire de

traités. Ainsi acquiescent l'alliance atlantique, l'OTAN (qui étonna au passage l'Union européenne occidentale (UEO), seule organisation de défense européenne), le traité de Rome, la CEE et combien d'autres non négligeables. Toutes furent insuffisantes - ou même s'opposèrent - à la réalisation d'une entité européenne apte à l'affrontement du siècle des technologies extrêmes et émergentes et, par là même, à assumer pour tout ou partie sa défense.

Ces quarante années virent la fondroyante mutation de la guerre conventionnelle en menace nucléaire, d'abord, en compétition vitale pour la maîtrise de l'espace, ensuite.

Les hommes qui nous gouvernent les ont vécues dans la discontinuité du pouvoir. La génération montante n'entretient que des sigles sans signification pour elle. Il était temps que tout cela fût ordonné et mis en situation.

Gisèle Charzat (1) le fait avec rigueur mais aussi avec vigueur en 150 premières pages denses et alertes, ponctuées de jugements sonnants clairs. C'est là une « mise à plat » indispensable pour que le Français de 1988 puisse, sachant où il en est et pourquoi, se poser raisonnablement la question du « que faire ? »

Interrogation capitale. Le temps est en effet arrivé où les Européens dispersés et concurrents se trouvent devant le plus formidable défi que l'Amérique se soit jamais lancé à elle-même et au monde après les projets Manhattan (bombe à fission) et Apollo (l'homme sur la Lune) : l'initiative de défense stratégique (IDS).

Que le fantastique projet d'architecture de l'espace et le ciel de boucliers antimissiles nucléaires aboutisse ou non est paradoxalement de seconde importance. Ce qui compte est que l'Amérique, créant à son profit un troisième et gigantesque appel d'air pour les chercheurs du monde entier, a entrepris de s'assurer la maîtrise des technologies extrêmes qualifiées pudiquement d'« exotiques » nécessaires à la réalisation d'un projet apparemment démesuré sur le plan militaire. Point n'est besoin d'énumérer ici les recherches et découvertes du Livermore Laboratory ou de tels autres centres américains. Gisèle Charzat en fait son affaire, qui démontre, en sus, combien la soustraction aux firmes européennes (3 % du budget de l'IDS) leur lie de fait les mains.

Dans le même temps, le Pentagone retrouve l'esprit de victoire, refuse le match nul d'une défense statique sur les positions qui découpent en tranches les territoires sud-européens de l'OTAN. Lignes franchement comiques lorsque l'on sait que le C3 (commandement, coordination, communication) permet d'appréhender la guerre en temps réel à l'échelle de la planète. Aussi bien les Etats-Unis se sont-ils, depuis 1980, dotés d'un nouveau règlement de manœuvres : le FM 100-5, dont un avatar a été proposé comme panacée à l'OTAN sous le nom, très haute couture, de Follow on Forces Attack (FOFA).

Ne pas vouloir se contenter d'une pure défense aéroterrestre et se proposer - cependant que l'on bloque sur place l'échelon de tête - de le couper

de ses renforts opérationnels par une attaque dans la profondeur, est certes une vision digne de la puissance et du ressort américains. Fâcheusement pour les Européens, fait remarquer Gisèle Charzat, la réalisation de FOFA repose sur l'intégration de technologies dont l'Amérique a seule commencé à s'assurer la maîtrise, ce qui constitue, de fait, une considérable avance. D'un seul coup les réalisations européennes en matière d'armements conventionnels s'en trouvent déclassées. Sans un formidable surcroît communautaire pour s'accrocher au peloton de tête, les soldats de la Vieille Europe vont se trouver en tout - commandement et exécution - dépendants du Pentagone à un point encore jamais atteint.

Avec Ariane, Hermès, Columbus, Eureka ; avec les projets européens : ESPRIT (technologies de l'information), Brice (recherche fondamentale), Race (Communications), la France s'efforce désespérément depuis trente ans - et depuis 1981 en particulier - de relancer une coopération européenne sur les technologies qui signifient la compétitivité au vingt et unième siècle.

A de très rares exceptions près, ces projets sont - non suivis - et désastreusement financés. En chaque occasion l'Angleterre, qui ne veut pas plus d'Europe continentale que l'Est ne voulait d'Europe napoléonienne, se défile en chantonnant « une chanson d'esclave heureuse » (Max Jacob). La RFA est immobilisée par l'Est comme par l'Ouest. L'Italie se veut la bonne élève de l'OTAN, côté dollars.

Alors, abandonner ?

Non. Dans un dernier chapitre hardiment intitulé « A la France », Gisèle Charzat entonne une *Marseillaise* de l'espoir, de la capacité de notre pays de se donner les moyens du renouveau de sa défense. De Gaulle l'a fait en son temps, incompris de tout le monde politique mais instinctivement soutenu par l'opinion.

S'adapter aux technologies nouvelles ? Pour cela d'abord couper le bois mort des armements conventionnels : chars, porte-avions, chasseurs-bombardiers, armements qui furent prestigieux parce que déterminants dans la bataille d'hier et qui ne sont plus que ruineuse quinquillerie ; se doter d'un grand projet de l'espace ; passer de la « nation en armes » née en 1952 et morte en 1940 à la « nation armée » ; de la défense fondée sur la stratégie des moyens à celle à laquelle les moyens proposent une stratégie. C'est assez dire que la défense change de plan. De la militarisation intégrale elle passe dès aujourd'hui à la mobilisation permanente des cerveaux comme du tissu industriel et économique de la nation. La guerre c'est « avant ». Cette conception, Gisèle Charzat la dénomme très joliment : stratégie de l'amont.

D'un tel sursaut dépend à court et moyen termes la place de la France dans le monde et, par voie de conséquence, la liberté du citoyen de l'an 2000.

(1) Gisèle Charzat, *La Guerre nouvelle*, Stock, Paris, 233 pages, 89 F.

Dans les revues...

DE DÉFENSE NATIONALE. - M. Borel, *Le Monde*, 1987, 20 F. - 76, rue Villiers-de-Flotte-Adam, 75020 Paris.

AFRIQUE CONTEMPORAINE. - Tendances et perspectives de la démographie africaine. (N° 145, premier trimestre, trimestre, 35 F. - La Documentation française, Paris).

ARABES QUATRIÈME. - Les relations entre les Etats-Unis et le Maroc, en particulier les conséquences de leur soutien à Rabat dans le conflit du Sahara occidental. (Vol. 3, n° 4, automne 1987 (dernier republié), 5 dollars. C/O AALIS, 506 Third Avenue, New York, N.Y. 10017, Etats-Unis).

ARABES. - La « diversification de la politique étrangère algérienne et l'émancipation des relations avec les Etats-Unis. (N° 15, mars, automne, 30 F. 76, rue Joffroy, 75017 Paris).

MONDES EN DÉVELOPPEMENT. - Une analyse de l'économie de guerre en Irak et une étude sur les tendances de la crise économique en Iran. (N° 58-59, 1987, trimestre, 150 F. - Cordes, C/O Institut de sociologie, bureau 1105, CP A 124, rue de la Chapelle, 44-1000 Bruxelles).

LE MESSAGE DE L'ISLAM. - Première partie du message historique de l'imam Khomeini aux pèlerins de La Mecque en août dernier, dont le texte sera intégralement reproduit en français en plusieurs livraisons. (N° 51, mars, automne, 1987, trimestre, 1800 rials en 18 dollars. - BP 14 155 - 3899 Tefraïm).

LES CAHIERES DE L'ORIENT. - Un dossier sur le conflit irano-iranien, un autre sur les territoires occupés et une très intéressante présentation de la « scolarisation » irakienne. (N° 5-9, quatrième trimestre 1987 - premier trimestre 1988, trimestre, 120 F. - 88, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

L'ARABIE. - La réaction des Juifs de France aux événements dans les territoires occupés par Israël. « Il s'agit à 95 % derrière Israël », écrit la revue du Fonds social juif unifié. (N° 371, mars, automne, 22 F. - 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris).

LE JOURNAL DE PALESTINE STUDIES. - Quels sont les mythes antérieurs sur le Proche-Orient ? Un numéro spécial consacré à la « situation dans la région ? (N° 66, hiver, trimestre, 4,95 dollars. - JPS, Georgetown Station, PO Box 25301, Washington, DC 20077-3345).

CULTURES ET POLITIQUES. - Un numéro spécial consacré au « drame des Palestiniens, aux violences du sionisme et au silence des nations ». (N° 122, mars-avril 1988, trimestre, 20 F. - 5, rue Saint-Hippolyte, 69002 Lyon).

LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTI. - Un dictionnaire de Jacques

lucien du pays. (N° 2, 1987, trimestre, 100 F. - L'Harmattan, Paris).

AFRIQUE CONTEMPORAINE. - Tendances et perspectives de la démographie africaine. (N° 145, premier trimestre, trimestre, 35 F. - La Documentation française, Paris).

ARABES QUATRIÈME. - Les relations entre les Etats-Unis et le Maroc, en particulier les conséquences de leur soutien à Rabat dans le conflit du Sahara occidental. (Vol. 3, n° 4, automne 1987 (dernier republié), 5 dollars. C/O AALIS, 506 Third Avenue, New York, N.Y. 10017, Etats-Unis).

ARABES. - La « diversification de la politique étrangère algérienne et l'émancipation des relations avec les Etats-Unis. (N° 15, mars, automne, 30 F. 76, rue Joffroy, 75017 Paris).

MONDES EN DÉVELOPPEMENT. - Une analyse de l'économie de guerre en Irak et une étude sur les tendances de la crise économique en Iran. (N° 58-59, 1987, trimestre, 150 F. - Cordes, C/O Institut de sociologie, bureau 1105, CP A 124, rue de la Chapelle, 44-1000 Bruxelles).

LE MESSAGE DE L'ISLAM. - Première partie du message historique de l'imam Khomeini aux pèlerins de La Mecque en août dernier, dont le texte sera intégralement reproduit en français en plusieurs livraisons. (N° 51, mars, automne, 1987, trimestre, 1800 rials en 18 dollars. - BP 14 155 - 3899 Tefraïm).

LES CAHIERES DE L'ORIENT. - Un dossier sur le conflit irano-iranien, un autre sur les territoires occupés et une très intéressante présentation de la « scolarisation » irakienne. (N° 5-9, quatrième trimestre 1987 - premier trimestre 1988, trimestre, 120 F. - 88, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

L'ARABIE. - La réaction des Juifs de France aux événements dans les territoires occupés par Israël. « Il s'agit à 95 % derrière Israël », écrit la revue du Fonds social juif unifié. (N° 371, mars, automne, 22 F. - 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris).

LE JOURNAL DE PALESTINE STUDIES. - Quels sont les mythes antérieurs sur le Proche-Orient ? Un numéro spécial consacré à la « situation dans la région ? (N° 66, hiver, trimestre, 4,95 dollars. - JPS, Georgetown Station, PO Box 25301, Washington, DC 20077-3345).

CULTURES ET POLITIQUES. - Un numéro spécial consacré au « drame des Palestiniens, aux violences du sionisme et au silence des nations ». (N° 122, mars-avril 1988, trimestre, 20 F. - 5, rue Saint-Hippolyte, 69002 Lyon).

LE JOURNAL DE LA PAIX-PAX CHRISTI. - Un dictionnaire de Jacques

Duquesne fort critique à l'égard d'Israël, et une « lettre aux candidats à l'élection présidentielle » à propos du désarmement et du commerce des armes (Mars, mensuel, 12,50 F. - 44, rue de la Santé, 75014 Paris).

STUDIA DIPLOMATICA. - Jean-Claude Pape, secrétaire général de l'OCDE, analyse les conditions d'une meilleure croissance économique. (N° 6, bimestriel, 500 francs belges. - 58, avenue de la Cornue, 1050 Bruxelles).

LES CAHIERES DU CEMMAP. - Les problèmes économiques, sociaux et biologiques posés par l'évolution de l'agriculture et la crise des marchés internationaux des produits agricoles. (N° 14, février, mensuel, 292, rue Saint-Martin, 75141, Paris Cedex 03).

IFDA. - Le travail de groupe des pays d'Afrique noire et la lutte populaire pour l'environnement au Mali. (Mars-avril, bimestriel, abonnement annuel : 45 francs suisses. - 4, place de Marché, 1260 Nyon, Suisse).

BONGAID-IMPRES. - Face aux fluctuations du marché international du soja dont elle rappelle l'histoire, la revue s'interroge sur les conséquences d'une reconquête possible de la production dans les pays du Sud comme le Brésil. (Vol. 38, n° 1, octobre-décembre 1987, trimestre, 40 F. - Centre de recherche des questions agro-alimentaires et du développement, 14 rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 03).

NALIA. - Un dossier sur le « Mexique, au crise, au futur », pour mieux comprendre la situation dans ce pays qui, lui aussi, élira un nouveau président cette année. (Vol. XXI, n° 5-6, décembre 1987, trimestre, 3,5 dollars. - 191 West 19th, 9th Floor, New York, N.Y. 10011).

REVUE NOUVELLE. - Un important dossier : Amérique centrale, l'Europe du destin » par Alain Herpin, Michael Stührenberg et Eric Vernet. (Revue LXXXVII, n° 1, février, mensuel, 34 F. - Rue Penelope 26, 1630 Bruxelles).

POUVOIRS. - Un numéro consacré au Sénat de la République : élection, organisation et fonctionnement, fonction législative et électorale du rôle de l'Assemblée parlementaire. (N° 44, mars, trimestre, 85 F. - PUF, 14, avenue du Bois-de-Figinière, BP 90, 91063 Evry Cedex).

POLITES. - Un dossier sur le vote écologique en France et un portrait du candidat le plus discret à l'élection présidentielle, le « vert » Antoine Waechter. (N° 18, 1987, trimestre, 120 F. - 88, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

La télévision future dans une Europe sans frontières. Réunion internationale à Urbino, du 6 au 9 avril. (Centro Alti Studi Europei, via Saffi 1, Urbino, Italie. Tél. : (0722) 320005).

L'information télévisée. Dans le cadre des Rencontres télévision 1988 qu'organise le Centre de recherche et d'action culturelle de Valence (Drôme), un colloque international aura lieu le vendredi 8 avril, avec la participation de nos collaborateurs Ignace Rancourt et Bernard Cassen. (Françoise Calvez, 10, rue Farnier, 26000 Valence. Tél. : 75-43-42-33).

Europe 1992, Flutuation financière. Colloque international organisé à Paris, les 12 et 13 avril, par l'Institut français des relations internationales. (IFRI, Montague Reintjes, 6, rue Ferrus, 75005 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 45-50-91-08).

Falkland. - Un pays insulaire et insulaire. Séminaire du Centre français du commerce extérieur, à Paris, le 18 avril. (CFCE, direction de l'information et de l'informatique, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16).

La situation alimentaire mondiale, conséquences pour les politiques agri-

coles. Une session, les 19 et 20 avril à Paris, de la Société française d'économie rurale. (SFER, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 47-07-47-36).

L'engagement international. Séminaire du Centre de formation aux réalités internationales, à Paris, le 19 avril. (CEPRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-65-25-00).

Associations, organisations non gouvernementales et droits de l'homme. Colloque organisé, les 22 et 23 avril à Lyon, par l'Institut des droits de l'homme de l'Université catholique de Lyon, avec la participation de notre collaborateur Alain Gresh. (IDH, 10-12, rue Fochier, Lyon-2. Tél. : 72-32-50-50).

European Defence and European Political Union. Colloque organisé à Mainz (RFA), du 12 au 15 mai, par la General Assembly of European Students. (75, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : (1) 40-16-11-03).

Anglais, perspectives de paix. Séminaire hebdomadaire organisé tous les mercredis à Paris par le Forum international de politique. (FIP, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-38-24-87).

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. - Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à la « perestroïka ». Egalement, une première recension des projets à la veille du bicentenaire de la Révolution française. (N° 215, février-mars, 6 numéros par an, 40 F. - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. - Une critique radicale des ONG, comme le cheval de Troie, et le rôle des ONG dans les pays asiatiques du Commonwealth. (1988, n° 1, bimestriel, abonnement annuel : 300 francs belges. - Union des associations transnationales, rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. - Un numéro presque entièrement consacré aux « Troubles et tensions internes ». (N° 769, janvier-février, 5 francs suisses. - 17, avenue de la Paix, CH-1205 Genève).

FUTURES. - Deux articles sur les perspectives de propagation du SIDA en

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. - Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à la « perestroïka ». Egalement, une première recension des projets à la veille du bicentenaire de la Révolution française. (N° 215, février-mars, 6 numéros par an, 40 F. - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. - Une critique radicale des ONG, comme le cheval de Troie, et le rôle des ONG dans les pays asiatiques du Commonwealth. (1988, n° 1, bimestriel, abonnement annuel : 300 francs belges. - Union des associations transnationales, rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. - Un numéro presque entièrement consacré aux « Troubles et tensions internes ». (N° 769, janvier-février, 5 francs suisses. - 17, avenue de la Paix, CH-1205 Genève).

FUTURES. - Deux articles sur les perspectives de propagation du SIDA en

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. - Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à la « perestroïka ». Egalement, une première recension des projets à la veille du bicentenaire de la Révolution française. (N° 215, février-mars, 6 numéros par an, 40 F. - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. - Une critique radicale des ONG, comme le cheval de Troie, et le rôle des ONG dans les pays asiatiques du Commonwealth. (1988, n° 1, bimestriel, abonnement annuel : 300 francs belges. - Union des associations transnationales, rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. - Un numéro presque entièrement consacré aux « Troubles et tensions internes ». (N° 769, janvier-février, 5 francs suisses. - 17, avenue de la Paix, CH-1205 Genève).

FUTURES. - Deux articles sur les perspectives de propagation du SIDA en

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. - Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à la « perestroïka ». Egalement, une première recension des projets à la veille du bicentenaire de la Révolution française. (N° 215, février-mars, 6 numéros par an, 40 F. - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. - Une critique radicale des ONG, comme le cheval de Troie, et le rôle des ONG dans les pays asiatiques du Commonwealth. (1988, n° 1, bimestriel, abonnement annuel : 300 francs belges. - Union des associations transnationales, rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. - Un numéro presque entièrement consacré aux « Troubles et tensions internes ». (N° 769, janvier-février, 5 francs suisses. - 17, avenue de la Paix, CH-1205 Genève).

FUTURES. - Deux articles sur les perspectives de propagation du SIDA en

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. - Louis-Jean Calvet relève les mots de l'année 1987-1988, du « lundi noir » à la « perestroïka ». Egalement, une première recension des projets à la veille du bicentenaire de la Révolution française. (N° 215, février-mars, 6 numéros par an, 40 F. - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. - Une critique radicale des ONG, comme le cheval de Troie, et le rôle des ONG dans les pays asiatiques du Commonwealth. (1988, n° 1, bimestriel, abonnement annuel : 300 francs belges. - Union des associations transnationales, rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. - Un numéro presque entièrement consacré aux « Troubles et tensions internes ». (N° 769, janvier-février, 5 francs suisses. - 17, avenue de la Paix, CH-1205 Genève).

FUTURES. - Deux articles sur les perspectives de propagation du SIDA en

Europe et aux Etats-Unis, et une contribution de Michel Godet sur les défis et la crise mondiale des systèmes éducatifs (N° 1118, février, mensuel, 50 F. - 55, rue de Valenciennes, 75431 Paris Cedex 03).

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMMAN. - Présentation de l'œuvre du philosophe et poète libanais assassiné en mai 1987. (N° 1, mars, 20 F. - BP 55, 69340 Francheville).

FRANCE. - Cette revue artistique et littéraire américaine publiée à Paris présente un dossier sur la littérature philippine et de nombreux poèmes écrits en anglais ou traduits du tagalog (N° 8-9, hiver 1987-1988, bi-mensuel, 60 F. - David Applefield, 31, rue Colomb-Delorme, 93100 Montreuil).

POSTITIF. - Un entretien avec le meilleur documentariste français, Raymond Depardon, et un dossier sur les réalisateurs étrangers en France. (N° 325, mars, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris).

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. - Un dossier : « Etudes du cinéma » par une vingtaine de spécialistes. (N° 3-4, mars, mensuel, 400 francs belges. - 44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles).

LE

L'ÉDITION A L'ENCAN

L'édition est depuis quelques années le terrain de grandes manœuvres financières internationales — fusions, offres publiques d'achat (OPA) sauvages ou amicales, participations croisées — dont l'ampleur et la brutalité ne le cèdent en rien à celles qui ont cours dans d'autres domaines touchant de moins près à la création intellectuelle.

Perçu comme un secteur sensible — et donc justiciable de mesures spécifiques, comme la loi Lang sur le prix unique du livre, — la production éditoriale n'est rien d'autre pour les grands groupes qu'une matière première, certes auréolée d'un grand prestige, des industries multimédias de la communication. Des industries dont l'implacable logique de rentabilité les conduit graduellement à subordonner le contenu du « produit » livre à son mode de commercialisation sur des marchés internationaux de plus en plus uniformisés, et donc à rechercher la standardisation aux dépens de l'originalité (voir ci-contre l'article de Jean-Guy Boin et Jean-Marie Bouvaist).

Le lamentable spectacle qu'offre aujourd'hui le paysage audiovisuel français sous le règne de l'Audimat, des séries américaines et du tronçonnage des films par la publicité annonce-t-il la mutation à venir d'un monde de l'édition que l'opinion associe encore à de grandes figures comme celle de Gaston Gallimard, aux cafés littéraires de la rive gauche, voire aux débats ou intrigues des comités de lecture (1) ? L'enjeu est considérable, et c'est pourquoi le même ministre de la culture et de la communication dont la loi a ouvert la voie au déverrouillage télévisuel a malgré tout jugé bon de s'interroger sur l'avenir du livre français. Sans être encore alarmant, le constat ne porte guère à l'optimisme (2).

Et ce n'est pas l'accélération de la concentration de l'édition française — dont le récent rapprochement, au sein du Groupe de la Cité, de la Compagnie européenne de publications qui contrôlait déjà Larousse et Nathan, et des Presses de la Cité est le dernier exemple en date — qui rassurera tous ceux, pour qui ni le livre ni non plus le journal ne sont des produits comme les autres. Deux empires dont la colonne vertébrale industrielle — la Compagnie générale d'électricité (CGE) pour le Groupe de la Cité et Matra pour Hachette — est à cent lieues de la littérature ne partagent désormais plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'édition française. Et chacun — la récente tentative d'OPA d'Hachette sur le groupe américain Gröller en témoigne — ressent le besoin de s'internationaliser pour mieux résister aux concurrents britanniques, néerlandais, italiens ou allemands.

Paradoxalement, au moment même où, comme les industriels des autres secteurs, les éditeurs européens renforcent leur implantation outre-atlantique (3), c'est le modèle éditorial américain qui s'impose en Europe : recherche du best-seller déclinable sur tous les médias, marginalisation des œuvres atypiques...

Si, en France, la lecture et le marché de l'édition stagnent depuis neuf ans, les pays en développement, aux structures éditoriales fragilisées par l'état général de leurs économies, voient progresser le nombre de lecteurs sans livres (voir ci-dessous l'article d'Ezzedine Mestiri). Rien n'indique que les restructurations mondiales en cours remédient en quoi que ce soit à cette situation.

BERNARD CASSEN.

(1) Voir le livre-témoignage caennais que vient de publier Michel Deguy, ancien lecteur chez Gallimard, le Comité Champ Vallon, Éditions Diogenes, Paris, 1988, 208 p., 89 F.

(2) Patrick Cahart, *Le livre français a-t-il un avenir ? Rapport au ministre de la culture et de la communication*, La Documentation française, Paris, 1988, 181 p., 60 F.

(3) Voir Herbert R. Lottman, « The Internationalization of Publishing », *The Bookseller*, Londres, 19 février 1988.

Par
JEAN-GUY BOIN
et JEAN-MARIE
BOUVAIST

DEUX géants dominent aujourd'hui l'édition française : Hachette, contrôlé par Matra, et le Groupe de la Cité, sous la coupe de la Compagnie générale d'électricité (CGE) et d'Havas. Assurément, à eux seuls, plus de la moitié du chiffre d'affaires de la production de livres (10,6 milliards de francs au total en 1986), et près des deux tiers de celui de la diffusion, de la distribution et des clubs (sur un total de 4,7 milliards de francs en 1986) (1), leur puissance rassure les uns, inquiète les autres.

Face aux grands groupes américains et européens, la France dispose donc désormais de structures d'une taille suffisante pour affronter les batailles, présentes et futures, des industries de la communication, dans lesquelles le livre a encore un rôle à jouer. Mais surtout le renforcement continu de ces deux empires et la répartition de leur capital font entrer l'édition de livres dans une logique et des modèles d'organisation privilégiant la rentabilité aux dépens de la création.

Quand un groupe industriel et financier investit dans un secteur nouveau, l'une de ses premières préoccupations est d'en contrôler la distribution. En ce qui concerne le livre, le problème est complexe : 270 000 titres réputés disponibles, 15 000 nouveautés par an, et jusqu'à 30 000 points de vente pour certains ouvrages de grande diffusion. L'entrée dans l'édition des techniques de la logistique puis de la distribution (2) a multiplié la puissance des appareils commerciaux des Deux Grands. Recherchant l'effet de dimension, pour remodeler les réseaux de vente à leur gré, ils contraignent leurs concurrents à renforcer leurs structures pour survivre. Mais les nouvelles machines à distribuer coûtent cher : non seulement elles limitent les capacités d'investissement des éditeurs dans des « produits » nouveaux (recherche d'auteurs, livres dits « à risque »), mais, progressivement, elles conduisent la distribution à modeler le produit lui-même.

Depuis les années 50, les techniciens de la vente directe (par correspondance et par courtage) recherchent des produits-livres adaptés à leur système. Avec le « livre de poche » lancé

* Directeur commercial et financier des Éditions Le Découvreur.
** Professeur à l'université Paris-Nord.

La création sous

par Hachette en 1953, une technique de production industrielle de grande série permettait un abaissement considérable des prix de vente, la standardisation des formats facilitant le stockage et les manutentions. Réduisant des titres qui avaient déjà fait leurs preuves sur le plan commercial, le « livre de poche » était, sans risque, mis en place dans un nombre considérable de points de vente.

An fil des années, les grands éditeurs et quelques moyens lancèrent à leur tour, avec des succès inégaux, des collections bon marché au format de poche. La majorité de ces collections présentent elles aussi des rééditions. Le développement des clubs a complété le poids de ces dernières. Ainsi Franco-Loisirs, filiale du Groupe de la Cité, réalise 11 % du chiffre d'affaires de toute l'édition avec environ trois cents titres sélectionnés parmi les meilleures ventes réalisées en librairie.

Les séries standard renforcent l'industrialisation de la production. Il s'agit de « nouveautés » conçues sur un même modèle « fidéles » les clients. Harlequin a été la plus belle réussite commerciale dans ce domaine. La recherche de l'effet de dimension ne touche pas seulement les rééditions et

les séries. Aux politiques de catalogue et de constitution de fonds durables se substituent les mises en place massives de nouveautés et le développement accéléré des rotations (un titre chassé l'autre) qui rentabilisent davantage les investissements effectués dans la distribution que les réassorts d'ouvrages à vente régulière, mais à rotation lente.

Pour que leurs distributives fassent du profit, tout en occupant une place prépondérante chez les détaillants, les deux grands groupes sont amenés à diversifier leur production et à couvrir tout les secteurs : littérature, éducation, jeunesse, sciences humaines et sociales, livres de référence, beaux livres, livres pratiques, bandes dessinées, etc. Cette préoccupation se traduit par la création de nouveaux départements ou de nouvelles filiales, par le rachat d'entreprises, par une présence directe ou indirecte dans toutes les spécialités et par l'utilisation de tous les circuits de vente. Le livre est désormais davantage un moyen qu'un objectif : contrôler un groupe d'édition et de distribution constitue le « ticket d'entrée » le moins élevé pour prendre pied et se développer dans les industries culturelles et celles de l'information et de la communication.

Le satellite contre le manuscrit

HACHETTE et le Groupe de la Cité sont aussi, avec des approches et à des degrés différents, des groupes de presse importants. Hachette-Matra est le deuxième éditeur et le premier diffuseur de presse. Le Groupe de la Cité est le sixième éditeur de presse et le premier dans les publications professionnelles spécialisées, grâce à la Compagnie européenne de publications (CEP). Il est toujours majoritaire dans le groupe *Express*, contrôle le groupe *Média* et les publications Denis Jacob. Les liens privilégiés avec les filiales françaises de Bertelsmann-Grüner und Jahr (*Prima, Geo, Ça m'intéresse*) permettront de nouvelles synergies.

Mais, au-delà de la presse, la diversification vers les médias audiovisuels, considérés comme source de haute rentabilité à terme, semble être l'objectif principal de repreneurs déjà largement présents dans la radio, la télévision, le cinéma, le câble et le satellite, le vidéo-disque, le CD-ROM, les logiciels et les bases de données. De la « nouvelle édition » à la « déclinaison » sur tous supports d'un même concept éditorial, la

tendance paraît davantage à élaborer des produits-livres, dérivés de séries de télévision, qu'à concevoir des adaptations cinématographiques, télévisuelles ou radiophoniques à partir de livres. De plus, le grand « boom » audiovisuel et électronique tardant à se déclencher, il faut, pour être présent dans tous les secteurs prometteurs, payer cher les indispensables observatoires qui permettent de « voir venir ».

M. Jean-Luc Lagardère, patron de Matra, avait présenté sa prise de contrôle d'Hachette comme « le mariage du satellite et du manuscrit ». A plusieurs reprises M. Yves Sabourat, directeur général du groupe, a répété que les profits qu'Hachette allait réaliser dans l'audiovisuel permettraient de financer la survie du livre. Or, aujourd'hui, c'est le livre et la presse

(1) Chiffres tirés de Patrick Cahart, *Le livre français a-t-il un avenir ?*, La Documentation française, Paris, 1988, 181 p., 60 F.

(2) Alliance de la robotique, de l'information et de la télématique au service de la distribution.

Des lecteurs

privés d'éc



DANS UNE
La soif de lire en

Donner des livres pour préserver l'avenir du français

La vitesse croissante de rotation des dépôts de livres chez les libraires, et donc des inévitables retours, fait que, souvent, le sort d'un ouvrage — indépendamment de sa qualité — se décide, par médias interposés, en quelques semaines. Résultat : des millions d'exemplaires passent chaque année au pilon.

Dans le même temps, dans de très nombreux pays en développement, des centaines de milliers, voire des millions de lecteurs potentiels, en particulier les professeurs de français et leurs élèves, dépourvus des revenus leur permettant d'acquiescer des ouvrages, sont privés de textes français.

C'est pour remédier partiellement à cette situation aberrante que des dizaines des milliers d'ouvrages promus au pilon ou, chez les particuliers et les bibliothèques, à la poubelle, ont été fournis gratuitement à des pays comme Haïti ou la Guinée. C'est aussi ce que vient de faire la Maison de l'Amérique latine à Paris (1) en collectant 100 000 ouvrages, dont la moitié fournis par les Libraires de France, et en les envoyant au Brésil où ils seront répartis entre les bibliothèques des soixante-quinze implantations des Alliances françaises.

Dans les prochains mois, la Maison de l'Amérique latine, avec l'aide des Libraires de France, de la Compagnie générale maritime (CGM), de plusieurs contingents d'ouvrages de littérature générale à l'Argentine, au Brésil, à Cuba, à l'Uruguay et à plusieurs autres pays. En même temps, la Maison répondra, de manière plus sélective, à d'autres besoins spécifiques : ouvrages de référence, livres et revues scientifiques, livres pour la jeunesse, bandes dessinées, etc.

Loins de concurrencer les exportations, ces opérations peuvent créer, recréer ou maintenir un appétit de lecture en français qui risque de s'éteindre, faute d'être alimenté, et qui, un jour, constituera une demande solvable.

B. C.

(1) 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris — Tél. : 42-22-97-60.

LIBRETTI PATRIE

Tradition et enseignement

Cherchez-vous une école ?

Le canton de Vaud — mondialement connu pour son enseignement privé — vous offre plus de 50 écoles privées répondant aux besoins de vos enfants.

AVDEP c'est : internat et externat, écoles primaires et secondaires, préparation : maturité suisse, baccalauréat français et international, examens anglais et américains.

Cours de : commerce, informatique, secrétariat, hôtellerie, tourisme, langues modernes, économie domestique, architecture, cours de vacances.

ANDIAVOX

FRANÇAIS : Cours intensifs : 4-11 semaines. Pour adultes dès 16 ans. Externat. Objectif : réajustement communautaire. Diplômes officiels. - Beaulieu 19, C.P. 138, CH-1000 Lausanne St. Tél. 194121/37 68 15.

ST. GEORGE'S SCHOOL

CH-1820 Clamart-Montreux Internat international anglais de Jeunes Filles (9-19ans). Etudes secondaires complètes. Progr. anglais et américain. Musique, peinture, théâtre, développement de la personnalité. Sports. Cours d'été pour garçons et filles (10-16ans). Tél. 194121/464 34 11 ; Tél. 463 031 geor.ch

ECOLE BLANC

CH-1820 Montreux Dir. : P. A. Ruchat Rue Industrielle 29, tél. 194121/22 63 52 Cours de secrétariat, Cours supérieurs d'études commerciales et de langues, informatique, Préparation à l'apprentissage, Diplômes, Cours de français étrangers, Traitement de texte. Fondée en 1923.

Baccalauréat (séries A, B, C, D) Statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger. Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

3, ch. de Prévion - CH-1001 LAUSANNE Tél. 194121/20 75 01 - tél. 465.900 et ch. - Fax 194121/22 67 00

INSTITUTE MONTE ROSA

A coeducational boarding school: Oxford University GCE "A" & "O" levels, Computer Science, American College Entrance (SAT, ACT & TOEFL), Advanced Placement & CLEP, Cambridge Exam, in English, Language (including EFL), Holiday language courses, 57, Av. de Chillon, CH-1820 Montreux, Tél. 194121-963 35 41, Fax 194121-963 47 83, Tél. 463 257 rose.ch

Patronné par l'Association Vaudoise des Ecoles Privées (AVDEP) et l'Office du Tourisme du Canton de Vaud (OTV).

LE SERVICE SCOLAIRE DES ECOLES PRIVEES

vous conseillera gratuitement et sans engagement 60, Av. d'Ouchy, 1000 Lausanne 6 - Tél. 194121-27 72 55 - Tél. 464.390

Membre du comité de rédaction de *Croissance des jeunes nations*, Paris.

Par
EZZEDINE
MESTIRI

L'ABSENCE de support écrit n'a pas empêché la transmission des connaissances dans certaines sociétés où une tradition orale et une mémorisation poussée ont pu sauvegarder le savoir. Si le mode oral reste aujourd'hui dominant dans différentes cultures et civilisations, notamment africaines, il est inexistant d'en affirmer le caractère exclusif. Il n'y a pas de peuple sans écriture. Tous, à un moment donné de leur histoire, ont accédé à l'écrit.

Sait-on, par exemple, que la découverte de papyrus sur les rives du Nil montre que le continent africain a été le premier à produire des livres ? Le métier d'écrivain et d'éditeur est né sous une forme embryonnaire, grâce au travail de quelques scribes égyptiens. Par la suite, l'extension de l'islam sur le continent et l'afflux des marchands arabes vers les grands centres urbains ont aidé au développement de l'écrit.

Aujourd'hui, à chaque minute de chaque jour un nouveau livre paraît dans le monde. Plus de 80 % de ces ouvrages sont publiés dans les pays industrialisés. Ainsi en 1983, sur une production mondiale de 772 000 titres, seuls 191 000 ont été imprimés dans les pays en voie de développement, dont à peine 10 000 en Afrique.

L'essor du livre dans le tiers-monde dépend essentiellement de quatre facteurs : la réussite des politiques d'alphabétisation, la création de maisons d'édition locales, la mise en place de réseaux de libraires et le développement des bibliothèques. Durant la décennie écoulée, si quelques initiatives et de louables projets ont vu le jour, le tableau dans son ensemble reste sombre. Le nombre d'analphabètes est malheureusement en augmentation : 760 millions en 1970, 824 millions en 1980, et, si les tendances actuelles se maintiennent, 912 millions d'ici à la fin de ce siècle.

* Membre du comité de rédaction de *Croissance des jeunes nations*, Paris.

les fourches caudines de la rentabilité ?

Création sous

les séries. Aux politiques de culture et de constitution de fonds de réserve de nouveautés et de développement de nouvelles séries (la loi de l'autre) qui rentabilisent les investissements effectués dans la vente régulière, mais à rotation lente. Pour que leurs distributeurs ne préparent pas chez les détaillants deux grands groupes sont amenés à diversifier leur production et à créer de nouvelles séries : littéraires, sociales, livres de référence, etc. Cette préoccupation est d'ailleurs la même pour les éditeurs de livres de poche, par une spécialité et par l'utilisation de circuits de vente. Le livre est donc un moyen de contrôler un groupe d'édition et d'entrée, le moins élevé pour le pied et se développer dans les séries culturelles et celles de la fiction et de la communication.

contre le manuscrit

tendance paraît davantage à être des produits-livres, dérivés de la télévision, qu'à concevoir des séries cinématographiques, littéraires ou radiophoniques à partir de livres. Plus, le grand boom audiovisuel électronique tendant à se décliner, faut-il pour être présent dans les secteurs prometteurs, payer des indemnités, observer, observer, observer de « voir venir » ? M. Jean-Luc Lagardère, patron de la presse, a présenté la presse comme le satellite et du monde. A plusieurs reprises M. Yves Sautou, directeur général du groupe, a dit que les profits de l'industrie de la presse dans l'audiovisuel permettraient de financer la survie du livre. Aujourd'hui, c'est le livre et la presse.

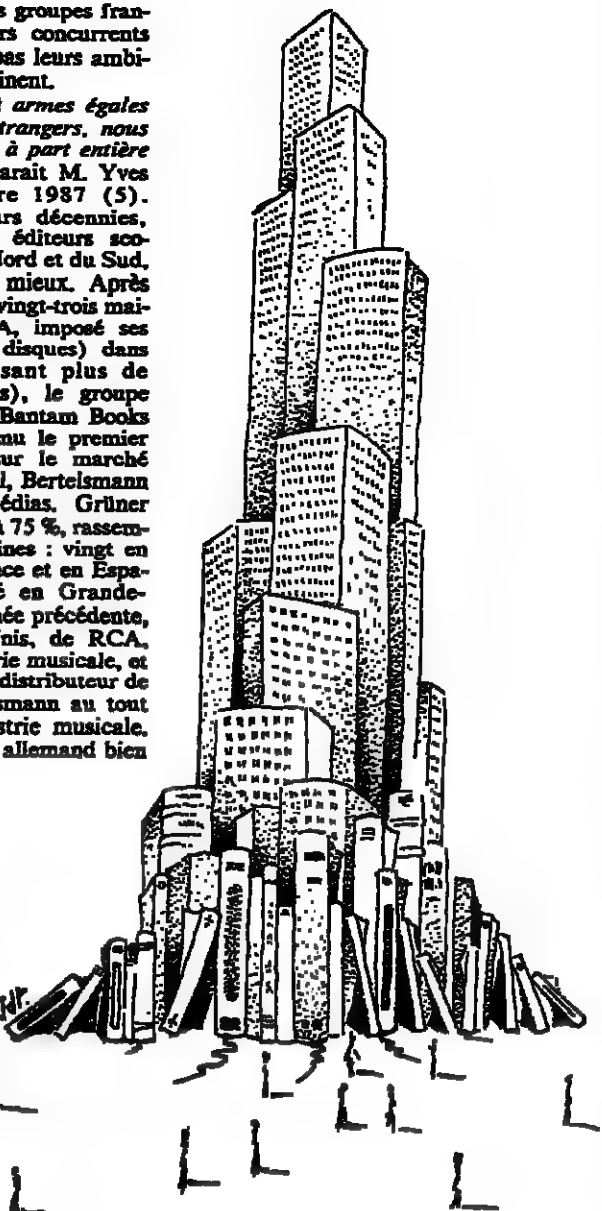
qui doivent dégager des marges suffisantes pour financer les investissements dans les autres supports. Et d'abord en restreignant les frais de recherche et les risques de l'innovation. Les investissements vont actuellement aux études de marché pour les produits de grande consommation et aux budgets de promotion sur les produits sûrs : rééditions, séries, « coups ». Mais la « loi de Diderot » (sur dix livres, six font perdre de l'argent, trois équilibrent à peu près recettes et dépenses, un seul fait du profit) s'applique aussi aux « coups » commerciaux. Aux Etats-Unis, 50 % des « poches grand public » sont pilonnées, et le pourcentage des retours de *hard covers* oscille entre 35 et 55 % (3). La France est ainsi en train de rejoindre, dans l'absurdité, le grand modèle américain.

Chaque année, 13 % environ des titres produits en France sont des œuvres traduites et, si l'on isole la caté-

Nouvelles tendances

domine la standardisation la plus banale dans une grande partie de l'édition pour la jeunesse (exploitant les séries télévisées internationales) et les livres pratiques. Les coproductions internationales, résultant de la mise en commun des capacités des plus compétitives de plusieurs éditeurs, sont parfois plus acceptées encore, et réservées le plus souvent à des « produits lourds » (chers), dans lesquels dorures et quadrichromies comptent davantage que les contenus. Elles font entrer l'édition dans ce que Philippe Schuever appelle l'« édition à répétition » (4), c'est-à-dire la réutilisation des mêmes documents iconographiques, d'un livre à l'autre, pour illustrer des textes empruntés au catalogue des éditeurs concernés et le « prêt à éditer » avec ses formes diverses de robotisation intellectuelle. Dès la naissance du livre imprimé, l'Europe s'est imposée aux éditeurs comme un marché naturel. De Venise à Nuremberg et d'Anvers à Paris, des stratégies d'alliance entre les entrepreneurs concurrents s'étaient imposées pour parvenir aux seuils de rentabilité que les frontières de chaque pays ne permettaient pas d'atteindre. Les langues internationales de communication culturelle que constituaient encore le latin et le grec facilitaient les échanges. Cinq siècles plus tard, l'Europe est à nouveau présentée comme le marché d'avenir des producteurs français de livres, mais les enjeux

ont changé et les grands groupes français, à l'image de leurs concurrents européens, ne limitent pas leurs ambitions au seul Vieux Continent. « Pour nous battre à armes égales avec nos concurrents étrangers, nous devons devenir éditeurs à part entière dans leurs pays », déclarait M. Yves Sabouret en novembre 1987 (5). Certes, depuis plusieurs décennies, Hachette contrôle des éditeurs scolaires en Amérique du Nord et du Sud, mais Bertelsmann fait mieux. Après avoir pris le contrôle de vingt-trois maisons d'éditions en RFA, imposé ses clubs de livres (et de disques) dans dix-neuf pays (totalisant plus de 16 millions d'adhérents), le groupe allemand, qui contrôle Bantam Books et Doubleday, est devenu le premier éditeur de « poche » sur le marché américain. Multinational, Bertelsmann est également multi-médias. Gruner und Jahr, qu'il contrôle à 75 %, rassemble trente et un magazines : vingt en RFA, les autres en France et en Espagne. Géo s'est installé en Grande-Bretagne en 1987. L'année précédente, le rachat, aux Etats-Unis, de RCA, numéro trois de l'industrie musicale, et de Sonopress, deuxième distributeur de disques, a placé Bertelsmann au tout premier rang de l'industrie musicale. Et l'on trouve le groupe allemand bien



Jean-Denis Philippe

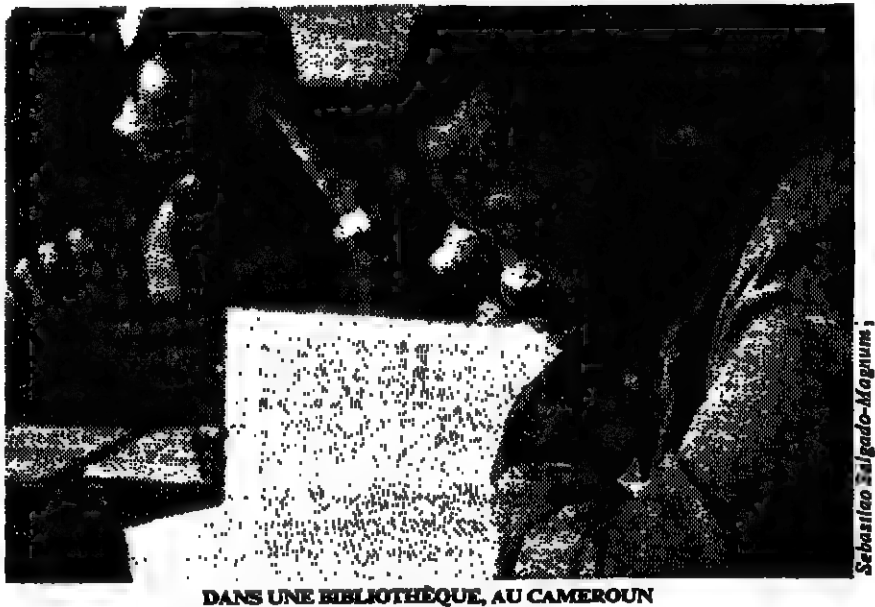
implanté dans le cinéma, la télévision, le câble, le satellite, le vidéo-disque, l'édition électronique... Présence et prudence dans les nouveaux médias, investissements lourds dans l'imprimerie (quinze imprimeries en Allemagne, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Italie), la stratégie ambitieuse de Bertelsmann consiste à valoriser ses savoir-faire, et à acquiescer dans des domaines nouveaux, à faire fructifier tous les croisements possibles

péen et international, dans tous les domaines de la communication. C'est en avançant des arguments semblables pour le marché mondial des encyclopédies qu'Hachette a lancé le 14 mars dernier une offre publique d'achat (OPA) sur l'un des dix premiers éditeurs américains, Grolier. Une démarche très ambitieuse, puisque le coût total de l'acquisition s'élèverait à 2,3 milliards de francs et ferait de l'empire de M. Jean-Luc Lagardère le troisième groupe mondial d'édition. Au dire de leurs protagonistes, les concentrations en cours dans l'Hexagone — la dernière en date étant l'acquisition des éditions Rombaldi par Hachette — devraient compenser les pertes d'une filiale par les gains d'une autre, donnant ainsi à l'entreprise en difficulté le temps de se remettre à flot. De même, grâce à la diversification des produits et des supports, la récession d'un secteur serait équilibrée par le développement d'un autre. Avec l'internationalisation, la baisse de consommation d'un pays ou d'une aire linguistique verrait ses effets amortis par l'extension des ventes dans un autre pays ou une autre zone. Comme chaque groupe réaffirme sa volonté de préserver l'autonomie éditoriale de ses composantes, le livre se trouverait donc renforcé par les grandes manœuvres en cours. Mais cette autonomie n'est-elle pas limitée à quelques variations personnalisées et mineures d'une même politique éditoriale ? Le risque n'est-il pas celui d'une mondialisation des marchés par l'uniformisation de l'offre ? La encore les assomements de la plupart des librairies américaines ont de quoi inquiéter. L'obligation de conformité à la norme mondiale n'a certes pas encore envahi l'ensemble de la production nationale ; l'édition française n'est pas colonisée par des capitaux étrangers et, en matière de livre, la situation n'est pas, pour le moment, celle de l'audiovisuel, où les Etats-Unis produisent, le reste du monde diffusant et consommant leurs produits. C'est pourquoi entre la jeune francophonie et les traditions culturelles de l'Europe occidentale, entre l'Amérique latine et quelques foyers de sympathie éparés à travers le monde, la pensée, la littérature, la langue française, l'édition française, ont encore une chance de survie et de développement. Pour la saisir, face à une « reproduction » qui envahit et envahira de plus en plus les grands empires de la communication et de l'édition, il s'agit aujourd'hui d'inventer des structures efficaces de résistance. En portant le regard au-delà des frontières nationales, au-delà de la seule défense du patrimoine et de l'artisanat de luxe.

JEAN-GUY BOIN et JEAN-MARIE BOUVAIST.

- (3) Lewis A. Cower, Charles Kadish, Walter W. Powell, Books, The Culture and Commerce of Publishing, The University of Chicago Press, Chicago, London, 1985.
- (4) Philippe Schuever, *Éditeurs aujourd'hui*, Reiz, Paris, 1987.
- (5) *Libres Hebdo*, n° 40, 28 septembre 1987.
- (6) Hadmat Holten, « Bertelsmann, la tradition de l'écrit », *Médias Poétiques*, n° 6, mai 1987.

Des lecteurs privés d'écrit



DANS UNE BIBLIOTHÈQUE, AU CAMEROUN. La soif de lire ne connaît ni prix excessif des ouvrages.

bureaucratie et la censure. Ainsi en Tunisie, la Société tunisienne de diffusion, organisme étatique, dispose du monopole de l'importation du livre et s'attribue la presque totalité de celui de la messagerie. Autant à Tunis qu'à Rabat, l'Etat exerce une influence sur ce qui doit être lu en pratiquant une censure qui ne dit pas son nom. Quelques libraires tunisiens et marocains peuvent certes importer directement, mais, chez les autorités, la peur du livre est réelle. En Algérie, la tenue du Salon international du livre d'Alger provoque, chaque année, une immense ruée des lecteurs. Acheteurs des ouvrages par coffrets entiers, les amateurs se bousculent, en venant parfois aux mains pour acquiescer aussi bien des romans que des livres pour enfants, des manuels de bricolage ou des dictionnaires que des encyclopédies. L'édition algérienne reste cependant limitée et peu imaginative face à la demande énorme et variée des lecteurs, et l'Entreprise nationale algérienne du livre (ENAL) détient le monopole de l'édition et de la diffusion.

En Amérique latine, la situation est indiscutablement meilleure, mais le monde du livre, sauf au Brésil, qui dispose de puissantes entreprises d'édition, reste fragmenté et déséquilibré. La demande des pays hispanophones du continent américain est confrontée à une offre essentiellement localisée en Espagne. L'ensemble du sous-continent de langue espagnole produit annuellement 24 000 titres et l'Espagne à elle seule 32 000, dont 4 000 dans d'autres langues. Cette faiblesse des structures éditoriales est aussi une des conséquences des politiques officielles, beaucoup de gouvernements ne considèrent toujours pas le livre comme un indispensable instrument de développement. Dans le tiers-monde, la soif de livres bute sur leur prix, qui atteint des niveaux malheureusement très supérieurs à celui préconisé lors de l'année internationale du livre en 1972 : l'équivalent d'une heure de travail payé au minimum garanti. Reste, en théorie, le recours aux bibliothèques, mais elles sont peu développées dans de nombreux pays hors des stricts besoins scolaires. Ainsi, au-delà des contraintes

scolaires, l'enfant n'est pas encouragé à lire, ou à lire peu.

Les bibliothèques du tiers-monde pourraient tenir un rôle important dans les campagnes d'alphabétisation et de lecture. C'est le cas en Tanzanie, où 3 000 des 8 000 villages que compte le pays disposent d'une bibliothèque rurale, certes pas toujours bien garnie, mais qui joue un rôle essentiel : soutenir les alphabétisés dans leur pratique de lecture. Malheureusement, les publications manquent cruellement dans quelques pays où le fonds d'ouvrages disponibles ne dépasse pas quelques centaines de titres. Au grand centre bibliographique d'Abidjan, sorte de « mini Beaubourg », le budget consacré à la climatisation dépasse de loin celui destiné à l'acquisition de livres ! Le tiers-monde ne manque ni d'écrivains, souvent publiés à l'étranger, ni de lecteurs. Mais trop souvent le sort et l'avenir des livres y sont confiés à des ministères et à des bureaucraties, sa diffusion et sa distribution demeurant une chasse gardée des structures étatiques. Pourtant, les progrès de la scolarisation y font surgir un potentiel de lecteurs avides de trouver l'écrit à leur portée.

EZZEDINE MESTRI.

(Publié)

Des professionnels de l'écriture à votre service pour rédiger, réviser, améliorer le livre que vous portez en vous.

Ecrire à : SOS Manuscrit 11, Rue Boyer-Barret 75014 Paris

COLLOQUE A PARIS

Les Journées européennes du livre et de la lecture

LES 14 et 15 avril, pendant le Salon du livre, le Conseil de l'Europe et l'UNESCO organisent, avec le soutien du ministère de la culture et de la communication et celui de divers médias et institutions (1), des Journées européennes du livre et de la lecture. Ces journées prendront la forme de cinq tables rondes réunissant des personnalités françaises et européennes pour débattre des grands enjeux de la création, de la production, de la diffusion et de l'utilisation du livre en Europe. Elles se tiendront à l'UNESCO (salle 11, place Fontenay, 75007 Paris) selon le calendrier suivant : Jeudi 14 avril à 15 heures : Le métier d'écrivain ; à 17 h 30 : La lecture, une activité en péril ? Vendredi 15 avril à 10 heures : L'avenir des librairies ; à 15 heures : Statut et influence des critiques littéraires ; à 17 h 30 : Les éditeurs et l'internationalisation du marché du livre. Les tables rondes « Statut et influence des critiques littéraires » et « Les éditeurs et l'internationalisation du marché du livre » seront respectivement présidées par Josyane Savigneau, journaliste au *Monde des livres*, et par Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*. Une publication regroupant diverses contributions sur ces thèmes sera mise en vente à l'occasion de ces journées. Les lecteurs du *Monde diplomatique* sont cordialement invités à l'ensemble de ces sessions, le présent encadré tenant lieu d'invitation pour accéder à l'UNESCO. (Renseignements : Marianne, Inter Echanges, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris. Tél. : 43-37-56-99).

(1) Le *Monde diplomatique*, le *Monde des livres*, les Fondations espagnoles Santillana et German Sanchez Ruiz, la Maison des écrivains, l'Association de Libraires de la lettre, la revue *Encrages* et IRM-Presse.

En vente le 11 avril :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir n° 2

littérature pour préserver le français

habitant et par année. L'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine 3 500 et la Belgique, premiers consommateurs du monde, 35 000, soit sept fois plus la moyenne internationale. De nos jours, l'industrie papetière est l'un des secteurs économiques où la croissance géographique est la plus forte : l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine, l'Europe de l'Ouest. Même constatation au plan financier : les sociétés multinationales ont les unes aux autres. Au-delà des difficultés matérielles, l'édition dans le tiers-monde est souvent pénalisée par des phénomènes spécifiques : l'absence de livres chez les libraires, et donc, souvent, le sort d'un ouvrage — indigne, interdit, par médias interposés, ou quelques exemplaires passant chaque année au point de vente. Dans les nombreux pays en développement, les lecteurs potentiels, en particulier les jeunes, dépourvus des revenus leur permettant d'acheter des livres. L'absence de cette situation aberrante que de trouver au pilon ou, chez les particuliers et les bibliothèques, des livres comme à l'étranger, fait de la Maison de l'Amérique latine et du Sud, dont la moitié fournis par les États-Unis, un lieu où seront répartis entre les lecteurs des livres français. L'absence de l'Amérique latine, avec l'acte de la Commission générale maritime (CGM), de plusieurs pays de l'Amérique latine, au Brésil, à Cuba, au Venezuela, la Maison répondra, au même temps, la Maison répondra, à la demande des lecteurs : ouvrages de référence, ouvrages spécifiques : ouvrages de référence, ouvrages de référence. Ces opérations peuvent créer, mais elles ne peuvent que se faire, si la demande est solvable.

B. C.

ÉVÉNEMENT

Reste

SINGULIERS A JÉRUSALEM

avec nous

Toucher à la banque, c'est un sacré mauvais cas, où il s'était mis. Une que...

les grandes rafles ont fonctionné à l'art dans les environs. J'ai pas vu, d'ant. J'ai bouclé la boutique, et m. Je voulais pas lâcher Gomas, et comment ça allait tourner pour le...

le, le pauvre vieux, il était le seul à se... et ça me faisait mal de le voir un des gardiens, un des autres, aller... dans la rue. Alors, qu'il m'a dit... qu'il fait ? Je le vois avec ses... mains : il tendait sa figure... qui se passe ? Ah ! Il se penche... z. Ils l'ont arrêté ? Ça non, il... Mais, alors, qu'est-ce qu'il font ?



qu'il se remuait, que des fois il me... masqué, c'était parti de moi... encore, attendons. Un type qui... un, tu verras ! Il essayait de... ment triste.

ils ont mis le grappin sur Jésus... Cédrone. Ils sont arrivés à deux... armés : pas des soldats de Pilate... d'Alphé. Il m'a pas résisté. Un des... Képhas, a bien tiré l'épée, et il m'a... mais le Nazaréen lui a dit son... même nuit, deux min... pas, on lui avait annoncé qu'il m'e... en foutait. Rien qu'une chose p... que qu'il réunissait des hommes... ? Qu'il se presse ! Qu'il se presse... qu'il s'était laissé prendre sans... pour empêcher ses types de l'a... en alors ! Oh ben alors ! C'est m... la peine ! Oh ben alors ! C'est... barreaux ; il se tapait les tempes... il va devenir fou.

mais c'est tellement m... Céphise qui a mené le jeu. Il se... se les yeux lui sortaient de la tête... moments (sûr qu'il a envoyé en... sur avoir une autre belle robe) ;... que le Nazaréen souffrait... sans nom contre César, que le... commerce. « A mort ! A mort ! »... type du genre mou, le gouverneur... di sait : « Te mets pas à déba... puis, il n'aimait pas Céphise. I... mais ça l'éclaircissait tout de m... Et Céphise se surprenait ! Plus... que le roi ! Ça finissait par le... concept, s'il n'était pas à la hant...

pour du prétoire. Et Gomas... re de sa cellule. Y avait un prison... mura, tout le gros commerce, m... Ça faisait un joli raffut ; il y... s'aimaient, César, tant qu'il s'ent... dans leurs colères paternelles... ! Alors qu'on le couronne !... m, un effet ; seulement, ça p... des à de l'acacia tressé. Ça p... mœurs. Avec des mailles, de la... e sur la tête, bien installée... e pour du crâne, tu sais ce que... is, je te jure, ça saignait bien... jésus sur les épaules une espèce... jésus aux mitres, comme une cap...

pourpre, comme un manteau de cérémonie — pour faire plus ressemblant, plus royal et encore plus drôle — ça faisait qu'il était tout rouge, absolument rouge, de la tête aux pieds ; la figure aussi.

On lui avait beaucoup craché dessus ; et, en supplément, le petit Samuel, une fois que Jésus avait en les menottes, il lui avait allongé un coup de poing personnel dans la figure, de toutes ses forces.

J'en pouvais plus, et il n'y avait pas moyen que je m'en aille. C'était tellement incompréhensible ! Mais qu'est-ce qu'il voulait, ce type ? Qu'est-ce qu'il avait voulu au juste ? Qui c'était ? Oui, qui c'était ? Immobilité. Sans une plainte. Si prodigieusement, si terriblement courageux !

Je reconnaissais des amis dans la foule, des camarades de combat. Eh bien ! mon vieux, ils gueulaient aussi, sans blague, ils l'engueulaient aussi, probablement parce qu'ils avaient cru en lui, un moment, pour la délivrance, et qu'il les avait déçus comme Gomas. Et puis, tu sais l'espèce d'entraînement qu'on subit, c'est connu, quand ça braille autour de vous. Et mes types glapissaient. « A mort ! » comme les autres. On m'a dit que le meilleur copain de Jésus, le Képhas, quelques heures plus tôt, chez Céphise, il l'avait plaqué comme un ignoble, il l'avait renié à fond, à bloc, crevant de peur ; il avait déclaré devant tout le monde : « Je le connais pas ! Je l'ai jamais vu ! Vous m'embêtez ! Qu'est-ce que vous me voulez avec ce coco-là ? » Les hommes, quand même, hein, quelle misère qu'on est !



Jean Minervaud

Poncepil, il a eu brusquement une idée pour se tirer des pattes. Il a levé la main pour qu'on l'écoute. Il a dit : « Voilà ! Après-demain, c'est votre fête ; c'est Pâques après-demain. On doit célébrer ça. Moi, je respecte vos traditions, comme aussi César il les respecte. Vous savez que c'est dans les usages de faire une amnistie. Eh bien ! J'amnistie quelqu'un, celui que vous voudrez, ou bien le Jésus, ou bien un autre. Tiens — qu'il a dit — Barabbas, par exemple » (c'était un bandit, Barabbas, un assassin, une vraie « terreur »).

« Chiche que je vous relâche Barabbas ou Jésus ! » Il se disait : je tiens le bon bout ; ils oseront pas choisir Barabbas parce que c'est connu que, dès qu'il serait relâché, Barabbas, y aurait du sang, une bonne femme coupée en morceaux, quelque part, on un micheton arrangé en tranches ; ils vont forcément choisir l'autre, qui n'a tué personne. Eh bien ! pas du tout ! Pas une seconde d'hésitation, tu m'entends ! Tous ceux qui gueulaient ont gueulé « Barabbas ! » d'une seule voix, d'un seul coup, comme un commandement. A n'y pas croire. J'ai levé la tête, et ce moment-là, du côté de la prison. Et qu'est-ce que j'ai vu ? Gomas, derrière ses barreaux, oui, Gomas, qui tendait le poing et qui s'égoillait lui aussi : « Barabbas ! ».

L'autre, il avait entre ses mains liées un petit roseau sec — pour imiter un sceptre — un tout petit roseau aboide, avec son plumage gris. On pouvait pas voir ses yeux à cause du sang.

Le cortège s'est organisé. Oh ! Te figure pas un machin à grand apparat. Minable, au contraire, bâclé, une vraie pagaille. Et puis, c'est pas long, de chez Pilate au Golgotha, mais ça monte raide, par exemple. T'as jamais vu le coin ? Droit au sortir de l'enceinte, par la porte de la Décharge, c'est-à-dire, la porte des ordures ; parce que c'est le dépôt municipal, à cet endroit ; on vide les poubelles. Le petit terroir naturel, il grimpe de niveau constamment, à ce système ; c'est plein de tessons de bouteille, de bidons crevés et de chats morts. Le Champ-du-Crâne qu'on appelle ça, je ne sais pas pourquoi, le Golgotha. Terrain de décharge et emplacement des exécutions. On plante les croix dans les débris. Ça tient comme ça peut avec des grosses cales, et les crucifiés, ils dominent pas de bien haut la situation. S'ils passent la nuit, les chiens errants viennent leur bouffer les pieds, et ce qu'ils peuvent du bas des jambes.

DONC le défilé a eu lieu. Le Nazaréen allait devant. Je veux dire qu'il y avait d'abord deux cavaliers, pour faire le passage, et des gosses qui étaient aux anges, dans cette nouba et qui gambadaient en se bousculant et en se jetant des peaux de banane. Puis, tout de suite, lui, avec ce qui lui restait de linge sur le corps. Et derrière, Gomas, et un autre condamné de droit commun, arrêté pour meurtre la semaine d'avant ; on expédiait tout le lot, en vitesse, à cause de la fête imminente. Des gendarmes, de chaque côté, avec leurs matraques, un peloton de légionnaires, et puis les suiveurs, en masse. Un drôle de mélange. C'est curieux, la jubilation des gens était tombée. Peut-être les nerfs trop tendus depuis le matin et qui se détendaient tout seuls.

Ça ne criait presque plus ; y avait des femmes qui pleuraient. On disait que sa mère, au Nazaréen, elle était par là...

dedans aussi. On n'avancait pas vite. Presque tout de suite, il y avait eu un premier à-coup, un arrêt brusque, les gens qui se cognent le nez dans le dos des autres. « Il est tombé ! » qu'on disait. Pas étonnant. Il tenait plus debout. On l'avait tellement battu, déchiré ! Il en avait perdu, des pintes de sang ! Déjà, quand on lui avait chargé la croix sur le dos, j'avais vu le moment qu'il s'affalait. Il avait oscillé, comme saoul. Un coup de trique sur les reins l'avait remis d'aplomb. Voilà qu'il était tombé à présent ! Fallait que je le voie ! La rue était tellement étroite que je n'avais aucune chance de passer par les côtés, le long des maisons ; on s'écrasait contre les murs. Je suis entré dans un couloir, j'ai sauté à travers des jardins, j'ai gagné comme ça de l'avance, et j'ai pu ressortir par un autre couloir au moment où passaient devant les cavaliers qui ouvraient la marche. Je l'ai bien examiné, ah ! de tous mes yeux ! J'avais le cœur qui sautait comme une bête folle, par-dessus moi. Il avait de la salive et du sang, la nuque aplatie sous la poutre qu'il essayait de tenir en équilibre entre ses épaules, avec ses bras tordus en arrière. Et, naturellement, il est encore tombé sur les genoux.

Je pensais plus à rien, plus aux Romains, plus aux fricoteurs, plus même à Gomas, le pauvre copain, qui était là, à deux pas de moi, et qui allait mourir. Je regardais le Nazaréen. Il s'appuyait avec ses deux mains aux pavés. Et comme je le regardais, le dos contre mon mur, tout béant, lui aussi, il m'a regardé. Il m'a regardé, moi, une seconde, deux secondes, dans

lui adresser la parole, une toute petite phrase. Et alors Gomas a crié quelque chose, de toutes ses forces, en levant le menton vers les nuages et j'ai vu sa poitrine qui se gonflait, qui s'abaissait, qui remontait, quatre fois, dix fois, vingt fois, comme quelqu'un qui est haletant, ou qui pleure à gros sanglots ; et je sentais qu'il était heureux, tu m'entends, que c'était de joie qu'il pleurait ; je le savais ! Je le savais !

PRÈS ? que tu demandes ». Eh bien ! quoi, y a pas d'après. C'est fini. Qu'est-ce que tu veux qu'il y ait après ? Il est mort, là. Gomas est mort. L'autre type est mort. Ils sont tous morts, et on les a mis dans la terre. Et moi j'ai filé ; ça suffisait comme ça les bêtises. Deux copains encore qu'on avait cueillis, le jour même. Le petit Samuel me connaissait ; il m'avait vu avec Gomas ; j'avais pas envie d'y passer. Une fameuse imprudence que j'avais faite, en restant dans la ville. Le bon sens me revenait tout de même. J'ai pris mon sac, je suis parti. Je suis parti et me voilà. T'es pas content ? T'en veux encore ? J'ai plus rien à dire, ça suffit.

...Ah ! et puis zut, Tant pis ! Oui, il y a eu une suite ! Oui, il y a encore quelques choses ! Oui, j'ai essayé de la boucler pour ne pas que tu te foutes de moi ; mais y a pas moyen, je peux pas me taire, faut que ça sorte. Ecoute, je serai pas long.

Le premier jour de la semaine — ça fait donc six jours, tu vois — j'étais planqué dans un patelin, pas tellement loin de la ville. Ça n'allait pas ; le cafard ; ça tournait dans ma tête : j'y étais plus. Rends-toi compte. Alors sur le coup de 7 heures, je suis allé dans un bistrot. Il faisait doux. J'étais bien. Je m'étais assis près d'une fenêtre pour respirer. Je regardais les champs où le blé commençait à se faire haut. Personne dans la cambuse, que le patron qui somnolait et moi, qui buvotais tout doucement. Le soleil se couchait. Un calme, mon vieux, un calme. Ah ! que ça faisait du bien ! Et voilà que j'ai vu trois types qui émergent d'entre les blés du côté de la ville. Ils avaient l'air de venir ici ; j'ai posé mon verre ; j'étais prêt à me lever, à filer ; je guignais, le cou tendu, sans me laisser voir. Ils approchaient. Je les voyais très bien maintenant. C'était pas des mouches. Ils avaient de bonnes têtes. Les deux de chaque côté entouraient celui du milieu, un grand qui parlait, qui leur expliquait des choses. Ils se sont arrêtés devant la porte. Le grand leur disait au revoir ; il devait aller plus loin mais eux insistaient : « Oh non ! qu'ils disaient, demain, vous irez demain ; le soir approche, le jour est sur son déclin ; reste avec nous. » Le grand a cédé. Ils sont entrés dans la salle où j'étais. Ils ont pris une table près de la cheminée. Ils causaient toujours pendant que le patron mettait le couvert.

J'essayais bien de ne pas les gêner, de ne pas avoir l'air trop curieux et impoli en les regardant tout le temps. Mais y avait quelque chose d'étrange, j'aurais pas pu dire quoi, de bizarre et d'épatant et à chaque seconde plus épatant, comme un grand bonheur qui me coulait partout dans le corps, comme si j'étais plus où j'étais, comme si cette auberge était plus une auberge, mais ma maison pour toujours, notre maison, à moi, aux deux types que j'avais jamais vus avant et que — ah ! c'est idiot — je me sentais aimer tout pareil que de vieux amis ; et le grand surtout, j'aurais voulu m'approcher, m'asseoir avec lui, mettre ma main sur sa main, rester là à l'écouter, et ne plus bouger, jamais. Où donc que je l'avais déjà rencontré ? Je retrouvais pas, et pourtant je le connaissais, je l'avais déjà vu, c'est sûr !

Le patron avait posé le pain sur la table. Il était reparti dans sa cuisine où on l'entendait faire de la friture.

Alors le grand a pris le pain. Je reverrai ça jusqu'à ce que je meure. Il a pris le pain. Il le tenait dans ses deux mains pour le rompre ; il a fait une prière avant ; il a cassé la mie en deux morceaux, l'un à droite, l'autre à gauche, il a donné à chacun un morceau, rien pour lui. Et à ce moment, juste à ce moment, on a été debout tous les trois, oui, les deux types à la table et moi dans mon coin ; on a sauté sur nos pieds ; on tremblait, on était comme fous. Le grand, il avait la tête tout illuminée, et son vêtement aussi s'illuminait. Je te jure que je te mens pas et que je suis pas un piqué. Je le jure ! J'y étais ! J'ai vu. Je dormais pas, tu peux me croire. Il faut que tu me croies ! Comme des écailles qui nous tombaient des yeux : l'enterrement, le crucifié, l'homme mort, oui, quoi, le Nazaréen...

Et, une seconde après, il était plus là. Tu peux aller voir l'endroit. Tu demanderas au patron si je mens. L'auberge s'appelle « Au grand poisson ». Le village se nomme Emmaüs.

Neuchâtel, Pâques 1944.

(Copyright Editions La Baconnière, Boudry Suisse. Diffusion en France : Champion-Slatkine, 7, quai Malaquais, 75006 Paris.)



FAITES LE POINT SUR LES GRANDS DOSSIERS DE L'ACTUALITÉ

Collection Problèmes Politiques et Sociaux

Titres parus :

- La précarisation du travail
- Télécommunications et développement
- Réformes politiques en Chine

Prochaines parutions :

- L'Europe de l'espace
- Les négociations soviéto-américaines de désarmement

Le numéro 244 • Abonnement annuel (24 N°) : 350F
• Abonnement semestriel (12 N°) : 175F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

les livres

CONTES SUD-AMÉRICAINS

La racine des hommes

VERS LE PORT D'ORIGINE, de Juan Bosch (traduit de l'espagnol par Guillermo Pida-Contreras et Françoise Mironneau), Albin, Aix-en-Provence, 1988, 210 pages, 83 F.

Il existe, en Amérique latine, une exquise tradition : les leaders politiques sont aussi, parfois, d'excellents écrivains. La liste est longue de ces hommes de plume et d'État qui va de Romulo Gallegos, président du Venezuela et grand romancier, à Sergio Ramírez (1), actuel vice-président du Nicaragua. Juan Bosch appartient pleinement à cette lignée.

En France, on connaît beaucoup mieux de cet ancien président de la République dominicaine son itinéraire politique, son long combat contre la dictature de Trujillo et, surtout, sa courageuse attitude lorsqu'il fut renversé, en 1963, par un coup d'État militaire. Aujourd'hui âgé de soixante-dix-neuf ans, Juan Bosch reste une personnalité mythique en Amérique latine ; il incarne aux yeux des démocrates un idéal de probité, de justice et de civisme. « Ce politique (2) incorruptible et exigeant, franc jusqu'à l'outrance, écrit Claude Couffon, est reconnu par beaucoup de ses concitoyens comme le modèle de l'homme intégral. »

Cet homme est également un grand écrivain. Essayiste dont certains livres d'histoire antillaise — *De Christophe Colomb à Fidel Castro, le Pentagone et la République* (1936), *l'Or et la Paix*, 1975 ; et surtout auteur de nombreux recueils de nouvelles, comme *Caminos Reales* (1933), *Indios* (1935), *Ocho cuentos* (1947) et *Cuentos escritos en el exilio* (1962), qui paraît aujourd'hui en français sous le titre, *Vers le port d'origine* emprunté à l'une des quatorze nouvelles (en espagnol *cuentos*, contes) qui le composent.

La matière de ces contes est le malheur. Tous les personnages — « paysans et grands propriétaires, prostituées et travailleurs, Indiens et Nègres, mulâtres et métis, pêcheurs et mineurs » — cherchent à y échapper dans une fuite parfois hallucinée. En vain, car il déborde les limites mêmes de la vie. Comme l'explique un personnage dans un très court récit intitulé précisément « le malheur » : « Mourir n'est pas un malheur. Il y a des choses pires que mourir. » Ce sont ces « choses » que nous raconte l'auteur. Avec une redoutable efficacité.

Car Juan Bosch est un maître conteur. Dans deux courts textes qui complètent le recueil, il expose sa conception de « l'art du conte » et rappelle les lois fondamentales du genre. En particulier, la nécessité de bien commencer : « Il n'existe qu'une façon de commencer un conte avec succès : en évitant d'un seul coup l'intérêt du lecteur. » Pour maintenir, sans aucune chute, la tension et l'intensité, « le conteur doit être implacable avec le sujet qu'il a choisi ». Il doit éliminer tout mot, toute séquence superflue : « Supprimer est un travail plus important que conserver. »

Les nouvelles de *Vers le port d'origine* sont le résultat de cette prodigieuse maîtrise technique. Le lecteur est plongé, dès les premiers mots de chacun des contes, dans une atmosphère saisissante, au cœur d'une action qui fonctionne comme un piège. Et il apparaît vite que le narrateur tient les émotions et les idées du lecteur à sa merci. Par exemple, dans le *Noël d'Escaration Mendosa* — un pur chef-d'œuvre — on sent d'emblée la trappe du destin se refermer sur le héros, mais on n'imagine pas jusqu'à quel degré d'implacable intensité le narrateur va pousser la logique de la tragédie.

Juan Bosch sait que la réalité latino-américaine est souvent tragique, faite d'injustice et de misère. Par le biais du conte, il voudrait rappeler ce qu'en tant qu'homme politique il a toujours défendu : la profonde humanité des humbles, l'impérieuse nécessité de se pencher sur leur sort. « Écrire des contes, dit-il, est une tâche fort grave. » Elle lui permet de mesurer l'art et la beauté au service d'une noble mission politique.

IGNACIO RAMONET.

(1) Voir *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

(2) Il est actuellement président du Parti de la libération dominicaine.

(3) Le Seuil, Paris, 1969.

● L'ÉVANGILE SELON THOMAS. — Jean Dorra (Éditions du Rocher, Monaco, 1988, 220 pages, 125 F) : présentation et traduction d'un manuscrit copte du quatrième siècle, découvert en 1945.

● LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU SOUDAN. — Talat El-Singaby (Institut de recherches et d'études sur le monde musulman, Aix, 1987, 139 pages, 122 F) : bilan des recherches en France et en RFA, 1900-1986.

● THE WOMEN'S QUESTION AND THE MODES OF HUMAN REPRODUCTION. — Ulla Vuorela (The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1987,

234 pages, 120 couronnes) : analyse d'un village tanzanien.

● SOCIÉTÉ, CULTURE ET HISTOIRE DU RWANDA. — Marcel d'Hertefeldt, Danielle de Lame (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 1987, 1849 pages, 2 850 francs belges) : une encyclopédie bibliographique 1963-1980/87.

● LES LITTÉRATURES DE LANGUE ANGLAISE DEPUIS 1945. — Denise Cousy, Geneviève Fabre, Michel Fabre, Evelyn Labbé (Nathan, Paris, 1988, 327 pages, 130 F) : Grande-Bretagne, États-Unis et Commonwealth.

AMÉRIQUES

THE IRAN-CONTRA CONNECTION. SECRET TEAMS AND COVERT OPERATIONS IN THE REAGAN ERA. — Jonathan Marshall, Peter Dale Scott, Jane Hunter. — South East Press, Boston, États-Unis, 1987, 313 pages, 11 dollars.

Préfacé par Richard Falk, professeur à Princeton, cet ouvrage entend prouver que le scandale de l'« Irangate » n'est en rien un accident. Ce qu'il a révélé est consubstantiel à une politique fort ancienne et est incompréhensible hors une explication de caractère international.

Ce livre a deux défauts : sa composition est « bâchée », les trois auteurs s'étant répartis la rédaction des divers chapitres ; et certains passages paraissent obscurs à qui n'a pas déjà une honnête connaissance des réseaux anciens qui ont opéré souverainement au cours des dernières années. Mais il constitue une source irremplaçable de renseignements sur la « stratégie » iranienne et contre-américaine de Washington. Les deux chapitres les plus neufs concernent l'engagement d'Israël, notamment la manière dont les États-Unis ont été « harponnés » par leur allié dans l'affaire iranienne. Cette étude pousse enfin, et surtout, à s'interroger sur l'état réel de la démocratie américaine.

JACQUES DECORNOY.

GUIDE BLEU PEROU

★ Hachette, Paris, 1987, 400 pages, 170 F.

Rédigé par une équipe de chercheurs du CNRS et par le directeur de l'Institut français d'études andines de Lima, cette nouvelle édition du *Guide bleu Pérou* vise, bien sûr, à répondre aux besoins des touristes. A cet égard, descriptions pratiques, itinéraires, plans de villes, descriptions des sites archéologiques et une riche cartographie satisferont les lecteurs les plus exigeants.

Mais les quatre essais qui ouvrent le livre sont aussi à lire par ceux qui veulent comprendre les formidables mutations que connaît un pays parmi les plus pauvres d'Amérique du Sud.

BERNARD CASSIN.

AFRIQUE

AN APPETITE FOR POWER. BUTHELEZI'S INKHATA AND SOUTH AFRICA. — Gerhard Mare et Georgine Hamilton.

★ Raven Press et Indiana University Press, Johannesburg et Bloomington, 1987, 267 pages, 8,95 livres.

A la fin de l'année 1987, alors que s'accroissent les nombres des victimes des affrontements entre Noirs dans les townships du Natal, M. Gatscha Buthelezi, dirigeant du mouvement Inkatha, était à nouveau présenté dans la presse occidentale comme « un dirigeant modéré » du mouvement anti-apartheid. Le livre de Gerhard Mare et Georgine Hamilton, qui est le fruit de longues recherches, explique comment ces « combats entre Noirs » trouvent leur source dans l'action des vigilantes du mouvement Inkatha, dont la plupart des dirigeants sont des fonctionnaires du bantoustan du KwaZulu, payés par le gouvernement de Pretoria. Il montre aussi comment l'image « modérée » de M. Buthelezi a été soigneusement entretenue par le pouvoir blanc. A ses débuts, simple mouvement culturel, Inkatha est ainsi devenu un mouvement zoulou, recrutant sur des bases ethniques, selon la logique même de la politique de séparation des races. Autre aspect intéressant de cet ouvrage : l'histoire des relations entre le Congrès national africain (ANC) et M. Buthelezi.

VICTORIA BRITAIN.

TIERS-MONDE

LE TIERS-MONDE. — Edmond Jouve.

★ Presses universitaires de France, Paris, 1988, 128 pages, 25 F.

Depuis les années 80, l'anti-tiers-mondisme est à la mode ; au point de nous faire oublier que, dès son invention, le terme « tiers-monde » a été soumis à une forte critique. S'inscrivant en faux contre ces condamnations, Edmond Jouve prouve avec force que « le tiers-monde existe [...] même s'il n'est rien : ni, tout à fait, de sa date de naissance, ni de son âge, ni de ce qu'il représente, ni de l'idéologie qu'il a engendrée ».

La première partie de ce petit ouvrage très clair et complet rappelle les principales étapes du débat sur le concept, les différentes définitions et les divisions auxquelles elles renvoient. Dans la seconde partie, l'auteur s'intéresse à la mise en œuvre des utopies dans le Sud : au niveau interne (éditions de l'État, transferts de la société, création de l'homme nouveau) et sur le plan international (mise sur pied de regroupements régionaux et lutte pour un nouvel ordre international).

ALAIN GRESH.

CLEFS POUR LE TIERS-MONDE. — 1. L'Afrique. — Guy de Bouchère.

★ Seghers, Paris, 1987, 362 pages, 66 F.

C'est la réédition, considérablement augmentée, du livre paru il y a quinze ans. Elle bénéficie d'une connaissance accrue d'un excellent observateur. Avec un second volume est-il prévu, consacré à l'Amérique du Sud et à l'Asie. Avec les vues et idées d'ensemble, alternent des données précises et complètes, pays par pays. Ainsi que, pour terminer, les « Chroniques politiques, des indépendances à nos jours ».

Y.F.

EUROPE

THE RUSSIAN CHALLENGE. — Alexander Yanov. — Blackwell, Oxford, 1987, 302 pages, 19,50 livres.

Les troubles en Arménie et en Azerbaïdjan ont, une fois de plus, attiré l'attention sur l'épineux problème des nationalités en URSS. Mais le nationalisme central, parce que dominant, reste celui des Russes. Ce sont donc ces chauvins grand-russes, déjà dénoncés par Lénine, et dont les activités du groupe Panslav à Moscou montrent actuellement la vigueur persistante ? Le livre d'Alexander Yanov, qui a assisté de vives controverses aux États-Unis, apporte un utile éclairage historique. Il rappelle l'émergence de l'« idée russe » au milieu du siècle dernier, ses velléités antisémites puis sa dégradation en une mythologie anti-occidentale, antiparlementaire, antisémite, présentant un régime autoritaire capable de ressusciter la Russie « éternelle ».

L'auteur montre aussi comment cette idéologie a resurgi dans les années 60, à la fois chez les étudiants et dans certains cercles du pouvoir. Selon l'auteur, face aux tentatives de réforme de M. Gorbatchev, l'« idée russe » représente la seule solution de rechange.

A.G.

LE CONFLIT TURCO-ARMÉNIEN. — Roupen Boghossian.

★ Athapress, Beyrouth, 1987.

La question arménienne, sans cesse à l'ordre du jour, a fait l'objet d'une abondante littérature qui l'a examinée sous bien des aspects (historique, géographique, ethnique, politique, humanitaire). Le droit, cependant, n'a pas, en général, la part la plus belle, même si l'ouvrage de Shavarsh Torghinian — *The Armenian Question and International Law*, Editions en langue arménienne, Beyrouth, 1976 — reste un ouvrage de référence, tout comme la sentence rendue par le Tribunal des peuples publiée par les éditions Flammarion en 1984.

L'ouvrage de R. Boghossian s'efforce avec bonheur de combler cette relative lacune. Après avoir dressé l'acte d'accusation de la Turquie, l'auteur présente les faits en s'appuyant sur l'histoire de la nation arménienne. Il envisage ensuite les rapports de cette nation avec le droit international, les puissances accusées, la Société des Nations et les Nations unies.

EDMOND JOUVE.

PAKISTAN, 1947

Souvenirs d'une femme dans un pays dépecé

ICE-CANDY-MAN, de Bapsi Sidhwa, Heinemann, Londres, 1988, 227 pages, 11,95 livres.

UNE femme écrivain pakistanaise qui nous parle d'un monde inconnu du lecteur occidental, ainsi se définit Bapsi Sidhwa. Pourtant, cette définition mérite quelques éclaircissements. L'auteur appartient non à la majorité musulmane, mais à la petite élite parsi de Lahore. Les Parsis zoroastriens ont fui la Perse au temps de la conquête musulmane, se sont installés à Bombay avant de se répandre à Karachi et à Lahore, durant la colonisation britannique. L'approche de l'indépendance et l'agitation en faveur de la partition de l'Inde les forçèrent à faire un nouveau choix à la fin des années 40.

Devaient-ils rester à Lahore, au Pakistan, dans l'espoir de prospérer sous le nouvel État ? Devaient-ils chercher la sécurité en Inde à l'abri de la communauté plus importante de leurs frères à Bombay ? La famille de Bapsi Sidhwa choisit la première solution, et son roman *Ice-Candy-Man* retrace les conséquences de cette décision.

Ce roman, sans doute largement autobiographique, commence à la veille de l'indépendance. La narratrice est une fillette de sept ans rendue infirme par la poliomyélite. La riche maisonnée reflète la diversité ethnique du Lahore de ces années-là. Son ayah (nourrice) adorée et coquette, avec qui la petite fille passe l'essentiel de ses journées, est une hindoue d'Amritsar ; le cuisinier est un musulman ; le balayeur est un *harjiya* (intouchable) ; les voisins sont des sikhs, des hindous, des Indiens chrétiens, qui vivent en bonne entente. Parmi les admirateurs de la jolie ayah, on trouve le marchand de glaces ambulant, que l'on appelle *Ice-Candy-Man*, un musulman, toujours occupé à glisser ses doigts de pied sous son sari ; le masseur indien occupé de la même manière avec ses mains raffinées ; et un rémouleur de coutures montagnard.

L'impact de la partition fut particulièrement tragique au Pendjab, le grenier de l'Inde, où vivaient des communautés hindoues, sikhs et musulmanes installées de longue date, aussi bien à la campagne que dans des villes comme Lahore. Des millions de personnes s'enfuirent vers l'Est ou vers l'Ouest, abandonnant leurs terres et les tombes de leurs ancêtres ; des milliers d'entre elles furent égorgées durant cet exode. Le roman s'attarde sur les répercussions Lahore brûlait sur le monde familial de l'enfant. Alors que la vieille ville de la rue, la plupart des voisins, membres des professions libérales, pliaient bagages, abandonnant leurs propriétés au pillage de la populace qui était maître de la rue, *Ice-Candy-Man*, après s'être transformé en un fanatique — il participe à l'enlèvement de l'ayah et la force à se prosterner, — devient un poète languissant d'amour pour son ayah, qui lui voue une haine farouche et refuse de pardonner. Le masseur, quant à lui, est assassiné.

TOUT ceci était-il inévitable ? Enait-ce le résultat direct de la partition et des passions volontairement attisées pour l'imposer ? Lahore, l'ancienne ville tolérante de Shahjahan et de Kipling, pouvait-elle continuer à exister après l'indépendance ? Tout ce que nous savons, c'est que l'État boiteux né de la partition de 1947 s'est effondré dans la guerre civile seulement vingt-quatre ans plus tard. L'homogénéité religieuse ne lui permit pas de survivre. La carte de l'Inde est un palimpseste de religions, un puzzle de peuples se chevauchant et l'empereur moghol Akbar au seizième siècle à Gandhi au vingtième siècle, se sont tenus à la vision d'une Inde unifiée absorbant l'ensemble de ses peuples fondamentalement dans sa mosaïque, ont toujours rejeté cette « révérie » unitaire. Le livre subtil de Bapsi Sidhwa nous montre, peut-être sans que l'auteur l'ait voulu, ce qu'a signifié sur le terrain le dépeçage en trois de la carte de l'Inde.

GERALD MOORE.

ASIE

CHINA, JAPAN AND THE ASIAN NICHS. ECONOMIC STRUCTURE AND ANALYSIS. — The Economist Intelligence Unit, Londres, 1988.

★ 184 pages, 115 livres.

Une analyse à la fois économique et politique de la Chine, du Japon, et des quatre pays asiatiques nouvellement industrialisés : Singapour, Taïwan, Corée du Sud, Hongkong (et accessoirement Macao). Outre de nombreux tableaux chiffrés et d'utiles cartes, l'étude présente l'évolution des divers secteurs des économies concernées sans omettre les questions de défense et de démographie.

Les auteurs s'interrogent sur les dysfonctionnements qui, chez les « quatre tigres », pourraient s'aggraver si les systèmes politiques ne s'adaptent pas à l'état des sociétés (naissance des classes moyennes), et, à cet égard, le cas de Singapour, dont le régime est fort « musclé », devient plus préoccupant que ceux de Taïwan et de la Corée. Ils estiment aussi que la jeunesse chinoise ne pourra pas forcément se satisfaire du statu quo politique.

J.D.

SOUS L'ŒIL DU DRAGON. LES RELATIONS DE LA CHINE AVEC LES PAYS DE L'ASEAN. — Jacques de Goldfien.

★ Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1988, 317 pages, 140 francs.

La Chine a toujours eu des contacts étroits avec l'Asie du Sud-Est, mais l'arrivée des communistes au pouvoir à Pékin (1949) et la création de l'ASEAN (1967) ont considérablement modifié les relations traditionnelles. Jacques de Goldfien analyse les diverses phases de l'histoire contemporaine, en partie dictées par les changements de la politique chinoise. Il accorde aussi une large place à l'attitude des communautés de la diaspora et aux mouvements révolutionnaires qui ont agité la région.

La somme d'informations apportées dépasse de beaucoup le cadre de la modeste bibliographie ici présentée. Il aurait pourtant été utile d'en dire davantage au sujet des antagonismes potentiels sur le plan économique, et de relations qui ne se limitent pas aux flux commerciaux. Le titre aurait, d'autre part, mérité d'être moins « dramatique », d'autant que le « Dragon » n'est pas la seule puissance à braver son « œil » sur la région.

J.D.

Club Aventure
EXPEDITIONS · RANDONNÉES
ÇA MARCHE !
60 VOYAGES INSOLITES
DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure
catalogue gratuit sur demande
122 rue d'Assas - 75006 Paris ☎ (1) 46.34.22.60

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

du

900

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

du

POUR UNE EUROPE DE LA DÉTENTE

La peur ou la paix

Par JEAN TOULAT *

« **O** PÉRATION de séduction », « marché de dupes », « un parfum de Yalta », « un Munich nucléaire », « l'Europe menacée par le désarmement ». Ainsi a été salué en France, par certains éditorialistes et dirigeants politiques, l'accord historique entre M. Reagan et M. Gorbatchev qui, enfin, amorcé ce fameux « désarmement réciproque, progressif et contrôlé », dont on parlait toujours sans jamais le réaliser. Avec le traité de Washington, le monde n'est pas sauvé, mais il respire mieux. En saluant l'événement comme « un rayon d'espoir à l'horizon du monde », Radio-Vatican traduit le sentiment général des peuples.

Quels sont donc les arguments de nos prophètes de malheur ? L'Europe, disent-ils, va être « nue », « dénucléarisée ». En fait, elle sera pratiquement ramenée à la situation antérieure à 1977, avant l'installation des SS-20 soviétiques et des euromissiles américains. Elle gardera sur son sol les missiles américains Lance, tandis que les missiles chargés sur les bombardiers basés au Royaume-Uni et en RFA, et sur les porte-avions croisant en Méditerranée, poursuivront leur mission de dissuasion. De même, subsisteront les trois sous-marins Poséidon, totalisant plus de trois cents charges stratégiques, que l'OTAN a détachés pour la défense de l'Europe. Et les forces de dissuasion française et britannique seraient-elles subitement devenues non opérationnelles ? Ceux qui disent : « L'Europe n'aura plus de fusées capables d'atteindre l'Union soviétique » sont de véritables agents de désinformation qui traduisent l'inquiétude du complexe militaro-industriel devant toute tentative de ralentir la course aux armements. Ils veulent justifier l'effort de surarmement que comporte la création d'un bloc de défense européen, avec Paris et Bonn comme piliers, et qui se traduit dans le budget militaire français de 1988 par une augmentation de 4,42 % : au total, 177 milliards de francs, soit une dépense de 20 millions par heure, alors que périment l'éducation, la recherche, la justice, les prestations familiales, la jeunesse et les sports, et que deux millions et demi de Français sont atteints par la grande pauvreté. Tout ce déploiement est essentiellement justifié par un motif : la peur d'une agression soviétique, la peur de voir les chars de l'armée rouge déferler jusqu'aux approches du Rhin, comme le montrait l'émission « La guerre en face », commentée par Yves Montand (1).

Le poids de la menace

QUEL est, en fait, le poids d'une telle menace ? « Je ne crois pas aux intentions belliqueuses de l'Union soviétique. Pas du tout (...) Je suis convaincu que M. Mikhaïl Gorbatchev veut la paix pour la paix. (2) » Cette déclaration de M. François Mitterrand ne correspond-elle pas à la réalité ? S'il est un peuple qui a horreur de la guerre, c'est bien le peuple soviétique. Sa lutte contre le nazisme lui a coûté 20 millions de morts (7 millions à l'échelle de la France). S'y ajoutent, dans la mémoire collective, les incursions plus anciennes : Mongols de Gengis-Khan, chevaliers teutoniques, Suédois, barons polonais, Napoléon...

Le chef du Kremlin lui-même est accordé à son peuple. Selon son biographe (3), sa vision du monde est dominée par ses souvenirs de la

* Prêtre et écrivain ; auteur de *Oser la paix*, Le Cerf, Paris, 1986.

guerre : à six ans, il a vu son village natal, Priolnoye, envahi par les nazis ; il a traversé Stalingrad en ruine. Ces images indélébiles peuvent expliquer sa déclaration du 15 janvier 1986, où il propose de libérer la Terre, par étapes, d'ici à l'an 2000, de toutes les armes nucléaires. Et depuis, il n'a cessé de multiplier les offres de désescalade. Il a même, unilatéralement, suspendu ses essais nucléaires. Et, par deux fois, espérant être suivi des autres puissances atomiques, il a prolongé le moratoire. En vain. Néanmoins, il persiste : « Nous sommes tous passagers d'un même vaisseau. Nous sommes tous responsables de l'avenir du monde. Il faut passer de l'équilibre de la terreur à l'équilibre de la raison, de l'égoïsme national à la coopération (4). »

Restaurer la confiance

CE défi ne mérite-t-il pas d'être relevé, avant que les faucons, là-bas, ne redressent la tête ? Une réponse a été donnée, en mars 1987, à Dieburg, en Allemagne fédérale, où étaient réunis les présidents des conférences épiscopales de vingt et un pays « de toute l'Europe ». Ils ont lancé un appel « trop peu répercuté » à « bâtir la paix, en restaurant la confiance entre les peuples de l'Est et de l'Ouest (...). A vous, catholiques, nous demandons de vous engager sans hésitation pour la paix (...). Le Christ attend que nous fassions les premiers pas, et prenions des risques pour arriver à la réconciliation ». Certes, les libertés, en particulier la liberté religieuse, sont mal respectées en certains pays. Il faut aider ces derniers à évoluer, « non par la menace ou la violence, mais par des moyens pacifiques (5) ». En somme, construire l'Europe de la détente plutôt que l'Europe de la défense.

Comme en écho aux déclarations de Dieburg, M. Mikhaïl Gorbatchev consacre un chapitre de son livre *Perestroïka* à l'Europe, qu'il appelle « notre maison commune ». Il reprend une idée gaullienne : « L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, c'est une entité historique et culturelle, soude par l'héritage commun de la Renaissance et du siècle des Lumières, ainsi que par les grands enseignements philosophiques et sociaux des dix-neuvième et vingtième siècles. » Il n'oublie pas les liens religieux : « La vieille Russie a été unie à l'Europe par le christianisme, et l'on va fêter le millénaire de son arrivée sur la terre de nos ancêtres (...). J'en suis venu à ressentir, avec une acuité croissante, le caractère artificiel de la confrontation entre blocs, et la nature archaïque du rideau de fer. » Il ajoute : « Les deux moitiés de l'Europe ont un intérêt commun à résoudre un problème extrêmement aigu, le problème Nord-Sud. Elles pourraient conjuguer leurs efforts pour faciliter le développement du tiers-monde (6) ».

Gorbatchev met le doigt sur la question majeure de notre époque, celle dont de Gaulle, encore, disait : « La grande affaire mondiale, c'est de tirer de la misère et d'orienter vers le développement 2 milliards d'hommes dépourvus ». Comme l'a dit M. François Mitterrand : « La vraie bombe, c'est le sous-développement. »

Devant la misère du tiers-monde, M. Mitterrand, par contraste, rêve aux fabuleuses richesses de la Sibirie, qu'il a contemplée du haut de l'avion qui le conduisait de Moscou à Irkoutsk. Il la scrute sur les cartes de géographie et citant la prédiction de Lomonossou : « La puissance russe sera sibérienne », il

ajoute : « Brejnev, rompant avec la diplomatie du soupçon, invite les pays industriels d'Occident à investir leurs capitaux et leurs techniques en échange de matières premières. C'est une course de vitesse, le match du vingt et unième siècle. La paix et la guerre se font toujours au même endroit. Je les vois avancer l'une et l'autre pour un rendez-vous où se décidera le sort de l'univers (7) ».

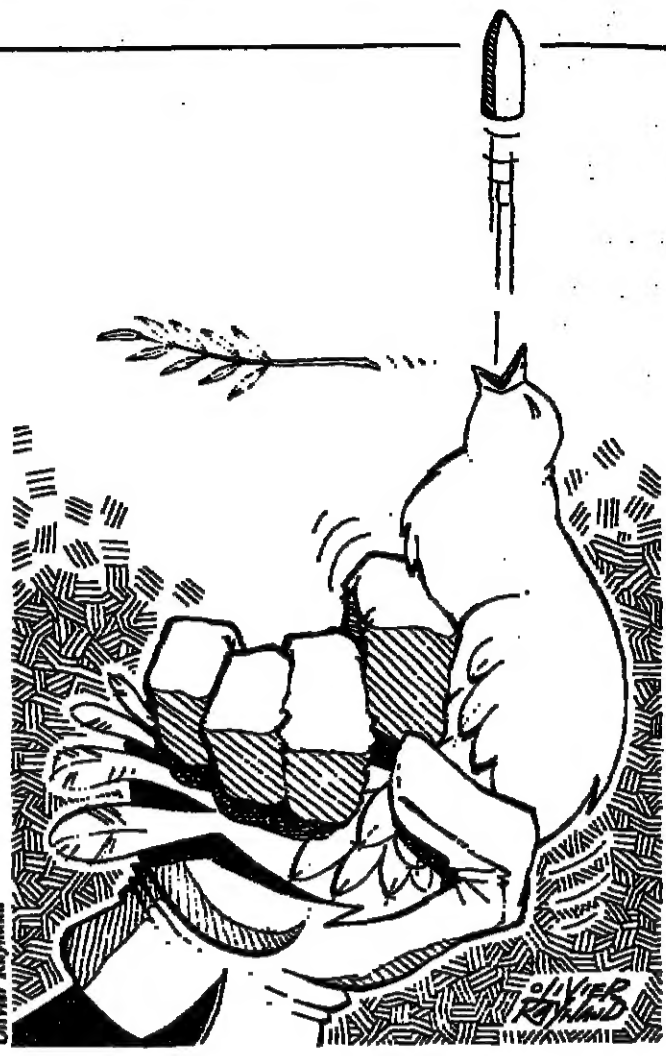
Nous voici à l'heure du grand rendez-vous. Sur ce point, le premier ministre français, M. Jacques Chirac, semble d'accord avec M. François Mitterrand. Le 15 mai 1987, à 20 heures, en direct de la place Rouge, avant de quitter Moscou, il confiait à Antenne 2 : « J'ai évoqué avec M. Gorbatchev un point qui me paraît très important. Nous sommes très frappés par les conséquences que comporte la misère croissante des pays en voie de développement ; au point qu'ils ne sortiront pas de leur situation sans une grande initiative. Voilà un terrain sur lequel l'Est et l'Ouest devraient parfaitement s'entendre (...). M. Gorbatchev a été parfaitement ouvert à notre suggestion. Et nous avons décidé de poursuivre cette discussion. »

Ces propos, que la presse française, à ma connaissance, n'a pas reproduits, doivent être rappelés au chef du gouvernement, en lui demandant, ainsi qu'aux autres candidats à l'Elysée : que comptez-vous faire, pratiquement, pour associer l'Est et l'Ouest dans une grande entreprise en direction du Sud ?

Un plan Marshall mondial ?

PREMIÈRE urgence : avancer dans la voie du désarmement réciproque. Car le surarmement aggrave le sous-développement. Là encore, on relève des convergences. Reprenant une proposition faite par M. Valéry Giscard d'Estaing, aux Nations unies, en 1978, M. Mitterrand, à l'ONU aussi, en septembre 1983, avait demandé une conférence « désarmement-développement ». Celle-ci a fini par se tenir en août 1987, à New-York. La France a proposé la mise en route d'études pour quantifier les économies pouvant résulter des accords de désarmement et souhaité la création d'un « observatoire de l'ONU » pour évaluer les dépenses militaires dans le monde. Propositions accueillies favorablement par l'Union soviétique, mais rejetées par l'administration américaine, qui avait boudé la conférence, prétendant qu'il n'existe aucun lien entre désarmement et développement. M. Gorbatchev, toutefois, ne désespère pas de faire évoluer Washington : « Nous en appelons au gouvernement américain pour qu'il nous donne la main afin de rechercher ensemble des solutions aux problèmes du tiers-monde (8) ».

Dans cette perspective, certains parlent d'une sorte de plan Marshall mondial, qui engloberait l'Occident, avec sa technologie et ses capitaux, l'Union soviétique, aux immenses ressources, et le tiers-monde, qui, outre ses propres matières premières, offrirait un immense marché à ses partenaires. Ce serait concrétiser la stratégie recommandée par



Saint-Exupéry à celui qui veut réconcilier des adversaires : « Fais leur construire ensemble une tour, et tu en feras des frères. » Ce fut également, après la deuxième guerre mondiale, l'intuition de Robert Schuman et de Jean Monnet : pour « neutraliser » l'Allemagne et l'empêcher de revenir à ses vieux démons, ils ont voulu l'insérer dans un ensemble en créant avec elle des solidarités d'intérêts. Et ce fut, en 1950 - bien avant le traité franco-allemand de 1963, - la proposition révolutionnaire : mettre en commun les deux matières premières de la guerre, le fer et l'acier, un pool qui posait la première pierre de la petite Europe.

L'heure est venue de poser la première pierre de la grande, de la véritable Europe, en associant l'Union soviétique au grand défi du vingt et unième siècle. N'a-t-elle pas déjà été unie à l'Occident dans la lutte contre le nazisme ? Ne pas saisir cette chance serait pour la France une infidélité à sa vocation. Halte, donc, à la France championne des ventes d'armes, qui, aux Nations unies, vote pour le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, mais qui, en fait, continue d'alimenter le feu. Halte à la France qui vend son âme à la bombe et torpille le Rainbow Warrior.

Que revive, au contraire, la France promotrice de justice et de paix, qui s'approprie à célébrer les grandes idées - droits de l'homme, liberté, égalité, fraternité - qu'elle a répandues à travers le monde il y a deux cents ans.

Vergennes, ministre des affaires étrangères de Louis XVI, disait : « La France a besoin de la paix. Mais la paix a besoin de la France. »

(1) FR 3, 18 avril 1985.

(2) Entretien avec Jean Daniel, le *Nouvel Observateur*, 15-24 janvier 1987.

(3) Dev Murraria, Gorbatchev, Ramsay, Paris, 1987.

(4) *Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987.

(5) « Message aux catholiques, à tous les chrétiens et aux hommes de bonne volonté de toute l'Europe », la *Documentation catholique*, Paris, 5 avril 1987.

(6) *Perestroïka*, op. cit., lire le chapitre : « L'Europe et la politique étrangère soviétique ».

(7) *La Paix et le Grain*, Flammarion, Paris, 1975.

(8) *Perestroïka*, op. cit., page 274.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

PANAMA : La croisade de Washington contre le général Noriega, par Jean Lapèze.

PAGES 4 et 5 :

LES SACRIFICES ET L'ESPOIR DES SOCIÉTÉS D'EUROPE DE L'EST : En Roumanie, la faillite d'une économie d'état de guerre, par Edith Lhomel. - L'indispensable réforme est-elle possible en Pologne ?, par François Baffol.

PAGES 6 et 7 :

DIVISIONS DE LA RÉSISTANCE ET CONFLITS ÉTHNIQUES : HYPOTHÈQUE L'AVENIR DE L'AFGHANISTAN, par Selig S. Harrison.

PAGE 8 :

Le Cambodge à la recherche d'une réelle neutralité, par Philippe Devillers.

PAGE 9 :

L'interminable dépendance de l'Iran, par Ahmad Faroughy.

PAGE 10 :

Traumatismes dans la communauté juive américaine, par Norman Birnbaum.

PAGE 11 :

Aux Etats-Unis, des partis prisonniers de leur image, par Stanley Aronowitz.

PAGE 12 :

LES RATÉS DE LA DÉMOCRATIE AU SÉNÉGAL.

PAGE 13 :

Main basse sur les crédits militaires français, par l'amiral Antoine Sanguinetti.

PAGES 14 et 15 :

DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR : La civilisation libérale, suite de l'article de Claude Julien. - Apogée des images, évacuation des idées, par Ignacio Ramonet. - Débordements des puissances d'argent, par Christian de Brié.

PAGES 16 et 17 :

L'OFFENSIVE LIBÉRALE CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL, par Jacques Le Goff. - En Suède : un droit étendu et renforcé, par Guy de Faramond. - Au Royaume-Uni : l'inflexible logique du démantèlement, par François Poirier.

PAGES 18 et 19 :

Négociations au GATT dans un climat d'affrontement, par Mireille Lemaire.

PAGE 20 :

Les filiales américaines contre l'économie des Etats-Unis, par Jean Lampérière.

PAGES 21 à 24 :

BREVETS ET MARQUES DANS LA GUERRE COMMERCIALE : Le lent cheminement de la propriété industrielle, par François Savignoz. - La lucrative industrie de la contrefaçon, par Yves Plasseraud. - Des formes nouvelles de transfert de technologie, par Marie-Angèle Hermite. - Le système des appellations d'origine (V. P.). - L'absence de « délai de grâce », par Ernest Gutmann.

PAGE 25 :

Une stratégie de l'amont, par le général Georges Est.

PAGES 26 et 27 :

L'ÉDITION A L'ENCAIN, par Bernard Cassen. - La création sous les Fourches Caudines de la rentabilité ?, par Jean-Guy Bouin et Jean-Marie Bourvaist. - Des lecteurs privés d'écrit, par Ezzedine Mestiri.

PAGES 28 et 29 :

« Reste avec nous », une nouvelle d'Henri Guillemin.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : le « Condorcet » d'Elisabeth et Robert Badinter, par Yves Florenne. - « Vers le port d'origine » de Juan Bosch, par Ignacio Ramonet. - « Ice-Candy-Man » de Bapsi Sidhwa, par Gerald Moore.

Le Monde diplomatique du mois de mars 1988 a été tiré à 188 000 exemplaires.

Avril 1988



La fabrique des exclus

La fabrique des exclus, qui s'approprie à célébrer les grandes idées - droits de l'homme, liberté, égalité, fraternité - qu'elle a répandues à travers le monde il y a deux cents ans.

DANS CE NUMÉRO

Le monde diplomatique du mois de mars 1988 a été tiré à 188 000 exemplaires.

CONTES ÉPUSÉS

Le monde diplomatique du mois de mars 1988 a été tiré à 188 000 exemplaires.

Le monde diplomatique du mois de mars 1988 a été tiré à 188 000 exemplaires.